RAPPORT ANNUEL
SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DES SERVICES PUBLICS
EAU & ASSAINISSEMENT

2020

GURE L'EAU DU PAYS BASQUE URA

Communauté D'AGGLOMERATION PAYS BASQUE
EUSKAL HIRIGUNE Elkargoa

La Communauté Pays Basque

gère l'eau potable et l'assainissement sur l'ensemble de son territoire depuis le 1er janvier 2018 afin de garantir une meilleure qualité de service et de protéger un patrimoine naturel vital pour tous.

Dans cette perspective, le présent rapport sur la qualité des services publics d'eau et d'assainissement éclaire l'évaluation des actions et réalisations menées au cours de l'année 2020 pour :

- une eau potable de qualité délivrée sur tout le territoire et en toute circonstance ;
- une collecte et un traitement des eaux usées conformes en zone d'assainissement collectif et non collectif, avec une attention particulière en secteurs sensibles (périmètres de captage, eaux de baignade, ...) ;
- une ingénierie et des services d'exploitation fiables et performants sur tout le territoire ;
- un service de proximité à l'écoute des usagers ;
- l'amélioration de la performance des réseaux ;
- l'harmonisation tarifaire signe fort de la solidarité territoriale et respectueux du principe d'égalité des usagers devant le service public.

Engagée dans une démarche de transparence, l'agglomération participe au système national d'information des services d'eau et d'assainissement **(SISPEA)**. Il est donc possible de consulter librement les méthodes de calcul et les valeurs annuelles des indicateurs de performance : www.eaufrance.fr.

COVID : des services maintenus

La crise sanitaire rappelle que les services d'eau et d'assainissement jouent un rôle essentiel dans la lutte contre la propagation des maladies et qu'ils doivent faire preuve de capacités d'adaptation.

L'agglomération a pu profiter de l'expérience et du dévouement de ses collaborateurs comme de ses partenaires pour faire face à cette crise avec méthode.

Même si certaines prestations ont dû être suspendues (relèves physiques des compteurs, contrôles de fonctionnement des assainissements non collectifs, etc.), les activités essentielles de distribution d'eau et d'évacuation des eaux usées ont été quotidiennement assurées.

SISPEA > voir glossaire

SOMMAIRE

Le grand cycle de l'eau — 4

L'eau potable et l'assainissement des eaux usées — 9

Le patrimoine — 12

L'exploitation des équipements d'eau potable — 23

L'exploitation des équipements d'assainissement collectif — 31

L'assainissement non collectif — 40

Les usagers — 44

Les moyens financiers — 49

Annexes — 54

Glossaire — Rabat

LE GRAND CYCLE DE L'EAU

© C. Pro

Les différentes composantes du cycle de l'eau sont placées sous une seule autorité, celle de la Communauté Pays Basque. Cette vision globale de la politique de l'eau s'ouvre aux enjeux, à la bonne échelle, de la transition écologique comme de la qualité des milieux dans lesquels nous vivons.

1. LE CHOIX D'UNE GESTION INTÉGRÉE

La gestion intégrée de l'eau à l'échelle du Pays Basque permet d'agir de façon anticipée, de déployer des actions économes et efficaces. Cette démarche s'appuie sur une réelle transversalité de projets et de connaissance à des échelles hydrographiques cohérentes.

Concrètement, les équipes de la direction des Cours d'eau et bassins versants ainsi que celle du Littoral et des milieux naturels mettent en œuvre leurs compétences pour coordonner les missions suivantes :

- la lutte contre la pollution des eaux par la prévention et l'identification de leur origine (domestique, agricole ou encore industrielle) ;
- la mise en place et l'exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et de la qualité des milieux aquatiques, estuariens et littoraux (dont la qualité des eaux de baignade) ;
- l'animation et la concertation dans le domaine de la gestion de l'eau comme les schémas directeurs de gestion des eaux ;
- la prévention des inondations.

2. UNE CONCERTATION ET DES ACTES AVEC LES USAGERS DU TERRITOIRE

La gestion de l'eau sur notre territoire doit répondre à des enjeux socio-économiques et environnementaux. En cela, la Communauté Pays Basque contribue à plusieurs Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux **(SAGE)**. Créés par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, ces outils ont été renforcés par la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques **(LEMA)** du 30 décembre 2006 qui leur attribue une force juridique plus importante. Ils déterminent une stratégie de gestion de l'eau et des milieux aquatiques sur un territoire donné, définissent les opérations à mettre en œuvre. Ils règlementent aussi les usages de l'eau et des milieux aquatiques dans un objectif de protection de la ressource en eau.

La démarche partenariale du **SAGE** permet à l'ensemble des acteurs locaux d'acquérir une vision globale des problèmes liés à l'eau sur leur territoire, d'identifier un certain nombre d'enjeux sur lesquels ils souhaitent agir et de réfléchir ensemble sur la manière de les faire évoluer.

D'une part, au sein des Commissions Territoriales Littoral et Adour, du Comité de bassin Adour-Garonne, sous l'égide de l'Agence de l'eau **(AEAG)**, la Communauté Pays Basque contribue activement à l'élaboration des documents constituant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux **(SAGE)**. Aux côtés de l'Institution Adour, elle participe à l'élaboration du **SAGE Adour aval**. Elle s'implique dans l'actualisation de l'état des lieux des masses d'eau de la Directive Cadre sur l'Eau. Enfin, elle collabore à des études prospectives comme Adour 2050 ou encore à l'étude de préfiguration de l'évaluation environnementale du futur **SCoT** Pays Basque Seignanx.

D'autre part, l'agglomération est **pilote** du **SAGE Côtiers basques**. Approuvé par arrêté préfectoral le 8 décembre 2015, ce schéma est un outil de concertation rassemblant au sein de sa Commission Locale de l'Eau (CLE), 19 communes, l'Agence de l'eau **(AEAG)**, la Communauté Pays Basque, le département des Pyrénées-Atlantiques et la région Nouvelle-Aquitaine, les services de l'État et des représentants des usagers. Autour de l'enjeu principal de la qualité des eaux de baignade, cette démarche définit des actions sur la qualité des cours d'eau, l'assainissement et les milieux naturels comme pour les zones humides.

Le territoire du Pays Basque est soumis aux débordements de ses cours d'eau. Son littoral doit plus particulièrement faire face aux risques d'érosion et de submersion marine. Face à ce constat, l'agglomération et les huit communes littorales mettent en œuvre un programme d'actions volontaristes depuis 2017 visant à s'adapter à ces aléas sur les 20 à 40 prochaines années grâce à un outil commun : la « Stratégie locale de gestion des risques littoraux ». Un programme d'actions a ainsi été défini afin d'améliorer les connaissances sur l'évolution du trait de côte et de les intégrer dans les documents d'urbanisme, développer des outils de prévision des tempêtes, réaliser des actions de lutte active ou douce voire d'aménagement des sites les plus sensibles. Dans ce contexte, des réunions d'information organisées avec les riverains permettent d'entretenir un dialogue durable sur ces questions, de clarifier les rôles et responsabilités des acteurs privés et publics.

Cette démarche de préservation du territoire a conduit la Communauté Pays Basque à être également gestionnaire du réseau local Natura 2000. Elle **porte et met en œuvre** les documents d'objectifs **Natura 2000** du site Mer et Littoral ainsi que celui Nive et Nivelle.

SAGE - LEMA - AEAG - SCoT > voir glossaire

3. LA QUALITÉ DES COURS D'EAU

S'appuyant sur les anciens réseaux de suivi de la qualité des eaux, la Communauté Pays Basque a déployé en 2020 un réseau de suivi unifié sur l'ensemble du territoire. Cette démarche permet d'une part de mieux appréhender les enjeux de chaque bassin versant (qualité des masses d'eau, typologie et pression des usages), d'autre part d'engager les actions les plus efficaces de reconquête de la qualité de milieux superficiels. Dans cet objectif, la Communauté Pays Basque a travaillé à l'élaboration d'un **protocole pour la gestion des pollutions** en milieu aquatique.

Environ 90 stations de mesures réparties sur les bassins versants de son territoire permettent un suivi annuel. Les mesures portent sur les analyses bactériologiques, physico-chimiques, phytosanitaires (pesticides) et biologiques (macro-invertébrés et diatomées) des secteurs côtiers basques, de la Nive, la Bidouze, le Saison, l'Adour et de ses affluents. En 2020, ce sont **442 prélèvements et analyses** qui ont été réalisés. Les résultats alimentent la base de données du bassin Adour-Garonne.

En parallèle, une unité analytique interne contribue à identifier les sources de pollution par la réalisation de campagnes de prélèvements pour des analyses bactériologiques sur des secteurs sensibles. Cette démarche s'effectue en transversalité avec les directions en charge de l'assainissement et de l'entretien des cours d'eau.

Dans ce cadre, 3 campagnes spécifiques de suivi ont été engagées :
- suivi bactériologique régulier mené sur le lac de Saint-Pée sur-Nivelle durant la saison estivale ;
- suivi bactériologique ponctuel sur un affluent du Lamoulie afin d'apporter des données qualité complémentaires pour l'étude de faisabilité pour l'amélioration du système d'assainissement Sud de Biarritz et Nord de Bidart ;
- suivi bactériologique et physico-chimique sur le secteur de Suhalmendi à Sare afin d'évaluer l'impact des parcs à porcs sur l'Arraioko erreka.

L'agglomération a participé à 13 constats de pollution en 2020 : les communes et instances alertées ont ensuite pu prendre des mesures adaptées en lien avec la Police de l'eau.

4. LA QUALITÉ DES EAUX DE BAIGNADE

La Côte Basque fait l'objet d'un contexte particulier avec de nombreuses zones de baignade à gérer (35 plages dont une plage lacustre) sur seulement 35 km de côte, de nombreux cours d'eaux qui se jettent à proximité et un climat océanique impliquant des précipitations importantes, parfois violentes.

C'est pourquoi, depuis sa création, la Communauté Pays Basque s'inscrit dans une démarche partenariale avec les communes du littoral et a mis en place des outils innovants de gestion active des zones de baignade (analyses rapides et modélisation). Ils permettent une prévision en temps quasi réel de la qualité des eaux de baignade : l'information est transmise aux maires concernés, responsables de la décision de l'ouverture ou de la fermeture des plages.

À l'identique des saisons passées, 2020 a été marquée par l'intensité des évènements pluvieux (458 mm de pluie sur l'ensemble de la saison, 48 % de pluies intenses). Malgré ces conditions météorologiques défavorables, la qualité des eaux de baignade a été conforme 94 % du temps à l'échelle de la côte basque, permettant ainsi de limiter la durée des fermetures de plages après des épisodes pluvieux.

• 94,3 % : c'est le taux d'ouverture des plages de juin à septembre.

4.1 Informer les usagers

L'application Kalilo a été développée par la Communauté Pays Basque en lien avec les communes et les offices de tourisme du territoire. Elle permet d'informer les usagers en temps réel sur les conditions de baignade et la couleur des drapeaux des plages surveillées. En cas de dégradation momentanée de la qualité de l'eau, une notification spécifique est mise en place. Chaque fiche offre également des données locales de vent, houle, marées. Elle renseigne aussi sur le stationnement et les services à proximité. Disponible sur Google play et Apple store en français, anglais, espagnol et basque, elle a été téléchargée plus de 27 000 fois depuis son lancement.

• **4 dossiers Pavillons bleus** ont été déposés en 2020 pour les plages d'Anglet, Biarritz, Bidart et Hendaye.

4.2 Prévenir les pollutions

En saison estivale et par temps de pluie, la fonction de la porte à clapet de l'Uhabia est de retenir les eaux de la rivière et de les rejeter dans l'océan via un émissaire de 450 m de long. L'exploitation par la direction Littoral et milieux naturels de cet ouvrage a permis de maintenir en 2019 la plage ouverte aux activités de baignade et de la classer en bonne qualité au regard de la réglementation en vigueur. Outre l'exploitation et l'entretien, la direction coordonne les actions de suivis topo-bathymétriques, de relevés piscicoles et l'application des mesures compensatoires. Elle a une vision globale de tous les usages ayant un impact sur la qualité de l'Uhabia (assainissement des eaux usées, activités agricoles).

L'arrêté d'autorisation d'exploitation de la porte à clapet de l'Uhabia date de 2012 et doit faire l'objet d'un renouvellement en 2022.

5. LA PRÉVENTION DES INONDATIONS

Depuis le 1er janvier 2018, la Communauté Pays Basque exerce la compétence relative à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention des inondations **(GEMAPI)** en direct sur les bassins versants de son territoire : les Côtiers basques, la Nive, la Bidouze et la Joyeuse. Elle a transféré la totalité de cette compétence aux structures existantes sur les bassins versants partagés : le Syndicat Mixte du Bas Adour Maritime (SMBAM) sur l'Adour aval, l'Aran et l'Ardanavy et le Syndicat Mixte des Gaves d'Oloron et de Mauléon (SIGOM).

La **GEMAPI** intègre les missions définies aux 1°, 2°, 5° et 8° de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement dès lors qu'elles revêtent un caractère d'intérêt général ou d'urgence. Elle encadre :

- l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, d'un canal, d'un lac ou d'un plan d'eau, y compris les accès à ces espaces ;
- la défense contre les inondations et contre la mer ;
- la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Répondant concrètement à la mise en œuvre de cette compétence, notamment dans sa dimension « prévention des inondations », l'agglomération pilote des actions pour :

- connaître le risque par des études hydrauliques à l'échelle des bassins versants ou localisées ;
- prévenir, alerter, informer par la mise en place et suivi de stations météo et de sondes de hauteur d'eau. Elle offre également un service de préalerte de crue et d'assistance à la mise en œuvre des plans communaux de sauvegarde **(PCS)**, Par ailleurs, les équipes suivent les crues in situ et réalisent des relevés de laisses de crues;
- baisser la vulnérabilité du territoire aux inondations par :

▶ en amont, la prise en compte du risque dans l'aménagement du territoire, sensibilisation et culture du risque ;

▶ en aval, la restauration de la section d'écoulement des cours d'eau, le ralentissement dynamique ou l'optimisation de l'infiltration à l'échelle des bassins versants.

Autant d'actes qui participent à la sécurisation de la ressource en eau par la baisse de vulnérabilité des équipements et infrastructures. La Communauté Pays Basque assure également le suivi de programmes d'actions de prévention des inondations **(PAPI)**.

6. LE CAS PARTICULIER DES EAUX PLUVIALES

La Communauté Pays Basque assure la gestion des eaux pluviales urbaines sur les 17 communes deux anciennes intercommunalités Sud Pays Basque et Côte Basque Adour, car elles étaient déjà compétentes sur cette thématique avant la fusion opérée au 1er janvier 2017.

L'article L 2226-1 du CGT définit réglementairement la compétence EPU : la gestion des EPU correspondant à la collecte, au transport, au stockage et au traitement des eaux pluviales des aires urbaines constitue un service public administratif dénommé service public de gestion des eaux pluviales urbaines (GEPU).

La loi n°2018-702 du 03 août 2018 (dite loi Ferrand) définit la mise en œuvre du transfert des compétences eaux et assainissement : la GEPU est distincte de l'assainissement et devient une compétence obligatoire des Communautés d'Agglomération à compter du 1er janvier 2020.

Souhaitant répondre aux obligations réglementaires de prise de compétence obligatoire au 01/01/2020, deux études ont été engagées en 2019 : la première sous forme d'enquête auprès des 125 communes concernées pour un diagnostic de la connaissance du patrimoine et de son entretien, la seconde engageant un inventaire plus précis des ouvrages et des impacts réels de la prise de compétence.

GEMAPI - PCS - PAPI > voir glossaire

Réalisée en interne, la première étude s'est appuyée sur le retour de 81 communes :

- 33 communes dotées de données complètes ;
- 16 communes ayant engagé des schémas directeurs ;
- 32 communes ayant répondu de manière plus simplifiée.

Une seconde étude est venue en 2020 confirmer l'inventaire issu du dépouillement des différentes sources d'information des communes et d'audits de terrain. Elle doit permettre à l'avenir de :

- définir des limites géographiques d'exercice de la compétence GEPU (zones urbaines et à urbaniser) et zones d'exclusion ;
- formaliser les limites de prestation et d'intervention de la GEPU dans le cadre de l'évaluation des interventions des autres intervenants sur le volet pluvial ; notamment le service **GEMAPI** (gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations), les services gestionnaires de voirie (commune, département, autoroutes, réseaux ferrés de France), ainsi que le service assainissement assurant l'exploitation des réseaux unitaires captant pour partie les eaux pluviales ;
- déterminer les modalités d'entretien de ces ouvrages GEPU ;
- rédiger un cadre d'intervention qui fixera les limites des prestations énoncées ci-dessus ;
- préparer le travail de la CLECT (Commission Locale d'Évaluation de la Charge Transférée).

GEMAPI > voir glossaire

L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES

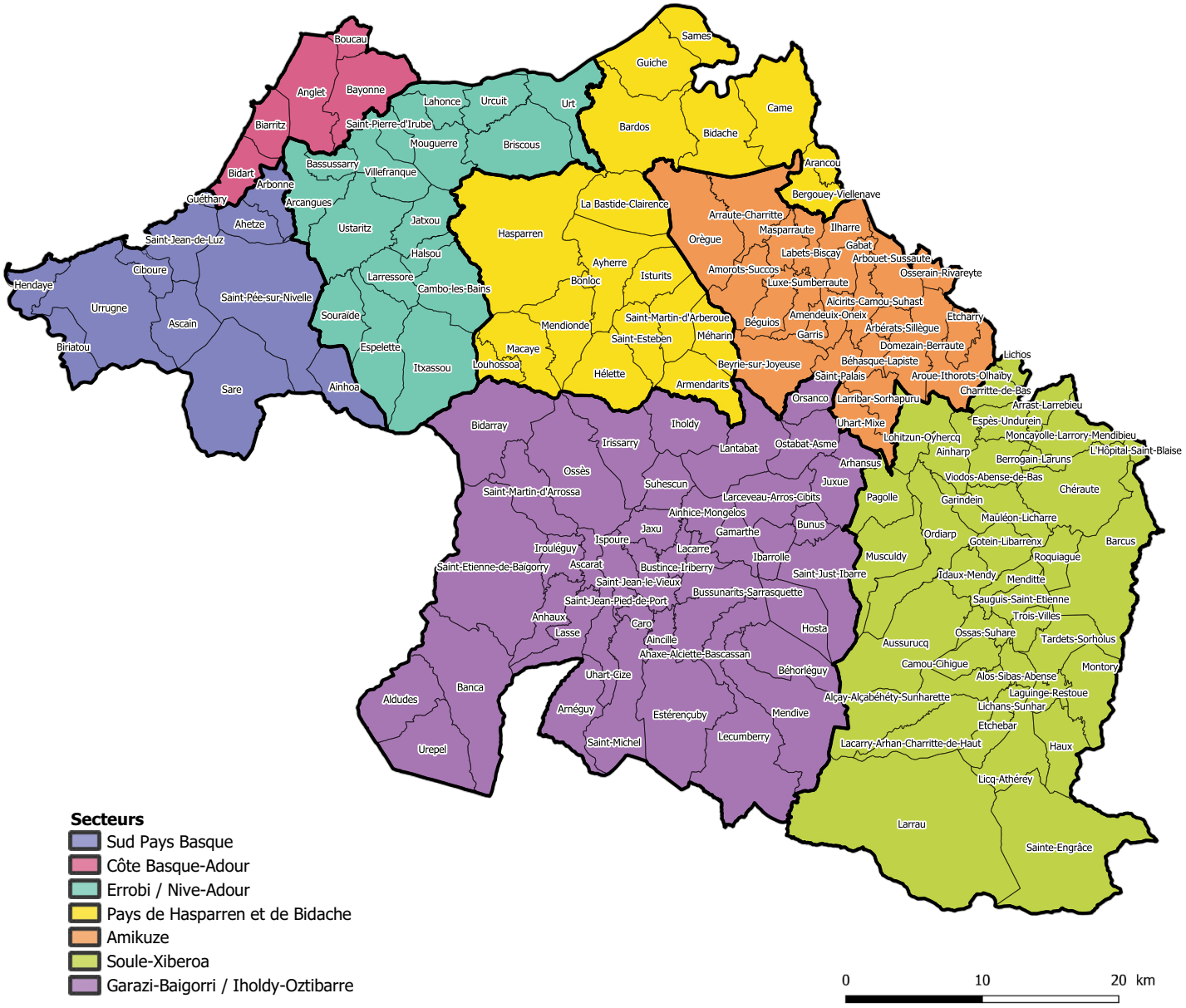
La gestion des services d'eau potable et d'assainissement a été transférée à la Communauté Pays Basque au 1er janvier 2018. Après une année transitoire, elle assure pleinement l'ensemble de ces missions.

Pour répondre aux enjeux de proximité et s'adapter aux spécificités du terrain, la gestion des services est couverte par 7 secteurs géographiques d'intervention.

200 agents travaillent au sein de la direction Eau, littoral et milieux naturels, toutes compétences confondues. Sans être exhaustif, des agents d'accueil et agents administratifs, des canalisateurs, des agents d'exploitation des réseaux comme des unités de traitement, des électro-techniciens, des chauffeurs-égoutiers, des techniciens chargés des travaux, des laborantins contribuent à la grande variété des métiers nécessaires pour répondre au niveau de service attendu.

© CAPB - J. Dubos

LES 7 SECTEURS DE GESTION



LES DOMAINES D'INTERVENTION

Étudier, planifier et investir

► Piloter le programme de renouvellement et d'amélioration du patrimoine : usines comme réseaux
► Prévoir les équipements nécessaires pour répondre aux besoins de développement

Fournir l'eau potable

► Prélever la quantité d'eau nécessaire et exploiter les installations de production d'eau potable
► Sécuriser les approvisionnements et mettre en distribution l'eau produite
► Exploiter les réseaux de transport et de distribution

Surveiller la qualité des eaux

► Mettre en place un système de surveillance de la qualité des eaux :
- eaux brutes destinées à la production d'eau potable et des eaux mises en distribution ;
- eaux usées collectées et traitées collectivement ou individuellement ;
- milieux aqueux récepteurs (rivières, océan).

► Contrôler les activités impactantes présentes :
- sur les périmètres de protection ;
- sur les réseaux de collecte.

Maîtriser les rejets d'eaux usées

► Collecter et traiter les rejets collectifs d'eaux usées
► Contrôler les installations d'assainissement non collectifs
- assurer les contrôles obligatoires de conception, d'exécution et bon fonctionnement ;
- coordonner des opérations collectives de réhabilitation.

Assurer un accueil de proximité

► Proposer des accueils physiques et téléphoniques adaptés
► Assurer les relevés des compteurs
► Facturer les consommations
► Organiser et facturer les travaux de branchement
► Communiquer et accompagner l'application des règlements de service

Participer à la promotion et à l'adoption de pratiques respectueuses de l'environnement par tous les usagers pouvant avoir un impact sur les prélèvements ou les rejets d'eaux usées.

© J. Lannes

LE PATRIMOINE

La gestion patrimoniale est une approche à long terme qui tient compte de l'état du patrimoine tout au long de son cycle de vie dans le but d'assurer le niveau de performance requis avec un facteur risque donné, le tout dans un contexte économique contraint.

Dans le cas des systèmes d'eau potable et d'assainissement, la gestion patrimoniale se traduit par l'optimisation de la conception, de la fourniture et de la réalisation des infrastructures, ainsi que la planification de leur renouvellement.
Pour programmer les travaux d'équipement du territoire, l'agglomération engage des schémas d'adduction et de desserte, assurant ainsi la coordination des travaux avec l'aménagement du territoire, le développement économique et l'urbanisme.

136 unités de prélèvements

79 % d'indice de protection de la ressource — IPR*

5 584 km de réseaux d'eau potable

360 réservoirs

96/120 d'indice de connaissance patrimoniale — ICP*

1 888 km de réseaux d'assainissement

73/120 d'indice de connaissance patrimoniale — ICP*

~700 postes de refoulement

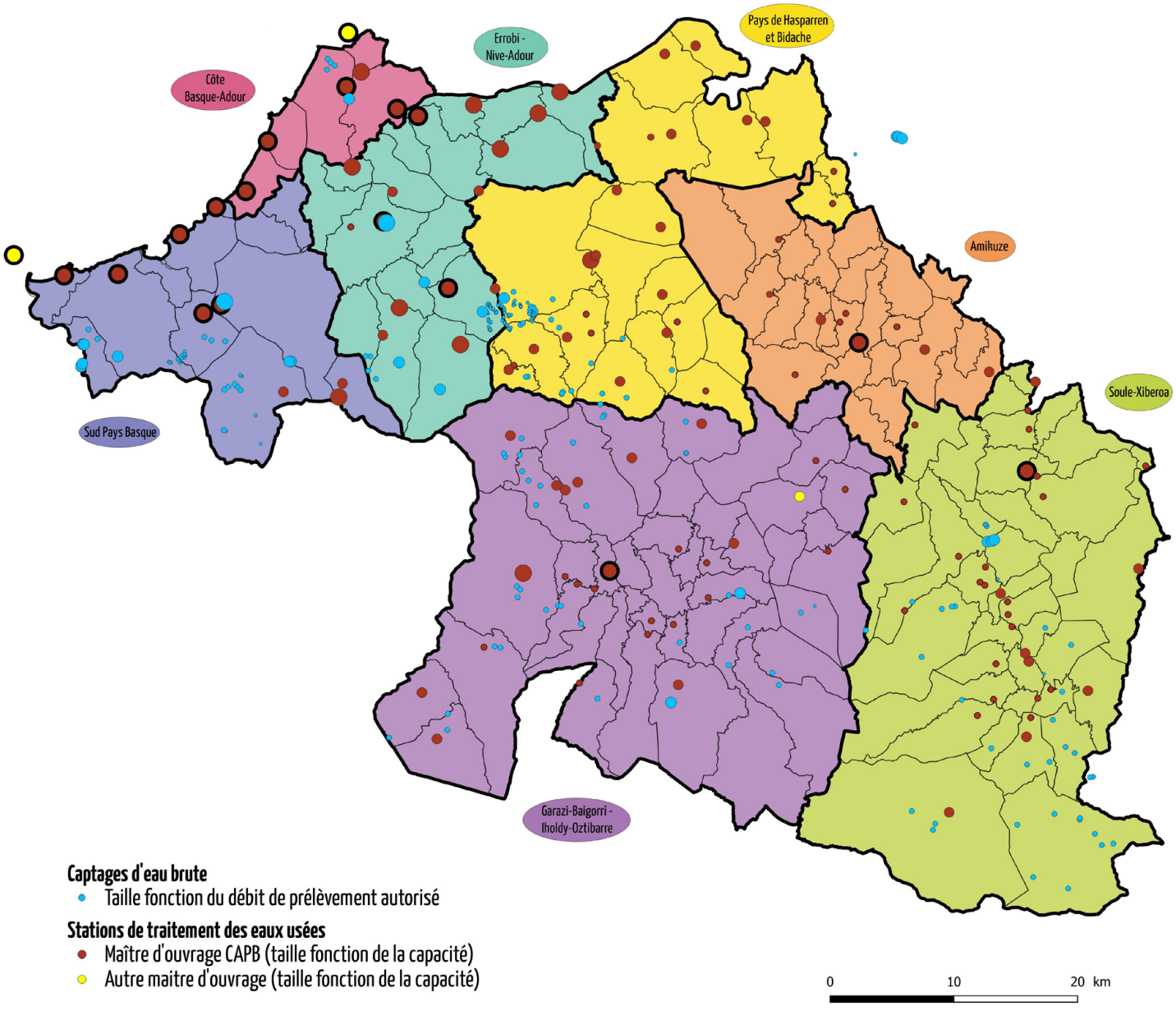
1 270 km de réseaux d'eaux pluviales

117 Systèmes d'assainissement collectif

- **16 STEP*** ≥ 10 000 EH*
- 2 000 EH ≤ **11 STEP** < 10 000 EH
- 200 EH ≤ **41 STEP** < 2 000 EH
- **49 STEP** < 200 EH

* IPR - ICP - STEP - EH > voir glossaire

LOCALISATION DES SITES DE PRODUCTION D'EAU POTABLE ET D'ÉPURATION DES EAUX USÉES



1. LA PRODUCTION D'EAU POTABLE

1.1 L'origine des eaux : 136 points de captage d'eau potable

L'eau brute utilisée pour produire l'eau potable au Pays Basque provient pour un peu plus de la moitié (50 %) d'eau souterraine issue de 125 sources naturelles. La capacité de production est complétée de 11 prélèvements à partir de ressources de surface.

Des arrêtés préfectoraux définissent pour la majorité des prélèvements les mesures de prévention des risques de pollution. Il est constaté qu'en 2020, les procédures de déclaration d'utilité publique **(DUP)** de 7 captages restent à engager, 1 seule d'entre elles devant faire l'objet d'une étude hydrogéologique. Ces prélèvements représentent seulement 1,6% de la production annuelle.

Au 31/12/2020, l'indice de protection de la ressource **(IPR)** est évalué à **79/100**, au prorata des volumes prélevés.

Ce critère permet de suivre pour chaque prélèvement d'une part l'effectivité de la mise en place des mesures de protection contre les pollutions accidentelles dont le niveau est défini par l'Agence Régionale de la Santé **(ARS)** jusqu'à 80/100. D'autre part, il appartient à la Communauté Pays Basque de définir la mise en place de mesures de protection contre les pollutions plus diffuses dont la note complémentaire est évaluée sur 20 points. Même si des actions sont engagées, une mission de prévention des pollutions devrait permettre de consolider ces pratiques et de les évaluer au sein de cet indicateur.

1.2 Le traitement de l'eau potable

5 usines ayant des process élaborés de traitement (Helbarron, Mauléon, Xoldokogaina, Cherchebruit, Nive) ont assuré 48,5% de la production globale du Pays Basque. Le reste des besoins est couvert par des prélèvements dans le milieu naturel mis en distribution, dans la plupart des cas, après une simple désinfection.

Afin d'optimiser les productions et d'améliorer la sécurisation des approvisionnements, une étude générale sur la ressource a été engagée en 2020. Ses conclusions permettront d'une part, d'améliorer la connaissance réelle du patrimoine (capacités de production) et d'autre part d'optimiser les ressources selon les besoins du territoire.

DUP - IPR - ARS - ICP - SIG > voir glossaire

2. LA DISTRIBUTION D'EAU POTABLE

2.1 Le réseau de distribution principal

Environ **5 600 km de réseaux** répartis sur 87 systèmes de distribution plus ou moins complexes assurent la sécurité de l'alimentation de la population.

Au 31/12/2020, l'indice de connaissance patrimoniale **(ICP)** des réseaux d'eau potable est de **96/120**. Les plans issus des schéma directeurs finalisés en 2020 ont permis une nette amélioration de cette valeur absolue.
Cet indicateur permet de surveiller le niveau de connaissance générale de positionnement des réseaux et des équipements annexes, de la nature et de l'âge de conduite, ainsi que de la mise en place de programmes de réhabilitation.
Des ressources sont à ce jour mobilisées pour intégrer l'ensemble des plans des réseaux, ainsi que leurs équipements structurants dans un système d'information géographique **(SIG)** piloté à l'échelle de l'ensemble des compétences de la Communauté Pays Basque.

- **360 réservoirs assurent le stockage tampon de 150 000 m³.**
- **69 % des conduites d'eau ont moins de 60 ans.**

A ce jour, la Communauté Pays Basque s'est imposée d'amortir ses réseaux sur une période de 60 ans. L'âge des conduites reste un indicateur de qualité des réseaux en place, même s'il doit être analysé au regard d'autre critères techniques comme la qualité des matériaux, la date et les conditions de pose, la nature du sol, etc. Il est à noter que ¾ des canalisations d'eau potable sont de petit diamètre inférieur à 110 mm. Plus de la moitié du réseau est en PVC (55,6 %), le reste étant majoritairement en fonte (36 %).

EAU POTABLE	Ø < 110	125 < Ø < 175	200 < Ø < 300	Ø > 350	Ø Inconnu	TOTAL	
< 10 ans	228	83	39	8	1	**359**	6,4%
entre 10 et 20 ans	259	81	63	31	4	**438**	7,8%
entre 20 et 30 ans	239	74	26	31	2	**372**	6,7%
entre 30 et 40 ans	497	104	51	13	0	**665**	11,9%
entre 40 et 50 ans	600	102	51	14	3	**770**	13,8%
entre 50 et 60 ans	700	86	46	28	26	**886**	15,9%
entre 60 et 70 ans	416	44	27	3	0	**490**	8,8%
entre 70 et 80 ans	24	7	5	4	0	**40**	0,7%
> 80 ans	166	43	28	25	5	**267**	4,8%
Année de pose inconnue	833	116	48	3	297	**1 297**	23,2%
TOTAL	**3 962**	**740**	**384**	**160**	**338**	**5 584**	
	71%	13,3%	6,9%	2,9%	6,1%		

Tableau n°1 : Ventilation des linéaires en km de conduites d'eau potable par âge et par diamètre au 31/12/2020

2.2 Les branchements d'eau potable

Une attention particulière est portée aux derniers branchements en plomb encore en service. La connaissance du nombre de branchements en plomb reste à consolider sur les territoires de l'intérieur. Un programme de travaux devrait permettre de finaliser le renouvellement des 2 504 branchements en plomb en service connus au 31/12/2020.

3. LA COLLECTE DES EAUX USÉES

Après usage, les eaux sont collectées en zones agglomérées pour être acheminées vers les stations d'épuration grâce à environ **1 888 km** de conduites d'assainissement collectif. Un réseau unitaire de **274 km** collecte également les effluents d'eau usées et d'eaux pluviales en zone urbaine agglomérée dense et notamment dans les centres-villes anciens.

Au 31/12/2020, l'indice de connaissance patrimoniale **(ICP)** des réseaux d'assainissement est de 73/120. Ce chiffre reflète la connaissance cartographique plus partielle des réseaux d'assainissement par rapport à celle des réseaux d'eau potable.

- **Plus de 700 postes de refoulement d'eaux usées jalonnent le réseau d'assainissement.**

ASSAINISSEMENT	Ø < 150	150 < Ø < 250	250 < Ø < 600	Ø > 600	Ø Inconnu	TOTAL	
< 10 ans	29	140	18	3	2	**192**	10,2%
entre 10 et 20 ans	35	193	30	6	6	**270**	14,3%
entre 20 et 30 ans	26	198	41	5	5	**275**	14,6%
entre 30 et 40 ans	8	191	37	2	10	**248**	13,1%
entre 40 et 50 ans	3	115	20	3	0	**141**	7,5%
entre 50 et 60 ans	0	20	17	1	0	**38**	2,0%
entre 60 et 70 ans	0	0	2	3	0	**5**	0,3%
entre 70 et 80 ans	1	6	3	0	0	**10**	0,5%
> 80 ans	0	2	16	1	0	**19**	1,0%
Année de pose inconnue	23	276	150	36	205	**690**	36,5%
TOTAL	**125**	**1 141**	**334**	**60**	**228**	**1 888**	
	6,6%	60,4%	17,7%	3,2%	12,1%		

Tableau n°1bis : Ventilation des linéaires en km de conduites d'assainissement par âge et par diamètre au 31/12/2020

ICP > voir glossaire

4. L'ÉPURATION DES EAUX USÉES

La performance attendue des stations d'épuration **(STEP)** est définie pour chacune d'entre elles, selon leur taille. Les normes de rejets minimales sont imposées soit par la Communauté européenne, soit par l'application des contraintes définies dans des arrêtés préfectoraux spécifiques.

• 117 stations d'épuration (STEP) sont réparties sur le territoire.

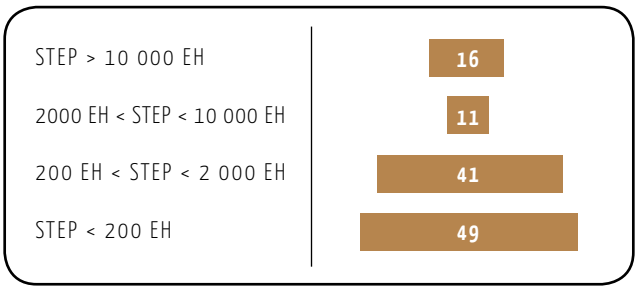


Figure n°1 : Répartition du nb de STEP selon leurs capacités de traitement

• ¾ des stations d'épuration du territoire sont de petites tailles ; 90 unités traitent des flux inférieurs à 2 000 Équivalent-Habitant **(EH)** ;
• les 16 plus grosses installations (+ de 10 000 **EH**) assurent à elles seules le traitement de plus de 90 % des flux collectés sur le territoire.

5. LES PROGRAMMES D'ÉQUIPEMENTS

5.1 L'organisation du processus d'études et de travaux

Pour améliorer les systèmes d'assainissement et d'eau potable et pour répondre aux nouvelles exigences réglementaires, la Communauté Pays Basque programme des investissements concernant les infrastructures techniques. Elle anticipe également les besoins de développement du territoire et lance les études. Elle suit les travaux dans le respect des enveloppes budgétaires votées aux budgets annexes dédiés aux services et au budget général.

• Programme exécuté en 2020 : 27,65 millions d'euros HT.

© CAPB - J. Dubos - Y. Gaime

STEP - EH > voir glossaire

Environ 1,6% du budget d'investissement, soit 421 000 € HT, ont permis d'engager des études préalables aux travaux.

Compétences	Étude achevée	Nature des études engagées en 2020			Secteur
Eau potable		Étude globale sur les ressources en eau potable		Toutes les communes	Tous secteurs
Eau potable		Maîtrise d'Œuvre	Renouvellement du réseau d'eau potable sous voie ferrée chemin Itsas Alde	Guéthary	Sud Pays Basque
Eaux pluviales		Étude Hydraulique	Amélioration de la collecte Quartier Belcenia	Hendaye	
Assainissement		Maîtrise d'Œuvre	Mise en séparatif (ou pseudo) Bassin de Collecte Flots Bleus	Saint-Jean-de-Luz	
Eau potable & Assainissement		Maîtrise d'Œuvre	Mise en séparatif des réseaux d'assainissement EU/ EPU et renouvellement du réseau AEP - quartier Ilot Foch	Saint-Jean-de-Luz	
Eau potable	X	Maîtrise d'Œuvre	Renouvellement du réseau d'eau potable RD918	Saint-Pée-sur-Nivelle	
Eau potable		Diagnostic GC et équipement	Usine d'Eau Potable de Cherchebruit	Saint-Pée-sur-Nivelle	
Assainissement	X	Schéma directeur EU		11 communes - Ensemble secteur	
Eau potable		Maîtrise d'Œuvre	Renouvellement du réseau d'eau potable chemin Bittola	Urrugne	
Eau potable		Maîtrise d'Œuvre	Interconnexion de secours entre les usines d'eau potable de la Nive et d'Helbarron		
Eau potable & Assainissement		Maîtrise d'Œuvre	Renouvellement de canalisations eau potable et réhabilitation des réseaux d'assainissement Rue du Rouge	Anglet	Côte Basque-Adour
Eaux pluviales	X	Étude Hydraulique	Mise en place batardeau chambre d'interception du Barbot	Anglet	
Assainissement		Maîtrise d'Œuvre	Renouvellement réseaux système de collecte Saint-Frédéric	Bayonne	
Eau potable & Assainissement		Maîtrise d'Œuvre	Création réseau d'assainissement collectif et renouvellement réseau eau potable Beyris	Bayonne	
Eau potable & Assainissement		Maîtrise d'Œuvre	Création réseau d'eaux pluviales Delay phase 4 Georges Hérelle	Bayonne	
Assainissement		Maîtrise d'Œuvre	Renouvellement poste et réseaux secteur Marion quartier Beausoleil	Biarritz	
Eaux pluviales	X	Étude de faisabilité technique	Infiltration des eaux pluviales Parlementia Création d'un poste pluvial	Bidart	
Eaux pluviales	X	Étude de faisabilité technique	Bassin Versant Bramarie	Boucau	
Eau potable & Assainissement			Mission maîtrise d'œuvre réhabilitation des réseaux EU rue Bramarie Vélodyssée	Boucau	
Assainissement	X	Schéma directeur EU/EPU		Cambo-les-Bains	Errobi / Nive-Adour
Assainissement		Schéma directeur EU/EPU et zonage		Espelette	
Assainissement		Étude de faisabilité technique	Transfert effluent de St Pierre d'Irube vers la station d'épuration de Mouguerre	Mouguerre	
Assainissement		Schéma directeur EU		14 communes - Ensemble du secteur	
Assainissement	X	Schéma directeur EU		16 communes - Adour Ursuia	Pays de Hasparren et de Bidache
Assainissement	X	Étude de faisabilité technique	Extension et traitement des eaux usées du bourg	Arbérats	Amikuze
Eaux pluviales		Schéma directeur EPU		Saint-Palais	
Assainissement	X	Schéma directeur EU/EPU et zonage		14 communes - Haute-Soule	Soule-Xiberoa
Eau potable & Assainissement		Maîtrise d'Œuvre	Création d'un réseau d'eaux pluviales, & renouvellement des conduites d'eau potable et réhabilitation des réseaux assainissement Haute Ville	Mauléon	
Eau potable	X	Schéma directeur AEP		Tardets	
Assainissement		Schéma directeur EU		Aldudes/Banca/Urepel	Garazi-Baigorri / Iholdy-Oztibarre
Assainissement	X	Schéma directeur EU		Saint-Michel	

Tableau n°2 : Études engagées et/ou terminées au 31/12/2020

Incluant les travaux d'investissements engagés par ses délégataires pour 2,58 millions d'euros HT, environ 9%, le programme d'investissement 2020 a atteint une enveloppe de 27,65 millions d'euros HT.

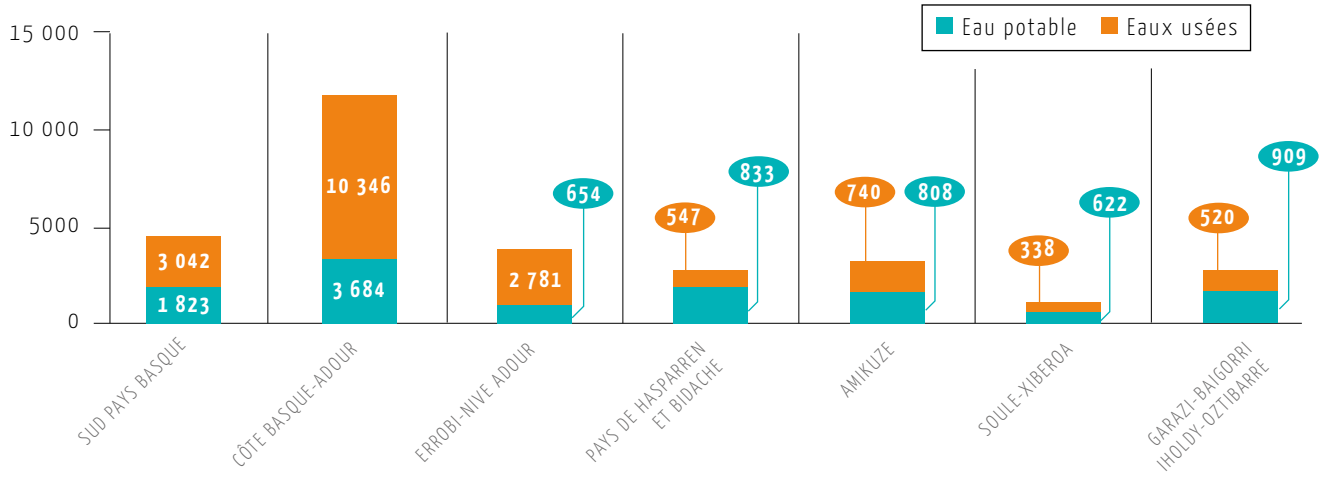


Figure n°2 : Investissements en milliers d'euros HT par compétence et par secteur

La rénovation de la station d'épuration Saint-Bernard et les derniers travaux liés au programme du Tram-Bus sont venus en 2020 charger les crédits affectés au secteur Côte Basque Adour sur la compétence d'assainissement (plus de ¾ de la dépense de ce secteur sur cette compétence).

Sans expliciter l'ensemble des 700 lignes de dépenses de travaux engagées au cours de l'année 2020, il est cependant possible de retenir les opérations marquantes de l'année :

Nature des travaux exécutés en 2020	AEP Eau potable	EU Eaux usées	EPU Eaux pluviales urbaines	Commune	Secteur
	Longueur de réseau en mètre linéaire (mL)				
Réseaux EU/AEP- Divers Rues	550 mL	990 mL	0 mL	Ahetze/Arbonne	Sud Pays Basque
Réseaux EU/EPU/AEP- Bd. Charles de Gaulle - Zone 4	406 mL	554 mL	357 mL	Hendaye	
Réseaux AEP - Av. Thion de la Chaume	535 mL			Saint-Jean-de-Luz	
Réseaux AEP - Rue des Dunes	445 mL			Saint-Jean-de-Luz	
Réseaux AEP - Ch. Landatxoa	366 mL			Urrugne	
Réseaux EPU - Interception Barbot - Batardeau				Anglet	Côte Basque Adour
Réseaux AEP/EPU/EU - Av. Larochefoucault	425 mL	83 mL	723 mL	Anglet	
Station d'épuration Saint-Bernard - Rénovation complète				Bayonne	
Réseaux EU/AEP- Amont Boucau - STEP ST-BERNARD	565 mL	2 080 mL		Bayonne	
Réseaux EU- Rue Camille Delvaille		1 475 mL		Bayonne	
Réseaux EU et Poste de refoulement - Rue Latécoère		707 mL		Bayonne	
Réseaux EPU/AEP - Divers rues - Opération DELAY	1 640 mL		2 930 mL	Bayonne	
Réseaux EU - Rues Carnot & Jaulerry		390 mL		Biarritz	
Réseaux AEP/EU/EPU - Georges Lassale	3 680 mL	1 060 mL	825 mL	Boucau	
Station d'épuration Bassussary - Réhabilitation				Bassussary	Errobi / Nive-Adour
Station d'épuration Souraide - Création Bassin tampon				Souraïde	
Station d'épuration Louhossoa - Réhabilitation				Louhossoa	Pays de Hasparren et de Bidache
Réseaux AEP - Bourg	790 mL			Béhasque	Amikuze
Réseaux EU/EPU/AEP - Rue d'Arthez	640 mL	795 mL	985 mL	Saint-Palais	
TOTAL des longueurs de réseaux des principaux travaux	**10 042 mL**	**8 134 mL**	**5 820 mL**		
	23 996 mL				

Tableau n°3 : Principales opérations d'investissement engagées en 2020

5.2 La planification à partir de 2021

La Communauté Pays Basque programme les travaux conséquents nécessités par des performances d'installations inadaptées ou par des besoins futurs à anticiper (amélioration des équipements à la demande des exploitants ou prévision d'évolution des besoins).

• Il n'y a pas pour l'heure de programmation de travaux structurants sur **les usines de production d'eau potable** actuellement en service, à l'exception du renouvellement des membranes de l'usine de Mauléon.
• Il est programmé pour 2021 d'engager des interventions conséquentes sur **11 stations d'épuration (STEP)** afin de répondre aux non-conformités constatées sur les performances des Eaux Résiduaires Urbaines **(ERU)**.

STEP	SECTEUR	Charge Nominale	NC ERU				PRÉ-CONTENTIEUX EUROPÉEN	PROGRAMME D'ÉTUDES ET DE TRAVAUX PRÉVUS	AVANCEMENT AU 31/12/2020	ÉCHÉANCE
			*1	*2	*3	*4				
Archilua Saint-Jean-de-Luz	Sud Pays Basque	58 000 EH	X	X			X	- Schéma directeur d'Assainissement - Maîtrise d'Œuvre mise en séparatif Collecte des flots bleus - Travaux STEP	- Terminé - -	- 2021 2026
Saint-Pée-sur Nivelle	Côte Basque Adour	15 000 EH	X	X		X		- Schéma directeur d'Assainissement - Travaux STEP	- Terminé -	- 2023
Cambo-les-Bains	Errobi / Nive-Adour	12 500 EH				X		- Schéma directeur d'Assainissement - Travaux STEP	- À compléter -	2021 2022
Mauléon Viodos	Soule-Xiberoa	12 500 EH	X	X			X	Bassin de stockage 300 m³ et Equipement point A2	-	2021
Saint Palais	Amikuze	9 000 EH	X	X				Réhabilitation filière membranaire	Travaux en cours	2021
Bassussarry	Errobi / Nive-Adour	8 000 EH	X	X			X	Travaux d'équipement A2	Travaux à lancer	2020
St Bernard - Bayonne / Boucau	Côte Basque-Adour	5 900 EH	X					Réhabilitation filière membranaire	Travaux en cours	2021
Briscous	Errobi / Nive-Adour	4 000 EH		X				Equipement point A2	-	2021
Urt	Errobi / Nive-Adour	4 000 EH	X					Remplacement des membranes	-	2021
Aroue Ithorrots Olhaïby	Amikuze	500 EH				X		Réhabilitation réseau de collecte	-	2021
Macaye	Pays de Hasparren et de Bidache	230 EH		X				Réhabilitation & augmentation de la capacité	-	2022
Saint-Michel	Garazi-Baigorri / Iholdy-Oztibarre	170 EH		X				- Marché de maîtrise d'œuvre - Réhabilitation & augmentation de la capacité	Consultation maîtrise	2021 2022

NC = NON-CONFORMITÉ : VOIR PAGE N°34 AU CHAPITRE
« LA PERFORMANCE DU TRAITEMENT DES EAUX USÉES »
*1 PERFORMANCE / *2 ÉQUIPEMENT / *3 COLLECTE TEMPS SEC / *4 COLLECTE TEMPS DE PLUIE / *5 PRÉ-CONTENTIEUX EUROPÉEN

Tableau n°4 : Travaux d'amélioration 2021 des stations d'épuration liés aux non-conformités

STEP - ERU > voir glossaire

STEP	SECTEUR	Charge Nominale	PROGRAMME D'ÉTUDES ET DE TRAVAUX PRÉVUS	ÉCHÉANCE
Souraïde	Errobi / Nive-Adour	1 950 EH	Création bassin tampn entreé	2021
Louhossoa	Pays de Hasparren et de Bidache	450 EH	Augmentation de capacité	2021
Mendionde	Pays de Hasparren et de Bidache	250 EH	Réhabilitation & augmentation de la capacité	2021
Saint-Etienne-de-Baïgorry	Garazi-Baigorri / Iholdy-Oztibarre	2 300 EH	Réhabilitation	2022
Irissarry	Garazi-Baigorri / Iholdy-Oztibarre	800 EH	Réhabilitation	2022
Bardos	Pays de Hasparren et de Bidache	600 EH	Réhabilitation & reconfiguration	2022
Briscous (ZA Mendiko Borda)	Errobi / Nive-Adour	440 EH	Extension / Réhabilitation	2022
Hélette	Pays de Hasparren et de Bidache	300 EH	Réhabilitation	2022
Ossès	Garazi-Baigorri / Iholdy-Oztibarre	250 EH	Réhabilitation / Déplacement à étudier	2022
Saint-Michel	Garazi-Baigorri / Iholdy-Oztibarre	170 EH	Réhabilitation & augmentation de la capacité	2022
Lacarre	Garazi-Baigorri / Iholdy-Oztibarre	160 EH	Réhabilitation	2022
Anhaux	Garazi-Baigorri / Iholdy-Oztibarre	100 EH	Réhabilitation/Déplacement à étudier	2022
Arbérats	Amikuze	60 EH	Réhabilitation/Extension	2022
Villefranque	Errobi / Nive-Adour	1 200 EH	Réhabilitation/Déplacement à étudier	2023
Bidart	Côte Basque-Adour	25 000 EH	Réhabilitation & reconfiguration	2024
Saint-Frédéric Bayonne	Côte Basque-Adour	60 000 EH	Réhabilitation & augmentation de la capacité	2025
Armatonde Hendaye	Sud Pays Basque	35 400 EH	Réhabilitation & augmentation de la capacité	2025

Tableau n°5 : Travaux d'amélioration des stations d'épuration programmés à moyen terme

L'analyse prospective du fonctionnement des installations permet de déterminer les installations d'assainissement qui devront faire l'objet à moyen terme de travaux d'amélioration.

Le réseau des canalisations représente plus de 80% de la valeur patrimoniale des installations des services d'eau potable, comme d'assainissement. Sa gestion patrimoniale est donc un enjeu fort pour la Communauté Pays Basque.

La durée de maintien en service des conduites peut être longue. En effet, certaines canalisations ayant dépassé leur durée d'amortissement continuent d'assurer correctement leur fonction. Inversement, en raison de leur matériau, de leurs conditions de pose, de leur régime hydraulique, de leur environnement ou de la qualité des eaux, certains tronçons connaissent des avaries et doivent être remplacés précocement.

C'est pourquoi, après avoir consolidé la connaissance de ses réseaux, la collectivité devra définir des règles de maîtrise de son patrimoine, de la hiérarchisation des travaux et préciser le rythme de renouvellement.

En 2020, il est encore difficile de connaître avec exactitude le taux de renouvellement compte-tenu de la connaissance partielle des situations des réseaux en place, comme des travaux réellement exécutés.

Études et travaux envisagés en 2021	AEP Eau potable	EU Eaux usées	EPU Eaux pluviales urbaines	Commune	Secteur
	Longueur de réseau en mètre linéaire (mL)				
Travaux Réseaux AEP - Interconnexion Nive-Helbarron	13 300 mL				Sud Pays Basque
Maîtrise d'Œuvre Réhabilitation Réservoir Arbonne				Arbonne	
Recherche des Eaux claires parasites				Ascain	
Maîtrise d'Œuvre - Poste de relevage EPU Quartier Saupiquet				Ciboure	
Maîtrise d'Œuvre - Réseaux AEP/EPU Av. Joseph Abeberry				Ciboure	
Maîtrise d'Œuvre - Réseaux AEP/EU/EPU Av. Jean Jaurès				Ciboure	
Travaux Réseaux EU/EPU + Bassin rétention Rhune/Iduski		900 mL		Ciboure / Urrugne	
Travaux Réseaux AEP - Itsas Alde (sous voie ferrée)	60 mL			Guéthary	
Travaux Réseaux EU/EPU/AEP Bd. Charles de Gaulle - Zone 4	406 mL	554 mL	357 mL	Hendaye	
Maîtrise d'Œuvre - Réseaux AEP/EU/EPU Quartier Errepira				Saint-Jean-de-Luz	
Maîtrise d'Œuvre Réhabilitation Réservoirs Ur Mendi et Attulun				Saint-Jean-de-Luz	
Travaux Réseaux AEP - RD918	1 180 mL			Saint-Pée-sur-Nivelle	
Travaux Usine d'eau potable d'Helbarron - Groupe électrogène				Saint-Pée-sur-Nivelle	
Maîtrise d'Œuvre - Réseaux AEP - RD810				Urrugne	
Travaux Réseaux AEP - Chemin de Bittola	870 mL			Saint-Palais	
Étude diagnostic Réseaux EU Aritxague				Anglet	Côte Basque Adour
Maîtrise d'Œuvre - Bassin de rétention (2000 m3) - Quartier Bessouye				Anglet	
Travaux Réseaux AEP/EU/EPU - Rue du Rouge	420 mL	250 mL	605 mL	Anglet	
Travaux Réseaux EPU - Samadet TF Avenue Adour			292 mL	Anglet	
Travaux Réseaux EPU - Samadet TO Corderie			255 mL	Anglet	
Maîtrise d'Œuvre - Réseaux AEP Transport LAXIA - Villefranque				Bayonne	
Maîtrise d'Œuvre - Réseaux AEP/EU/EPU Adour-Pès				Bayonne	
Maîtrise d'Œuvre - Réseaux AEP/EU/EPU quartier Gare - Trambus				Bayonne	
Maîtrise d'Œuvre - Réseaux EU - Ch. Laharie				Bayonne	
Maîtrise d'Œuvre - Réseaux EU Quartier des arènes				Bayonne	
Travaux Bassin de rétention et traitement - Quartier Beau soleil - 500 m³				Bayonne	
Travaux Réseaux EPU - Georges Hérelle			1 085 mL	Bayonne	
Travaux Réseaux EU - Rues Maubec/République + Bassin de rétention		995 mL		Bayonne	
Travaux Réseaux EU Ruisseau Moulin d'Esbouc		440 mL		Bayonne	
Travaux Réseaux EU + Poste de refoulement Marion, Quartier Beausoleil		1 647 mL		Bayonne	
Travaux Réseaux EU/EPU + Poste de refoulement - Polo Beyris	710 mL	1 170 mL		Bayonne	Côte Basque Adour
Travaux Réservoir Marracq Haut - Réhabilitation				Bayonne	
Schéma directeur Système d'assainissement Pont de l'Aveugle				Bayonne / Anglet	
Maîtrise d'Œuvre - Réseaux EU + Poste de refoulement - Marbella				Biarritz	
Travaux Réseaux EU - Rue Bramarie		1 306 mL		Boucau	
Maîtrise d'Œuvre - Réhabilitation Station d'épuration Mendiko Borda				Briscous	Errobi / Nive-Adour
Maîtrise d'Œuvre - Amélioration Station d'épuration				Cambo-les-Bains	
Maîtrise d'Œuvre - Création d'un bassin de rétention - Quartier de la Gare				Cambo-les-Bains	
Schéma directeur + Zonage Système d'assainissement				Lahonce	
Travaux Station d'Epuration URT - Renouvellement des membranes				Urt	
Schéma directeur + Zonage Système d'assainissement				Ustaritz	
Travaux Station d'épuration BARDOS - Réhabilitation				Bardos	Pays de Hasparren et de Bidache
Schéma directeur + Zonage Système d'assainissement				Hasparren	
Travaux Sécurisation Eau Potable - quartier Pilota Plaza				Hasparren	
Travaux Station d'épuration MENDIONDE - Réhabilitation				Medionde	
Maîtrise d'Œuvre - Réhabilitation Station d'épuration				Arberats	Amikuze
Maîtrise d'Œuvre - Création d'un bassin de stockage EU - 300 m³				Saint-Palais	
Travaux Réseaux AEP - Bourg	2 180 mL			Garindein	Soule-Xiberoa
Schéma directeur + Zonage Système d'assainissement (Chéraute, Garindein, Espès, Viodos)				Viodos	
Étude Optimisation Ressources				Aincille	Garazi-Baigorri/ Iholdy-Oztibarre
Maîtrise d'Œuvre - Réhabilitation et vextension Station d'épuration				Irissarry	
Étude de faisabilité - Réhabilitation Station d'épuration				Saint-Étienne-de-Baïgorry	
Schéma directeur du système d'assainissement				Saint-Jean-Pied-de-Port	
TOTAL des longueurs de réseaux des principaux travaux	5 826 mL	7 262 mL	2 594 mL		
		15 682 mL			

Tableau n°6 : Programme d'études et de travaux envisagé en 2021

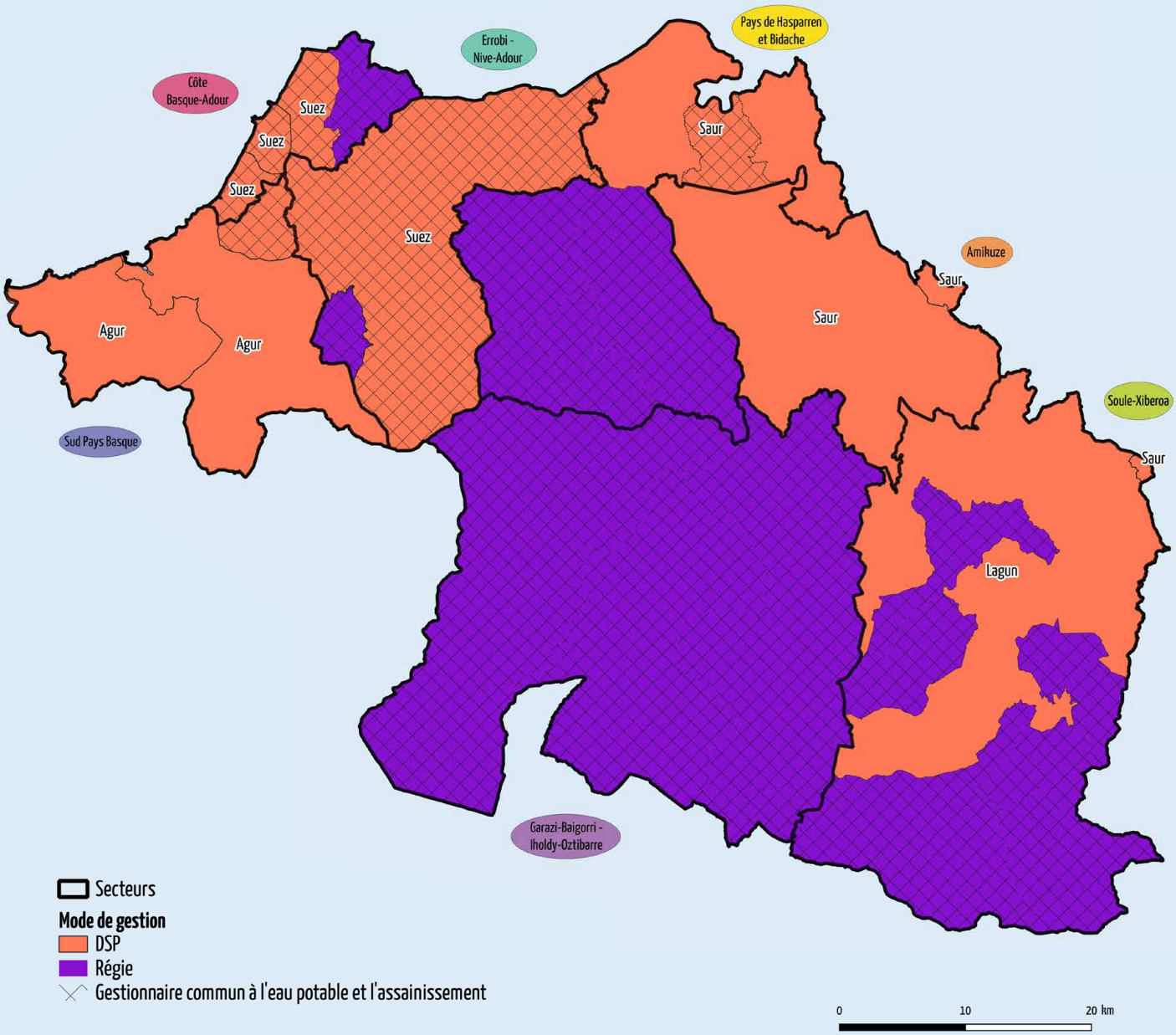
L'EXPLOITATION DES ÉQUIPEMENTS D'EAU POTABLE

L'exploitation des ouvrages d'eau potable doit garantir la qualité de l'eau distribuée et limiter les pertes sur les réseaux. Cette gestion commence au point de prélèvement d'eau brute dans le milieu naturel, englobe le parcours de l'eau jusqu'au robinet du consommateur en passant par d'éventuelles unités de traitement.

La Communauté Pays Basque assure sur certains territoires l'ensemble des missions par ses propres moyens (gestion en régie directe) ou fait appel à des prestataires dans le cadre de contrats de prestations de service ou de délégation de service public (DSP).

© CAPB - J. Dubos

MODES D'EXPLOITATION DU SERVICE DE L'EAU POTABLE AU 31 DÉCEMBRE 2020



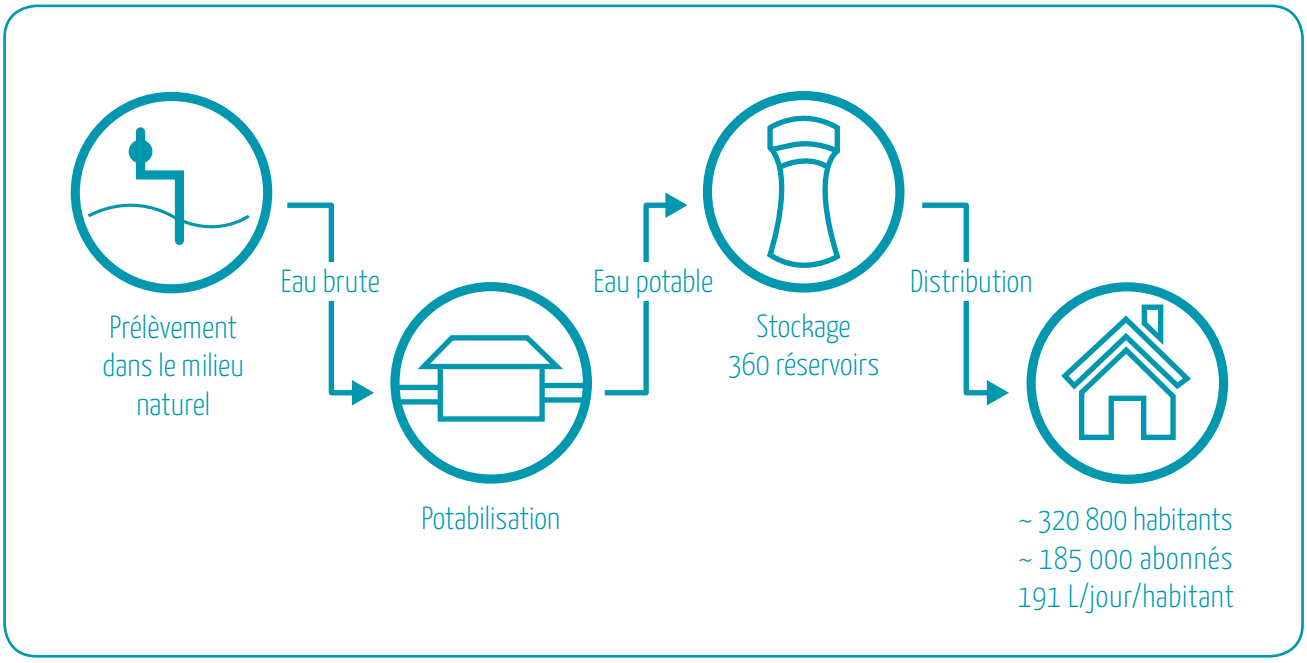


Figure n°3 : Les différentes étapes du traitement de l'eau potable, du prélèvement à la distribution

136 unités de prélèvements

79 % d'indice de protection de la ressource — IPR*

Eau potable		
Mode de gestion	Régie	Délégation
158 communes desservies	72	86
% Population desservie	31 %	69 %

28,8 millions m³ produits

22,52 millions m³ distribués

50 % à partir d'eau souterraine

1 371 contrôles ARS*

97,7 % de conformité bactériologique
(32 analyses non-conformes)

98,8 % de conformité physico-chimique
(8 analyses non-conformes)

DSP - IPR - ARS > voir glossaire

1. LES EXPLOITANTS DU SERVICE D'EAU POTABLE

Au 31/12/2020, la Communauté Pays Basque assure l'exploitation directe des équipements d'eau potable de 72 communes. Pour les 86 autres communes, elle contrôle 12 contrats de délégation de service public. Ils ont été confiés à 4 entreprises différentes (AGUR, LAGUN, SAUR et SUEZ).

• Les évolutions au cours de l'année 2020

Errobi / Nive-Adour : la commune d'Espelette est depuis le 1er janvier 2020 intégrée au contrat de **DSP** en Eau potable.

• Les conventions de gestion

Pour 11 communes en régie, l'exploitation est assurée par la commune elle-même sous la forme d'une convention de gestion jusqu'en 2021.

Errobi / Nive-Adour	Souraide
Soule-Xiberoa	Larrau Licq-Athérey Sainte-Engrâce
Garazi-Baigorri / Iholdy-Oztibarre	Bidarray Esterençuby Irissarry Ossès Saint-Étienne-de-Baïgorry Saint-Michel Saint-Jean-Pied-de-Port

Tableau n°7 : Liste des communes en convention de gestion par secteur

2. LA PRODUCTION D'EAU POTABLE

2.1 Les origines de l'eau

À ce jour la Communauté Pays Basque assure l'exploitation et la surveillance de **136 points de captage**. En 2020, une étude générale sur la ressource a été engagée afin de prioriser les actions à mener.

2.2 La protection des ressources

L'indice de protection de la ressource **(IPR)** traduit l'avancement des démarches administratives et de terrain mises en œuvre pour protéger les points de captage. Il est de 79 /100 (p. 15).

2.3 Les volumes prélevés

30,2 millions de m³ ont été prélevés et déclarés à l'Agence de l'Eau Adour-Garonne **(AEAG)**. 50 % des prélèvements ont été effectués à partir d'eau souterraine : la Communauté Pays Basque cherche à accentuer ses efforts de protection sur le long terme des périmètres autour des captages. Les prélèvements d'eau souterraine ne nécessitent en général qu'une chloration avant une mise en distribution. Les eaux superficielles sont traitées par 5 usines.

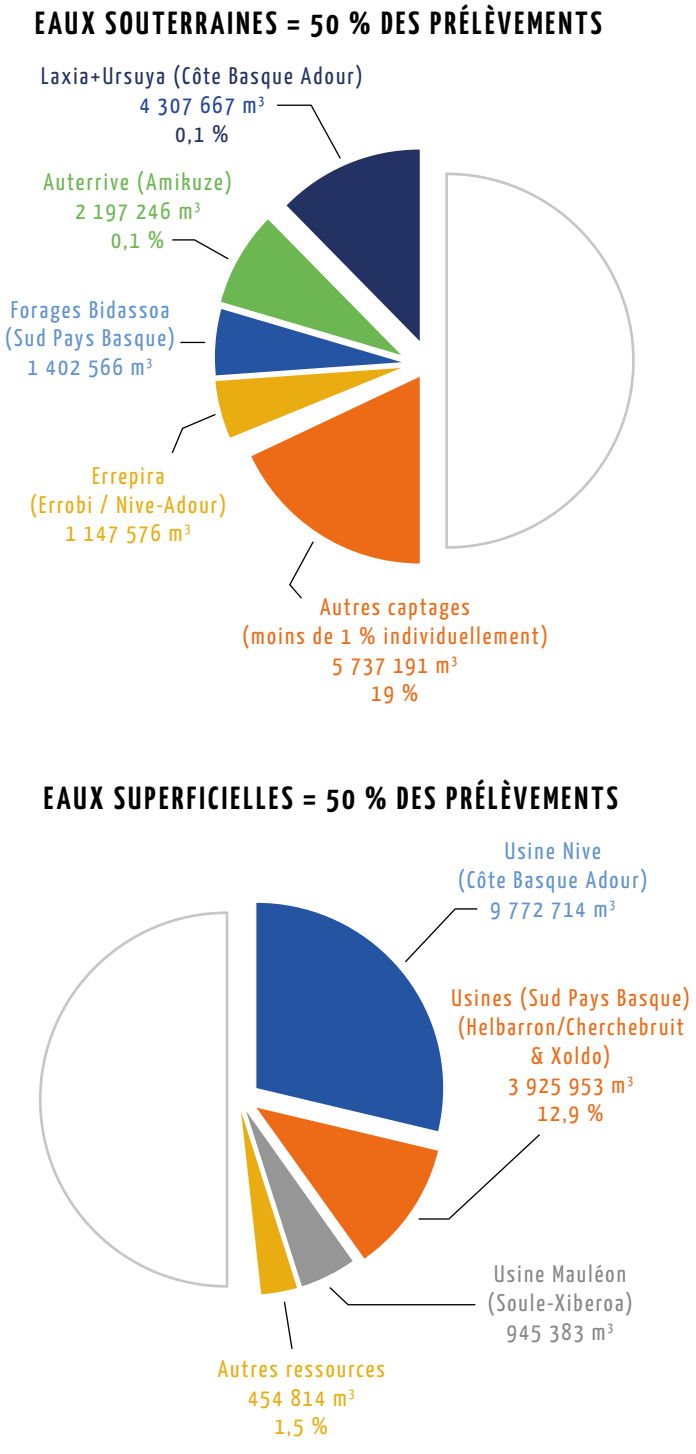


Figure n°4 : Répartition des volumes de prélèvements

DSP - IPR > voir glossaire

2.4 Les volumes mis en distribution

La Communauté Pays Basque assure la production de l'intégralité de ses propres besoins. Néanmoins, afin d'assurer une sécurité d'approvisionnement, des échanges d'eau sont définis par convention avec le SYDEC (Syndicat d'équipement des communes des Landes).

VOLUMES MIS EN RÉSEAU		2018	2019	2020
• ORIGINE DE L'EAU POTABLE				
Volumes prélevés		25 982 634 m³	29 226 864 m³	30 210 822 m³
Volumes produits et mis en distribution	A	25 264 168 m³	28 128 626 m³	28 831 754 m³
Volumes importés (SYDEC+Navarrenx)	B	390 604 m³	616 760 m³	855 123 m³
• DISTRIBUTION D'EAU				
Volumes exportés (SYDEC+Saleys)	C	477613 m³	545 163 m³	833 587 m³
Mise en réseau : D=A+B-C	D	25 177 159 m³	28 200 223 m³	28 853 290 m³

Tableau n°8 : Évolution des volumes mis en distribution par la Communauté Pays Basque

3. LES VOLUMES EN DISTRIBUTION

3.1 La consommation d'eau potable sur le territoire

La mesure des consommations repose sur un parc de compteurs sur lequel des obligations de renouvellement permettent de garantir la qualité de facturation. A ce jour, environ 190 000 compteurs de facturation sont en service.
Le taux de conformité du parc est évalué à 80 %. Il correspond aux compteurs de moins de 15 ans ajoutés à ceux de plus de 15 ans ayant été échantillonnés conformes. Le taux de renouvellement passe de 2,7 % en 2019 à 4% en 2020.

• 21,93 millions de m³ d'eau potable consommés facturés.

La consommation moyenne inclut tous les usages de l'eau qu'ils soient domestiques ou industriels. Elle est établie à environ 120 m³ par an et par abonné, soit une consommation moyenne de 191 litres par jour et par habitant desservi.

3.2 Les volumes d'eau perdue

La Communauté Pays Basque s'engage dans une gestion raisonnée des ressources. Aussi, elle cherche à limiter les pertes d'eau dans les réseaux. Cette maîtrise s'acquiert par une surveillance accrue du fonctionnement des réseaux (diagnostic permanent sur les secteurs sectorisés, recherche préventive et ponctuelle de fuite). Elle correspond aussi à une optimisation du fonctionnement des différents niveaux de pression et un renouvellement ciblé des équipements.

VOLUMES DISTRIBUÉS		2018	2019	2020
• VOLUMES COMPTÉS VC = VSC+VFC	Vc	**20 397 321 m³**	**21 840 094 m³**	**22 201 262 m³**
Volume de service comptabilisé	Vsc	25 000 m³	60 483 m³	33 314 m³
Volume comptabilisé abonnés facturés	Vfc 1	20 397 321 m³	21 550 040 m³	21 934 863 m³
Volume comptabilisé abonnés dégrévés	Vfc 2		229 571 m³	233 085 m³
• VOLUMES NON COMPTÉS VNC = E+F	Vnc	**385 190 m³**	**204 728 m³**	**317 098 m³**
Volumes non comptés	E	118 290 m³	31 734 m³	54 997 m³
Volume de service estimé	F	266 900 m³	175 994 m³	262 101 m³
• VOLUME AUTORISÉ : VA = VC+VNC	Va	**20 782 511 m³**	**22 044 822 m³**	**22 518 360 m³**
• PERTE EN RÉSEAU : P = D-VA	P	**4 394 648 m³**	**6 155 401 m³**	**6 334 930 m³**

Tableau n°9 : Évolution des volumes utilisés

4. LE FONCTIONNEMENT ET L'ENTRETIEN DU RÉSEAU

4.1 Le rendement du réseau

Intégré depuis 2012 au code de l'environnement, les pertes d'eau ne doivent pas dépasser 15 % (soit un rendement des réseaux de 85 %). Si l'indice linéaire de consommation **(ILC)** est inférieur à 100 m3/j/km, ces pertes d'eau ne peuvent dépasser 35 % ; ce calcul est exécuté sur chacune des unités de distribution.

Il est possible de suivre l'évolution des rendements de l'ensemble du territoire, comme des différents secteurs d'exploitation.

	Sud Pays Basque	Côte Basque-Adour	Errobi / Nive-Adour	Pays de Hasparren et de Bidache
ILC	17,2 m³/j/km	32,1m³/j/km	11,4 m³/j/km	5,8 m³/j/km
Volume de perte	622 022 m³	1 432 035 m³	1 565 535 m³	653 444 m³
Rendement seuil	68 %	71 %	67 %	66 %
Indice linéaire de Perte	2,2 m³/j/km	5,1 m³/j/km	5,1 m³/j/km	1,8 m³/j/km
Rendement calculé	**89 %**	**90 %**	**70 %**	**76 %**

	Amikuze	Soule-Xiberoa	Garazi-Baigorry / Iholdy - Oztibarre	Communauté Pays Basque
ILC	4,0 m³/j/km	3,3 m³/j/km	4,0 m³/j/km	11,0 m³/j/km
Volume de perte	363 728 m³	691 213 m³	1 006 953 m³	6 334 930 m³
Rendement seuil	66 %	66 %	66 %	67 %
Indice linéaire de Perte	2,1 m³/j/km	2,2m³/j/km	3,3 m³/j/km	3,4 m³/j/km
Rendement calculé	**82 %**	**63 %**	**55 %**	**79 %**

Tableau n°10 : Rendements 2020 par secteur et pour le territoire de la Communauté Pays Basque

Dans le cadre de la maîtrise des fuites, sectorisé par des systèmes de comptage télésurveillés, 18 % du linéaire du réseau d'eau est en permanence suivi. Pour le reste du linéaire, 13 % ont été auscultés en 2020. Des efforts restent à déployer sur les secteurs Soule-Xiberoa et Garazi-Baigorri / Iholdy-Oztibarre pour améliorer les moyens de surveillance. La stratégie de gestion des pressions n'est pas pour l'heure engagée sur le territoire : un travail est actuellement mené sur la précision des informations du patrimoine exploité.

5. LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE

Des analyses et des contrôles permanents permettent de s'assurer de la qualité de l'eau. Une double surveillance est organisée :

- un contrôle sanitaire officiel réalisé par l'Agence Régionale de Santé **(ARS)**, conformément à la règlementation en vigueur (code de la santé publique) 10 à 350 paramètres sont analysés ;
- un programme d'autosurveillance mené par chacun des opérateurs selon les caractéristiques de chaque système de distribution.

Il est à noter que dans bon nombre de petits systèmes de distribution, c'est le contrôle sanitaire qui permet de surveiller le bon fonctionnement de la distribution.

ILC - ARS > voir glossaire

	2018	2019	2020
Bilan Bactériologique			
Nombre de prélèvements	1190	1 211	**1 287**
Nombre de prélèvements NC	34	32	**30**
Tx de conformité	**97,10 %**	**97,40 %**	**97,70 %**
Bilan Physico-chimique			
Nombre de prélèvements	1190	1 211	**1 371**
Nombre de prélèvements NC	14	8	**16**
Tx de conformité	**98,80 %**	**99,30 %**	**98,80 %**

Tableau n°11 : Suivi qualitatif ARS, tous services confondus

On peut noter une assez bonne qualité de l'eau distribuée sur le territoire.
Une amélioration légère des résultats est constatée en 2020 sur les paramètres bactériologiques par rapport à 2019.

Presque toutes les non-conformités détectées le sont sur les petites installations : des actions immédiates curatives ont permis de lever les anomalies. On en déduit surtout, d'une part la nécessité d'équiper les systèmes les plus sensibles de chloration garantissant une rémanence de la désinfection tout au long de la distribution, d'autre part celle de sécuriser le fonctionnement des systèmes de chloration par la mise en place d'équipements de surveillance à distance.

Pour tout savoir sur la qualité des eaux
- eaupotable.sante.gouv.fr
- nouvelle-aquitaine.ars.sante.fr

Le site internet de l'Agence Régionale de Santé **(ARS)** Nouvelle-Aquitaine fournit en effet les résultats des analyses effectuées sur l'ensemble du Pays Basque. L'agence édite un rapport annuel de ses contrôles disponible au téléchargement. Une note de synthèse est également envoyée avec la facture d'eau.

© CAPB - J. Dubos

ARS > voir glossaire

6. LES MISSIONS ANNEXES

6.1 L'instruction des demandes d'urbanisme

Les demandes d'urbanisme génèrent une activité quotidienne. Près de 4000 demandes ont été instruites afin de conseiller les pétitionnaires dans leurs démarches de raccordement aux réseaux publics d'eau potable et d'assainissement des eaux usées.

La défense extérieure contre l'incendie (DECI) reste une compétence communale mais il appartient au service d'eau potable de la Communauté Pays Basque d'apporter son expertise. Elle répond notamment aux interrogations concernant les capacités du réseau au regard des besoins et niveaux de défense possible pour chaque nouvelle opération ou projet d'urbanisme.

6.2 La défense extérieure contre l'incendie

La défense extérieure contre l'incendie (DECI) reste une compétence communale mais il appartient au service d'eau potable de la Communauté Pays Basque d'apporter son expertise. Elle répond notamment aux interrogations concernant les capacités du réseau au regard des besoins et niveaux de défense possible pour chaque nouvelle opération ou projet d'urbanisme.

Les contrôles obligatoires des points d'eau relèvent exclusivement du service DECI. Ils font l'objet d'une concertation avec les exploitants du réseau afin de maîtriser les risques de dégradation de la qualité de l'eau distribuée.

6.3 La vente d'eau en gros et prestations de service diverses

La défense extérieure contre l'incendie (DECI) reste une compétence communale mais il appartient au service d'eau potable de la Communauté Pays Basque d'apporter son expertise. Elle répond notamment aux interrogations concernant les capacités du réseau au regard des besoins et niveaux de défense possible pour chaque nouvelle opération ou projet d'urbanisme.

La Communauté Pays Basque participe aux interconnexions des réseaux avec le Sud des Landes et l'Espagne. A ce titre, des conventions définissent les conditions d'achat et de vente d'eau.
Pour les communes limitrophes d'Ance, Féas, Esquiule et Geüs d'Oloron, des prestations sont rendues pour l'exploitation des réseaux raccordés anciennement à ceux de l'agglomération.

L'EXPLOITATION DES ÉQUIPEMENTS D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

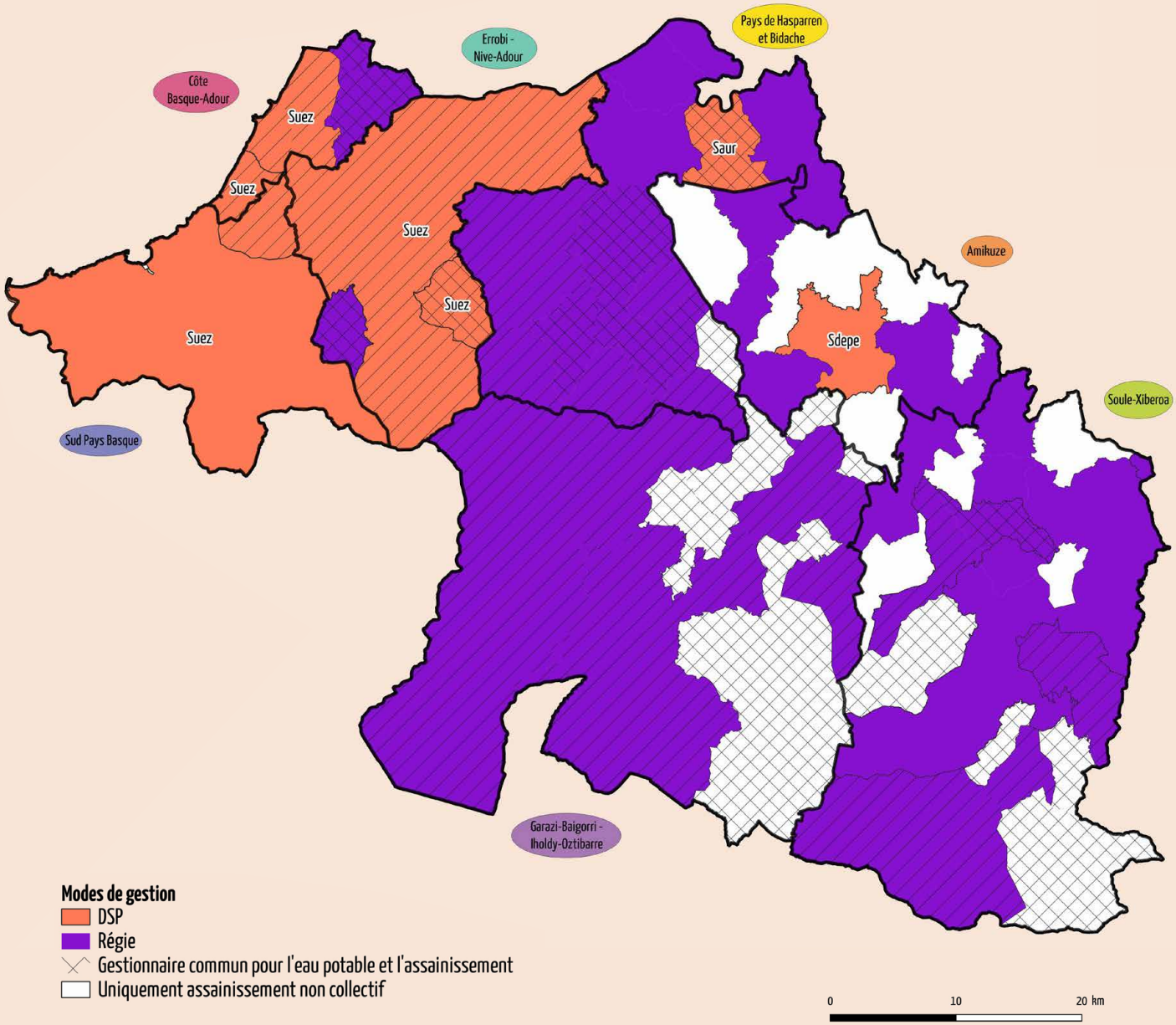
L'assainissement collectif désigne le système dans lequel les eaux usées sont collectées et acheminées vers une station d'épuration (STEP) pour y être traitées avant d'être rejetées dans le milieu naturel.

La Communauté Pays Basque assure sur certains territoires l'ensemble des missions par ses propres moyens (gestion en régie directe) ou fait appel à des prestataires dans le cadre de contrats de prestations de service ou de délégation de service public (DSP).

© J. Lannes

MODES D'EXPLOITATION DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

AU 31 DÉCEMBRE 2020



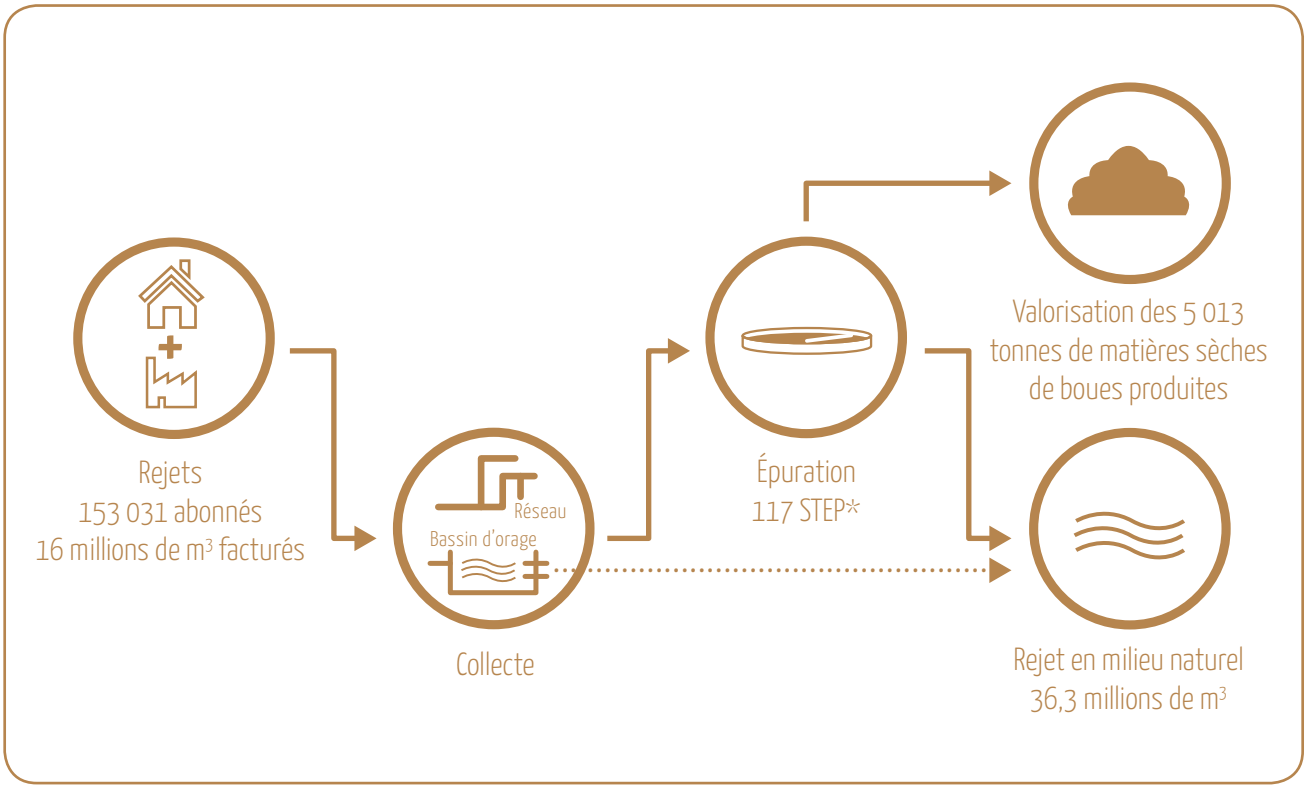


Figure n°5 : Traitement des rejets au sein des équipements d'assainissement collectif

	Assainissement collectif	
Mode de gestion	Régie	Délégation
123 communes desservies	84 (68%)	39 (32%)
% Population desservie	1/3	2/3

+ de 80 %
des eaux usées des habitants sont traitées par des systèmes d'assainissement collectif

36,3 millions de m³
collectés en 2020

58 % de sur-volume de temps de pluie

90 % de volumes traités par les 16 STEP* de + de 10 000 EH*

1 020
bilans 24 heures

86,7 % de conformité aux arrêtés d'autorisation (213 bilans non conformes*)

*La notion de non-conformité est explicitée à l'article 4.2 (p.34). Les non-conformités observées sur les bilans concernent principalement des dépassements des valeurs limites sans toutefois atteindre les valeurs rédhibitoires de traitement.

DSP - EH - STEP > voir glossaire

1. LES EXPLOITANTS DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT AU 31/12/2020

L'exploitation du service d'assainissement collectif couvre les besoins d'environ 261 000 habitants répartis sur 123 communes. La Communauté Pays Basque assure l'exploitation directe des équipements d'assainissement collectif de 84 communes, représentant 1/3 de la population desservie. Pour les 39 autres communes, elle contrôle 9 contrats de délégation de service public qu'elle a confiés à 3 entreprises différentes (SAUR, SDEPE et SUEZ).

L'exploitation de 9 communes en régie est assurée par les communes elles-mêmes sous forme de convention de gestion jusqu'en 2021.

Errobi / Nive-Adour	Souraïde
Garazi-Baigorry / Iholdy - Oztibarre	Bidarray Irissarry Ossès Estérençuby Saint-Michel

Tableau n°12 : Liste des communes en convention de gestion par secteur

Des systèmes de traitement individuels assurent en totalité l'assainissement des eaux domestiques pour les 35 communes restantes (p.38).

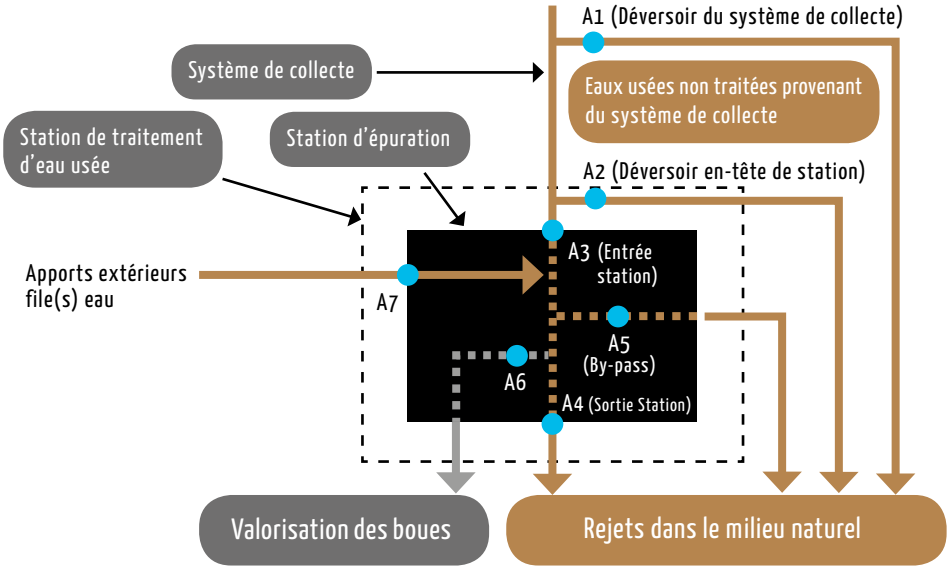
• Les évolutions au cours de l'année 2020

Errobi / Nive-Adour : la commune d'Espelette est depuis le 1er janvier 2020 intégrée au contrat de **DSP** Errobi / Nive-Adour en assainissement collectif.

2. LA COLLECTE ET LE TRAITEMENT : UN COUPLE INDISSOCIABLE

Les rejets dans le milieu ne peuvent être maîtrisés qu'à la condition d'une parfaite coordination du fonctionnement en cascade des réseaux de collecte (en limitant les déversements d'eau partiellement ou pas traitées) et des stations d'épuration (en optimisant le traitement des effluents pour les rendre acceptable par le milieu naturel).

C'est pourquoi, la réglementation est venue modéliser les points de contrôles de chacun des 117 systèmes d'assainissement de la manière suivante :



L'indice de connaissance des rejets, défini à partir d'une évaluation croisée de la connaissance physique des déversements possibles, des charges en amont de chaque point, de l'équipement de surveillance des déversoirs, ainsi que du suivi de la pluviométrie, est à ce jour estimé à **38/120**. Cette valeur reste à consolider et son évolution à suivre dans le temps.

DSP > voir glossaire

3. LA COLLECTE DES EAUX USÉES

3.1 La conformité de la collecte

Les réseaux sont construits pour canaliser les eaux usées et les eaux pluviales de façon séparative ou unitaire selon le territoire. Dans les deux cas, leur fonctionnement est très impacté par la pluviométrie.

• **Pour le réseau séparatif**, elle génère des flux qui ne sont pas toujours attendus dont les principales causes sont les mauvais raccordements des réseaux d'eaux pluviales ou encore le défaut d'étanchéité des réseaux qui laissent les eaux de nappe s'infiltrer (infiltration).

• **Pour les réseaux unitaires**, elle peut selon son intensité engorger les capacités des unités de traitement en aval.

La collecte des eaux usées s'effectue en écoulement libre (à la différence de l'eau potable qui s'effectue le plus souvent en pression), ce qui engendre des moyens de mesure très particuliers.

Dans un objectif de maîtriser les impacts des rejets, la réglementation impose des obligations de moyens sur les équipements de surveillance (appelée auto-surveillance), ainsi que des obligations de résultats notamment sur les concentrations et les flux maximum pouvant être rejetés selon les sensibilités des milieux récepteurs. Cette obligation qui s'imposait de manière très prégnante sur les stations d'épuration s'applique désormais aux réseaux de collecte en y intégrant le tandem « réseau de collecte-station d'épuration associée ».

C'est pourquoi, l'analyse des indicateurs réglementaires reflète de façon très précise la performance globale qui peut être attendue des exploitants.

Les services de la police de l'eau de la Direction départementale des territoires et de la mer **(DDTM)** évaluent les conformité de la collecte à partir des éléments principalement fournis dans le cadre de l'auto-surveillance de fonctionnement .

• La conformité de la collecte ERU

Elle illustre la capacité des réseaux, en dehors de situations inhabituelles, à acheminer les flux d'eaux usées, en limitant les déversements au milieu naturel, d'une part par temps sec et d'autre part, depuis le 1er janvier 2019 par temps de pluie.

• **Pour le temps sec**, les 26 systèmes d'assainissement > 2 000 **EH** évalués sont conformes puisque aucun déversement au point A1 (schéma p.34) n'est à déplorer. En effet, il est à ce jour attendu qu'en période sèche (au minimum 48 heures après la dernière pluie), aucun déversement sur le réseau ne soit constaté, sauf en cas de maintenance.

• **Pour le temps de pluie**, le taux de conformité globalisé (indicateur **SISPEA** P203.3) est déterminé à partir des conformités de chaque système proratisées au flux de pollution. Il permet d'évaluer le respect des maximums autorisés des déversements par la directive **ERU**.

Pour les 26 systèmes de plus de 2 000 EH évalués, au prorata de la charge entrante, **97,8 %** des flux sont collectés conformément aux exigences européennes (1 seul système non conforme).

• La conformité de la collecte aux exigences locales

Si les exigences européennes sont globalement atteintes, il n'en demeure pas moins que les prescriptions définies par les arrêtés préfectoraux locaux sont plus difficiles à tenir. En effet, sur 26 systèmes évalués localement, seulement 6 sont évalués conformes.

Le constat de ce taux engage la collectivité à mettre en place un plan d'actions global. En effet, elle agit sur plusieurs axes :
▶ structurer sa démarche d'amélioration par la mise en place du diagnostic permanent du fonctionnement des systèmes d'assainissement à l'échelle de son territoire ;
▶ mettre en place et contrôler le bon fonctionnement des équipements de mesure des surverses les plus importantes, notamment les déversoirs d'orage **(DO)** collectant une pollution supérieure à 2000 **EH** (soit 120 kg **DBO5**/j) ;
▶ déterminer, pour chaque système, conjointement avec la police de l'eau, le critère d'évaluation des tolérances de déversement, parmi les trois possibles réglementairement ;
▶ étudier et concevoir des rétentions intermédiaires sur les réseaux afin de limiter les surcharges du réseau.

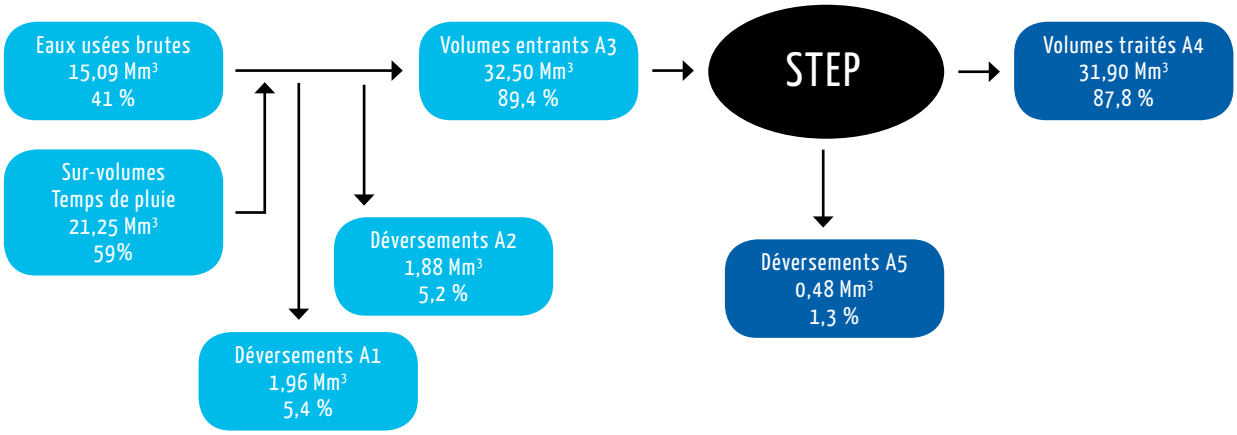
Il est à noter que c'est bien l'évolution de ces indicateurs de collecte qui importe avant leurs valeurs brutes, même si l'atteinte d'une valeur à 100% reste l'objectif absolu.

La maîtrise des effluents bruts avant traitement
Outre les eaux usées domestiques ou assimilées domestiques (activités artisanales, etc.), le réseau communautaire accepte le traitement d'effluents industriels. Les raccordements d'effluents industriels sont autorisés par des conventions de rejets que l'agglomération souhaite à terme harmoniser.

DDTM - EH - SISPEA - ERU - DO - DBO5 > voir glossaire

3.2 L'exploitation du réseau

Il est estimé que 36,34 millions de m³ transitent par les réseaux d'assainissement collectifs.



En 2020, près de **58 % des volumes** transitant par les réseaux sont des sur-volumes (eaux pluviales dans les réseaux unitaires, eaux claires parasites de captage et d'infiltration).

Avertissement : les chiffres suivants sont issus d'historiques globalisés pour lesquels les données sont parfois indisponibles pour certains sites, ce qui vient fausser les calculs. Il s'agit donc d'indicateurs de tendance qui devront être affinés au fur et à mesure de l'amélioration de la métrologie et de la validation des données déployées sur le territoire.

3.3 L'entretien des réseaux

L'entretien préventif des réseaux en service participe à la maîtrise de la collecte. Un certain nombre d'indicateurs permettent d'appréhender la qualité des équipements qui sont mis à disposition des exploitants et les besoins d'adaptation de son entretien.

• **En 2020 :**
> 116 km de réseaux ont été curés (6,1 % du linéaire) ;
> 43 km de conduites ont fait l'objet d'une auscultation caméra afin de déterminer leur qualité et prévoir les travaux indispensables d'entretien, voire de renouvellement ;
> 180 casses ont été recensées permettant de calculer un indice de réparation de 9,5 casses pour 100 km.

• **43 points noirs** sont recensés à ce jour (endroit du réseau nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien : curage, lavage, mise en sécurité), soit un taux de 4,5 points noirs/100 km. Ces points font l'objet d'une attention particulière.

4. LA PERFORMANCE DU TRAITEMENT DES EAUX USÉES

4.1 Les volumes traités

Les volumes traités et rejetés au milieu naturel par les stations d'épuration **(STEP)** font l'objet d'une mesure (point réglementaire A4, schéma p.34). L'évolution des volumes est présentée dans le tableau ci-après :

2018	2019	220
31,8 M m³	31,9 M m³	31,9 M m³

Tableau n°13 : Évolution des volumes traités par les stations d'épuration

Même si les volumes traités semblent stables, il est à ce jour encore difficile de se prononcer sur les évolutions constatées car elles dépendent de multiples facteurs qui ne peuvent être appréhendés qu'au regard d'une analyse pluri-annuelle (pluviométrie, consommations des foyers, etc.).

4.2 Trois indicateurs de conformité

Les 3 indicateurs de conformité concernant le traitement des effluents permettent d'analyser le bon fonctionnement des stations d'épuration. Ils sont tous les trois déterminés par les services de la police de l'eau de la Direction départementale

STEP > voir glossaire

des territoires et de la mer **(DDTM)**, à partir des éléments principalement fournis dans le cadre de l'auto-surveillance de fonctionnement.

• La conformité des performances de traitement ERU

Pour les 115 systèmes évalués en 2020, au prorata de la charge entrante, **85 %** des flux sont traités conformément aux exigences européennes (performance des eaux résiduaires urbaines **ERU** relaté par l'indicateur **SISPEA** P205.3)

La conformité à la directive européenne Eaux Résiduaires Urbaines **(ERU)** de 1991 est analysée en 2020, pour 115 systèmes.
Cette conformité vient vérifier que le traitement permet d'atteindre, pour un volume journalier entrant inférieur ou égal au débit de référence et hors situations inhabituelles, des rendements ou des concentrations prédéterminés pour les paramètres **DBO5, DCO et MES** (de façon facultative) et que les by-pass en tête, comme au fil du traitement sont maîtrisés. Elle alerte sur les difficultés d'exploitation des ouvrages.

Une non-conformité de performance des eaux résiduaires urbaines pendant 3 années consécutives ou des by-pass non maîtrisés en tête comme au fil de l'eau, engendrent une non-conformité d'équipement. Elle reflète souvent une inadaptation des équipements.

▶ 7 stations d'épuration sont non-conformes.

▶ 3 stations font l'objet d'un pré-contentieux européen pour non-respect de la directive **ERU** : Archilua - Saint-Jean-de-Luz, Arcangues - Bassussarry et Viodos - Mauléon.

• La conformité des équipements de traitement ERU

Pour les 116 systèmes évalués, au prorata de la charge entrante, **84,2 %** des équipements sont conformes aux exigences européennes (indicateur **SISPEA** P204.3)

Une non-conformité de performance des eaux résiduaires urbaines **ERU** pendant 3 années consécutives ou des by-pass non maîtrisés en tête comme au fil de l'eau, engendrent une non-conformité d'équipement. Elle reflète souvent une inadaptation des équipements.

8 stations d'épuration sont non conformes sur les équipements.

• La conformité des performances de traitement aux exigences locales

Il est à noter que 68 % (37 sur 54) des stations d'épuration évaluées par la **DDTM** sont conformes aux exigences locales de traitement.

86,7 % des bilans 24H sont conformes aux exigences locales de traitement.

Pour les 27 stations d'épuration évaluées de plus de 2 000 EH, au prorata de la charge entrante, **90,8 %** des flux sont traités conformément aux exigences locales (indicateur **SISPEA** P254.3).

La conformité aux exigences locales (arrêtés préfectoraux spécifiques) est évaluée pour chacun des 54 systèmes d'assainissement. Elle affine la première conformité de performance **ERU** puisqu'elle prend en compte des exigences de traitement locales plus fortes nécessitée par la sensibilité particulière du milieu récepteur des rejets.

Les non-conformités aux arrêtés concernent les stations d'épuration traitant plus de 10 000 **EH** (14 d'entre elles) ; celles entre 2 000 et 10 000 **EH** (5 **STEP**) comme celles moins de 2000 **EH** (16 **STEP**). Elles sont dues principalement au fonctionnement trop important des déversoirs d'orages sur les réseaux de collecte (A1, schéma p.34) et en amont immédiat des stations d'épuration (A2, schéma p.34), confirmant l'enjeu des actions à mener pour la réduction des eaux parasites pour l'ensemble des systèmes de la Communauté Pays Basque (p.12).

En outre, les rejets non conformes sont majoritairement dus aux dégradations des performances de traitement lors des épisodes pluvieux (effluent dilué et temps de séjour réduit) et ponctuellement à des insuffisances d'abattement du paramètre phosphore.

• Bilan des conformités

ERU 103/115 : 90 % des sytèmes
LOCAL 31/66 : 47 % des systèmes

DDTM - ERU - SISPEA -ERU - EH - DBO5 - DCO - MES - STEP > voir glossaire

4.3 La production des boues

Les boues produites dans les stations d'épuration collectives résultent de la mise en œuvre de techniques d'assainissement visant à réduire les quantités de matières solides et de contaminants dans les eaux urbaines résiduaires. Leur gestion passe par la valorisation de leur potentiel agronomique ou énergétique en veillant à l'absence d'effets néfastes sur l'environnement.

• En 2020, 28 114 tonnes de boues brutes ont été produites et en totalité valorisées selon une filière conforme (soit 5 013 TMS).

En raison de la crise sanitaire, le principe de précaution a engagé la Communauté Pays Basque à revoir ses filières de valorisation. C'est pourquoi, seul 4 % des boues (16 % en 2019) ont fait l'objet d'un épandage. 96 % ont été valorisé en compostage normalisé (produit fini utilisable en agriculture).

• La production des boues est issue à près de 91 % des plus grosses stations d'épuration de plus de 2 000 EH.

Il est à noter que les stations d'épuration implantées sur les communes de Bayonne, d'Anglet et de Biarritz ont généré à elles seules plus de 41 % de la production des boues du territoire.

5. UN DIAGNOSTIC PERMANENT

Le diagnostic permanent est un dispositif d'amélioration continue qui vise à orienter le programme d'exploitation et d'investissement pour réduire l'impact du système d'assainissement sur le milieu récepteur, avec une périodicité au moins annuelle.

L'article 12 de l'arrêté du 21 juillet 2015 rend obligatoire la mise en place d'un diagnostic permanent pour les systèmes d'assainissement de plus de 10 000 EH au plus tard au 31 décembre 2020.

Le projet de diagnostic permanent de l'agglomération vise à mettre en place :
• le suivi des systèmes d'assainissement par un bilan de fonctionnement en ligne, actualisé de manière automatisée à partir des données temps réel et métiers ;
• la production à la demande de bilan événementiels de pluie ou d'incident ;
• la production de bilans d'auto-surveillance réglementaires périodiques au format **SANDRE** à partir des données générées automatiquement et validées par chaque exploitant ;
• la production d'indicateurs de suivi permettant l'évaluation des actions du service, la mesure des écarts aux objectifs et la proposition d'actions d'amélioration : ces indicateurs intègrent les indicateurs **SISPEA** concernés et les informations nécessaires à la production du présent rapport.

Ce projet a fait l'objet d'une délibération au Conseil Permanent du 09/02/2020 afin de consolider le programme pluri-annuel d'investissement. Des premiers bilans devraient être formalisés en 2021.

5.1 Contrôle des équipements d'autosurveillance

Les flux d'informations d'auto-surveillance issus des régies et des délégations de service publics **(DSP)** sont centralisés et transmis selon le format **SANDRE** à la police de l'eau.

En complément des contrôles déjà effectués, le premier diagnostic des dispositifs d'auto-surveillance est mis en place en 2020 sur les 169 déversoirs d'orages **(DO)** de type A1 (schéma, p.34).

Les résultats pour 2021 aboutissent à la validation d'un programme d'amélioration pour 21 systèmes sur les 27 audités : 10 dans la maîtrise documentaire et 11 dans la mise en place d'équipements complémentaires nécessaires à l'acquisition des données de base du diagnostic permanent.

SANDRE - SISPEA - DSP - DO > voir glossaire

5.2 Recherche de substances dangereuses

Afin de prévenir d'éventuelles pollutions des milieux, la Communauté Pays Basque a engagé en 2020 des campagnes de mesures de substances définies par la directive européenne cadre pour l'eau, en entrée comme en sortie des 11 stations d'épuration de charge raccordée de plus de 10 000 **EH**.

Ces mesures feront l'objet d'un diagnostic amont en 2021 afin de comprendre et de localiser les sources d'émissions et de proposer un plan de réduction.

Le Réseau OBÉPINE

L'Agglomération Pays Basque a participé en 2020 au réseau OBÉPINE (Observatoire Épidémiliogique dans les eaux usées), qui expérimentait la possibilité de tracer dans les eaux usées la présence de traces du virus de la COVID19 afin d'anticiper l'évolution de la propagation de la maladie. Ainsi, dans le courant de l'été 2020, 4 Stations d'épuration ont fait l'objet d'un suivi porté par la région Aquitaine : Anglet, Biarritz, Guethary et Hendaye. Seule la station d'épuration d'Anglet continuera à être intégrée au réseau de suivi national.

6. LA MAÎTRISE ÉNERGÉTIQUE

Impliquée au même titre que les autres directions dans l'engagement de la Communauté Pays Basque pour un plan climat ambitieux, la Direction générale adjointe Eau, littoral et milieux naturels met en œuvre des outils de suivi des consommations énergétiques. Ces indicateurs devront à terme permettre de prendre des dispositions techniques efficaces pour conjuguer performance des installations et réduction des impacts énergétiques.

Domaine		2018		2019		2020
Consommation annuelle d'énergie		**38 848 069 kWh**		**39 450 163 kWh**		**41 314 806 kWh**
Usine + Réseau d'eau potable	29 %	11 454 190 kWh	33 %	12 844 888 kWh	33 %	13 653 923 kWh
Réseau d'assainissement	71 %	8 149 162 kWh	67 %	7 664 952 kWh	67 %	8 543 429 kWh
Stations d'épuration		19 244 717 kwh		18 940 323 kwh		19 117 454 kwh
Coût annuel d'énergie				**1 989 510 € HT**		**2 923 576 € HT**
Usine + Réseau d'eau potable			43 %	862 494 € HT	30 %	878 863 € HT
Réseau d'assainissement			57 %	578 486 € HT	70 %	1 323 463 € HT
Stations d'épuration				548 530 € HT		721 250 € HT
Volume prélevé		25 982 634 m³		29 226 864 m³		30 268 101 m³
Nombre d'habitants desservis		299 224 hab		308 323 hab		320 899 hab
Consommation / Prélèvements		0,44 kWh/m³		0,44 kWh/m³		0,45 kWh/m³
Ind 28a Cit'ergie (conso°/habitant)		38,3 kWh/hab		41,7 kWh/hab		42,5 kWh/hab
Ind 28b Cit'ergie (rendement eau potable)		**83 %**		**79 %**		**79 %**
Volume collecté par les réseaux		34 792 327 m³		36 109 367 m³		36 349 297 m³
Consommation Réseaux / Volumes collectés		0,26 kWh/m³		0,21 kWh/m³		0,24 kWh/m³
Volume entrant STEP		31 888 315 m³		32 090 631 m³		32 507 126 m³
Consommation STEP / Volume entrant		0,60 kWh/m³		0,59 kWh/m³		0,59 kWh/m³
Charge de DBO5 éliminée		Non connu		6 436 785 Kg DBOe		6 491 060 Kg DBOe
Ind. 29 Consommation STEP / DBO5 éliminé		**Non connu**		**2,94 kWh/Kg DBOe**		**2,95 kWh/Kg DBOe**

Tableau n°14 : Évolution des consommations énergétiques

EH - STEP - DBO5 > voir glossaire

L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Lorsqu'un immeuble n'est pas desservi par le réseau public d'assainissement collectif, le traitement des eaux usées qu'il produit est assuré par une installation privée d'assainissement individuel dont le propriétaire assure l'entretien régulier et le bon fonctionnement.

Dans un souci de maîtrise de la pollution diffuse du milieu naturel et des nuisances localisées, le législateur a imposé aux collectivités locales de se doter d'un service public d'assainissement non collectif (SPANC). C'est ainsi que depuis le 1er janvier 2018, la Communauté Pays Basque est chargée de contrôler les installations d'assainissement non collectif du territoire et d'informer l'ensemble de ses usagers.

© CAPB - J. Dubos

Assainissement non collectif

100% régie

23 467
Installations

- **72 %** d'installations sans danger sanitaire ou environnemental
- **1 440** contrôles réglementaires :
  - **730** contrôles de conception
  - **220** contrôles d'exécution
  - **191** contrôles de bon fonctionnement
  - **299** contrôles dans le cadre d'une vente
- **1 063** avis sur demande d'urbanisme

1. PÉRIMÈTRE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le service public d'assainissement non collectif (SPANC) exerce **obligatoirement** deux missions :

- le contrôle de conception et d'exécution des travaux des installations d'assainissement non collectif neuves ou à réhabiliter ;
- le contrôle de fonctionnement et d'entretien des installations en service.

Il assure également **de façon facultative**, à la demande du propriétaire et à ses frais :

- l'entretien des installations et le traitement des matières de vidange ;
- la coordination des travaux de réhabilitation des installations sur la base exclusive des critères de sélection définis par l'Agence de l'Eau Adour-Garonne **(AEAG)**.

Les agents du service public ne contrôlent que les installations d'assainissement non collectif des eaux usées domestiques ou des eaux usées non domestiques assimilées domestiques (définition réglementaire). La Communauté Pays Basque s'attache à fournir les informations générales et des conseils particuliers aux usagers des systèmes d'assainissement non collectif.

La réglementation actuelle en matière d'assainissement non collectif priorise l'action des pouvoirs publics sur les situations présentant un enjeu fort sur le plan sanitaire ou environnemental. L'objectif est d'atteindre le meilleur ratio coût-efficacité collective. Les transactions immobilières sont considérées comme un vecteur de remise à niveau du parc d'installations.

En 2020, près de **23 400** installations d'assainissement non collectif étaient réparties sur les 158 communes du territoire de la Communauté Pays Basque. Le nombre d'habitants desservis par le service public d'assainissement non collectif est estimé à **59 700**, soit environ **18 %** de la population.

L'indice de mise en œuvre du service public d'assainissement non collectif **(IMOANC)** permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées par le service. Il témoigne de la participation du service à la maîtrise des pollutions domestiques dans les zones non desservies par l'assainissement collectif. En 2020, il est de **130 points sur 140**.

2. BILAN DES ACTIVITÉS

Le contrôle des installations d'assainissement non collectif neuves ou à réhabiliter consiste en :

- un examen préalable de la conception au cours duquel le service public d'assainissement non collectif peut fixer des prescriptions techniques pour les études des sols ou le choix de la filière en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'une installation (contrôle de conception) ;
- une vérification de l'exécution des travaux qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions règlementaires (contrôle d'exécution).

Il est à noter que le contrôle de conception est indépendant des procédures d'urbanisme. Il appartient au maître d'ouvrage de solliciter le service public d'assainissement non collectif en amont du dépôt de sa demande de permis de construire ou d'aménager car le délai d'instruction n'inclut pas l'examen préalable de conception ni la fourniture de l'attestation de conformité.

L'avis du Service public d'assainissement (SPANC) a été sollicité sur **1 063** demandes d'urbanismes.

En 2020, **730** contrôles de conception ont été réalisés et **220** contrôles d'exécution ont pu être effectués.

Le contrôle des installations existantes autres que neuves ou à réhabiliter consiste en :

- un contrôle périodique de fonctionnement : la vérification périodique du fonctionnement et de l'entretien des installations, au moins 1 fois tous les 8 ans ;
- un contrôle administratif : la vérification annuelle des modalités et des résultats d'exploitation et d'auto-surveillance transmis par le propriétaire chaque année dans le cas des installations d'assainissement non collectif de plus de 20 Équivalent-Habitant **(EH)**.

En 2020, **191** contrôles périodiques de fonctionnement ont été réalisés.

299 contrôles ont été effectués dans le cadre d'une vente. Le code de la construction et de l'habitation prévoit l'obligation de produire un rapport de contrôle des installations d'assainissement non collectif datant de moins de 3 ans.

AEAG - IMOANC - EH > voir glossaire

La crise **COVID** a très fortement impacté l'activité du service public d'assainissement non collectif et plus particulièrement celle du contrôle périodique. En effet, la Communauté Pays Basque a limité les interactions avec les habitants pendant les périodes de confinement. C'est pourquoi, seulement 7 % des contrôles de bon fonctionnement attendus annuellement ont été réalisés en 2020.

Les missions facultatives

Les missions facultatives recouvrent principalement les prestations proposées pour l'entretien ou l'assistance à l'entretien des installations. Certains contrats associés à ces prestations d'entretien sont arrivés à échéance. Une consultation à l'échelle du Pays Basque est envisagée pour 2021.

Aucun nouveau programme de réhabilitation n'a été engagé en 2020.

Depuis le 1er juillet 2020, un **nouveau règlement** définit les règles d'usage du service d'assainissement non collectif. Il est disponible sur le site de la Communauté Pays Basque.

3. TAUX DE CONFORMITÉ DES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif est défini réglementairement. Il prend en compte la somme des installations d'assainissement non collectif dont la réalisation des travaux a été contrôlée conforme ou dont le contrôle de fonctionnement a conclu à l'absence de danger sanitaire ou de risque avéré pour l'environnement. Il est rapporté au nombre total d'installations au 31/12/2020. Cette définition traduit l'esprit de pragmatisme technico-économique du dernier arrêté ministériel portant sur la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Les installations d'assainissement non collectif pour lesquelles un danger sanitaire ou un risque environnemental a été constaté sont :

- en zone à enjeu sanitaire ou environnemental, toutes les installations non conformes ;
- en dehors de cette zone :

▶ les installations non conformes présentant également un défaut de sécurité sanitaire (exemple : contact direct avec des eaux usées brutes ou prétraitées) ou un défaut de structure ou de fermeture des ouvrages (exemple : corrosion massive des tampons de la fosse) ;

▶ les installations non conformes situées à moins de 35 m en amont hydraulique d'un puits privé déclaré utilisé pour l'alimentation en eau potable.

En 2020, le taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif est évalué à 72 %. Cet indicateur est à considérer avec précaution : il sera à consolider sur les exercices à venir.

LES USAGERS

Dans un souci permanent d'assurer l'égalité de traitement de l'ensemble des usagers des services et de garantir la plus grande proximité, c'est en s'appuyant sur les secteurs d'exploitation que la Communauté Pays Basque a mis en place une démarche de coordination dédiée à la relation à l'usager. Elle poursuit en 2020, son action d'harmonisation des modalités de gestion quotidienne des demandes de la population, quel que soit l'exploitant du service concerné.

© CAPB - J. Dubos

8 points d'accueil des usagers assurés par la Communauté Pays Basque

5 délégataires accueillant dans leurs locaux : Agur, Lagun, SAUR, SDEPE, Suez

Eau potable

158 communes

184 974 abonnés

Réclamations pour 1000 abonnés
▸ 5,4

Données spécifiques
▸ 1,4 interruptions/1000 abonnés

Qualité de service
▸ 100% de mise en service sous 3 jours ouvrables

Assainissement collectif

121 communes

153 031 abonnés

Réclamations pour 1000 abonnés
▸ 4,3

Assainissement non collectif

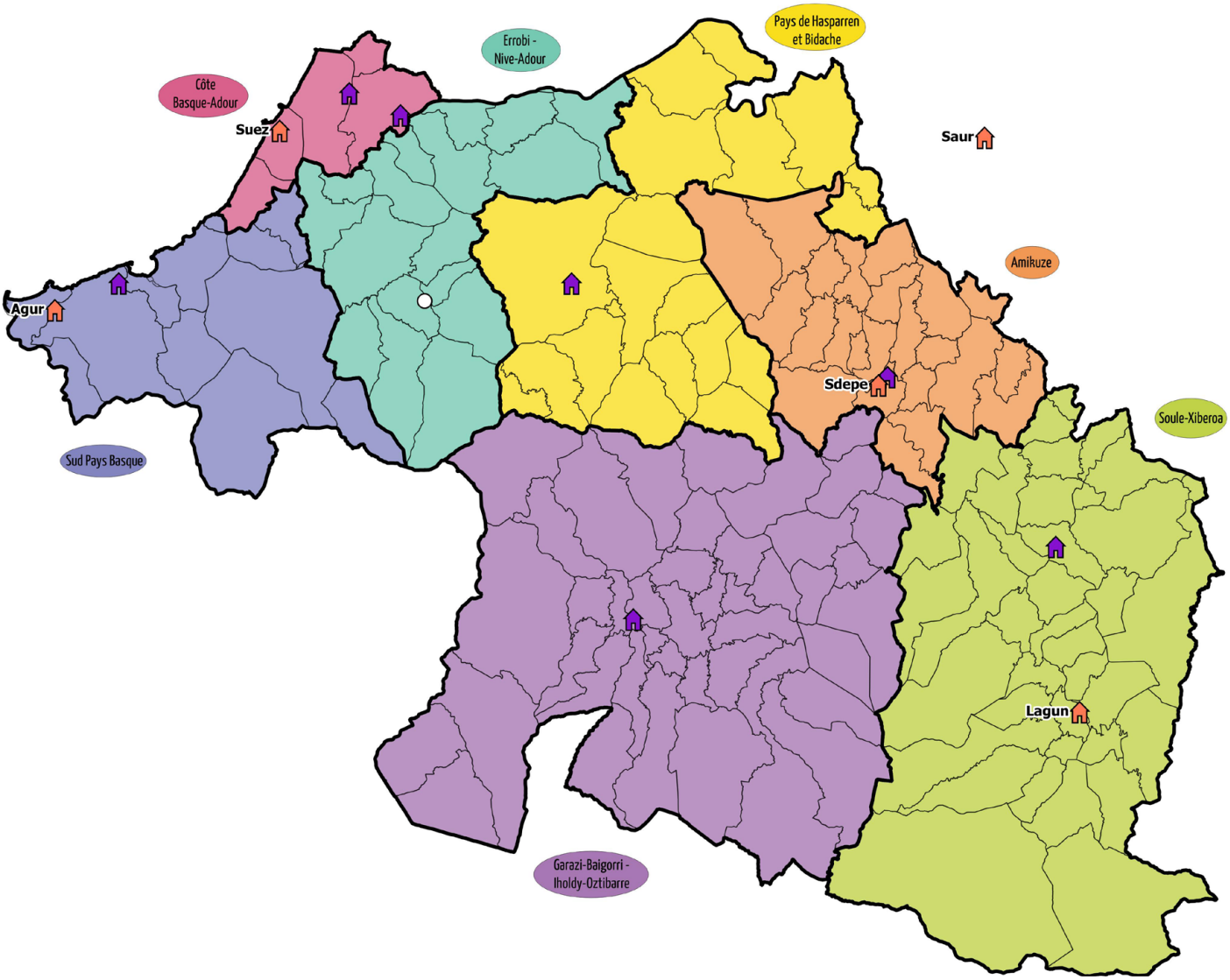
158 communes

23 467 installations

2 règlements de service relatif l'un au service d'eau potable et l'autre à celui de l'assainissement s'appliquent sur l'ensemble du territoire quel que soit le mode de gestion depuis le 1er juillet 2020.

IMPLANTATION DES ACCUEILS DES SERVICES D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT

(INTÉGRANT LES ACCUEILS DES DÉLÉGATAIRES)



1. LA POPULATION DESSERVIE ET LE NOMBRE D'USAGERS

En 2020, la population totale des 158 communes du Pays Basque était de 320 899 habitants (données INSEE). Ce nombre est à distinguer du nombre d'habitants qui sont desservis par les services d'eau potable et d'assainissement, comme du nombre d'abonnés desservis.

En effet, la notion de **population desservie** permet d'apprécier, sur la base de la population permanente et saisonnière des communes, le nombre d'habitants ayant accès, selon le cas, à un réseau de distribution d'eau potable et/ou de collecte d'eaux usées. Pour l'assainissement non collectif, il prend en compte le nombre d'habitants situés en zonage d'assainissement non collectif.

Le nombre d'abonnés correspond quant à lui au comptage réel des contrats pour lesquels un service est rendu. Par conséquent, un abonné peut correspondre à un foyer seul, à plusieurs logements notamment dans le cas d'immeubles non individualisés, ou encore à des activités commerciales, artisanales ou industrielles.

Couvrant désormais l'ensemble du territoire du Pays Basque, le service d'eau potable comptabilise au 31/12/2020, **184 574** abonnés, celui de l'assainissement collectif **153 031**. Le service d'assainissement non collectif comptabilise **23 467** installations.

2. DES SERVICES DE PROXIMITÉ

Pour toute question relative aux services d'eau potable et d'assainissement, l'usager est invité à prendre contact avec l'exploitant (coordonnées rappelées sur chaque facture). Selon la commune et la compétence, le mode de gestion du service est différent.

13 points d'accueil sont répartis sur le territoire : 9 points sont gérés en régie et 5 en délégation de services publics **(DSP)**. En collaboration avec la Mission Accessibilité de la Communauté Pays Basque, un recensement a débuté pour dresser un constat de l'état de l'accessibilité des différents bâtiments et locaux de la collectivité.
Outre l'aspect règlementaire concernant l'accessibilité physique, la Commission accompagne également les initiatives concernant l'accessibilité numérique et organise des formations de sensibilisation à l'accueil des personnes en situation de handicap.

Les partenaires délégataires offrent depuis plusieurs années des commodités dématérialisées via des plateformes dédiées et la Communauté Pays Basque envisage de créer une agence en ligne.

Lors des périodes successives de confinement total ou partiel, les interventions techniques indispensables ont été maintenues dans le respect des mesures sanitaires de protection des usagers et des agents. La relève à pied a été remplacée : soit les abonnés ont réalisé eux-mêmes la relève de l'index de leur compteur pour une facturation au plus juste de leur consommation, soit une relève estimée a été proposée.

Le site internet de la Communauté Pays Basque dispose actuellement d'une rubrique EAU. Cet outil d'information générale présente les compétences et démarches liées au grand cycle de l'eau. Des actualités des services de l'eau et de l'assainissement y sont relayées. Le site internet fournit donc toutes les informations utiles pour faciliter les démarches des usagers. Il met à disposition numériquement les principales publications (règlements de service, **RPQS**...). Un formulaire de contact est également disponible pour toute question.

Une **commission consultative des services publics locaux** (CCSPL) se réunit au moins une fois par an. Elle intègre des représentants des associations d'usagers ou de protection de l'environnement (UFC Que choisir, CADE, SEPANSO, etc.). Elle donne un avis sur l'évolution des modes de gestion et est informée des activités des services. Elle s'est réunie le 10 novembre 2020 pour formuler un avis sur les évolutions des périmètres de délégation.

Pour **l'information de proximité** concernant toute perturbation du fonctionnement des services, les exploitants veillent à informer au plus tôt les usagers de ces événements ponctuels. Des lettres d'informations type « flash infos » sont rédigées avec les communes concernées et distribuées dans les boîtes aux lettres. Une information dynamique peut être également transmise par SMS ou par messagerie électronique quand les usagers l'ont souhaité et que l'exploitant en a les moyens techniques.

La collectivité et ses délégataires mettent également en œuvre des outils de prise en charge de toutes les réclamations. Il s'agit d'améliorer le circuit de réponse mais aussi de permettre une évolution au service de la qualité de service rendu. En 2020, 1659 réclamations écrites ont été comptabilisées.

DSP - RPQS > voir glossaire

• EAU POTABLE

Nombre de réclamations en EAU POTABLE Hors prix	
La qualité de l'eau (eau blanche, eau sâle, goût, ...)	118
La qualité de fonctionnement du réseau (arrêt d'alimentation, dégât des eaux en domaine privé, ...)	302
La relation clientèle (contrat, facturation, ...)	576
TOTAL	996
Nombre d'abonnés	184 974
Nombre de réclamations/1000 abonnés	**5,4**

Tableau n°15 : Nombre de réclamations EAU POTABLE Hors prix

• ASSAINISSEMENT

Nombre de réclamations en ASSAINISSEMENT Hors prix	
La qualité de l'eau (odeus, bruit, ...)	46
La qualité de fonctionnement du réseau (débordement en domaine privé, ...)	14
La relation clientèle (contrat, facturation, ...)	603
TOTAL	663
Nombre d'abonnés	153 021
Nombre de réclamations/1000 abonnés	**4,3**

Tableau n°16 : Nombre de réclamations en ASSAINISSEMENT Hors prix

3. DES NOUVEAUX RÈGLEMENTS DE SERVICE

Depuis le 1er juillet 2021, deux nouveaux règlements relatifs l'un au service d'eau potable et l'autre à celui de l'assainissement s'appliquent sur l'ensemble du territoire quel que soit le mode de gestion.

Cette harmonisation s'est concrétisée par une notification individuelle à chaque abonné.

Modalité d'envois des règlements
46 % par mail, 23 % par SMS et 31 % par courrier.
Pour plus d'information concernant les termes de ces règlements : voir le site de la Communauté Pays Basque.

4. LES FACTURES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Les règlements de service définissent les modalités de facturation des prestations. Ils précisent également l'ensemble des voies de recours en cas de difficultés de paiement.

Pour l'ensemble des territoires exploités en régie, une application informatique unique permet une facturation maîtrisée malgré la diversité tarifaire actuelle.

Pour le paiement des factures, les différents types de paiement automatique (prélèvement à l'échéance, prélèvement mensuel, TIP) ont été mis en place sur la majorité du territoire que la gestion soit en régie ou en délégation.

Les familles en difficultés financières ont pu solliciter leurs exploitants pour trouver une assistance adaptée pour le paiement de leurs factures. C'est ainsi que :
• 97 abonnés à l'eau potable et 38 pour l'assainissement collectif ont pu bénéficier du dispositif fonds de solidarité logement (FSL) ;
• 31 remises gracieuses ont été accordées pour des foyers qui ne répondaient pas aux critères du dispositif FSL.

De plus, pour favoriser l'accès à l'eau pour tous, et notamment pour les plus démunis, la loi Brottes de 2013 avait ouvert la possibilité d'expérimenter la tarification éco solidaire. La loi des finances de 2019 a prorogé jusqu'en 2021 cette disposition pour les collectivités déjà participantes.

Un tel dispositif existe aujourd'hui sur le secteur de Bayonne et du Boucau. Il se traduit par l'application de tarifs réduits sur les parts fixes et les parts variables de l'eau et par une incitation à économiser l'eau (distribution de kit d'économie d'eau) pour les foyers dont les revenus ne dépassent un seuil fixé pour l'octroi d'une aide sur l'énergie.
• À Bayonne, 1 846 familles ont pu bénéficier du dispositif, dont 91 % d'usagers directement abonnés au service et 14% de familles payant l'eau dans leurs charges collectives. L'aide globale est de 87 757 € TTC, soit une assistance moyenne ramenée à l'année de 30 € TTC par famille.
• Au Boucau, 184 foyers ont bénéficié de l'abattement de l'abonnement, représentant un montant global de 5 241 € TTC pour ce territoire. L'aide ramenée à l'année est de 28 € TTC par famille.

LES MOYENS FINANCIERS

Le présent chapitre a pour ambition de rendre compte des moyens financiers déployés en 2020. Adossés à l'évolution des compétences de la Communauté Pays Basque, ils permettent le bon fonctionnement et la qualité des réalisations.

Aux côtés d'un budget principal, des budgets annexes sont établis avec leur dépenses et recettes selon une nomenclature comptable spécifique.
Celle-ci est imposée aux services d'eau et d'assainissement par l'instruction comptable M49.

© CAPB

1. PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les services d'eau potable et d'assainissement sont des Services Publics à Caractère Industriel et Commercial **(SPIC)** par qualification légale. À ce titre, le régime budgétaire et comptable est spécifique. C'est ainsi que les services publics d'eau et d'assainissement doivent respecter les deux principes suivants :

- le budget de chaque **SPIC** doit être équilibré en recettes et en dépenses (art.L.2224-1 du CGCT) et faire l'objet d'un budget et d'une comptabilité distincts de ceux de la collectivité de rattachement ;
- le financement de chaque **SPIC** doit être assuré essentiellement par l'usager, dans un cadre prenant en compte la valeur économique du service rendu.

Ces principes directeurs, propres aux **SPIC**, ont pour effet d'imposer à la Communauté Pays Basque la création et la gestion de 7 budgets annexes pour l'eau potable et l'assainissement : 3 pour la gestion en régie des services d'eau potable d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif, 2 pour les délégations de service public **(DSP)** avec droits à déduction de la TVA et 2 pour les délégations de service public **(DSP)** sans droits à déduction de la TVA, sur les compétences en eau potable et en assainissement collectif.

Transfert de droit à déduction de la TVA

Les collectivités qui, pour l'exploitation d'un service public en délégation mettent à disposition de l'exploitant les investissements qu'elles ont réalisés, sont assujetties à la TVA lorsque cette mise à disposition intervient à titre onéreux. Antérieurement, elles étaient considérées comme intervenant en tant qu'autorité publique et non assujetties à ce titre.
Par conséquent, ces collectivités peuvent déduire la TVA grevant les dépenses engagées pour la réalisation de cette activité selon les modalités prévues par le droit commun. La procédure de transfert est désormais limitée aux seules hypothèses dans lesquelles les investissements sont mis à la disposition du délégataire à titre gratuit ou contre une redevance trop faible pour établir un lien direct entre la rémunération et la mise à disposition.
Ces règles s'appliquent depuis le 1er janvier 2014 avec certaines mesures de transition pour les redevances afférentes à des contrats conclus avant cette date.

Ces différents budgets sont soumis à un plan comptable spécifique conforme à la classification définie par l'instruction **M49**.

		Type	Périmètre
Eau potable	BA 20	Régie	Liste des territoires en régie en eau potable disponible dans le chapitre 4
	BA 21	DSP	Sud Pays Basque : Bidassoa / Nivelle Côte Basque-Adour : Anglet Pays de Hasparren et de Bidache : Pays de Bidache
	BA 22	DSP avec déduction droits à TVA	Côte Basque-Adour : Biarritz / Bidart Errobi / Nive-Adour Amikuze : Pays de Mixe / Osserain-Rivareyte Soule-Xiberoa : L'hôpital Saint-Blaise / Pays de Soule
Assainissement collectif	BA 23	Régie	Liste des territoires en régie en assainissement disponible dans le chapitre 4
	BA 24	DSP	Sud Pays Basque Côte Basque-Adour : Anglet-Biarritz
	BA 25	DSP avec déduction droits à TVA	Côte Basque-Adour : Bidart Errobi / Nive-Adour : Cambo-les-Bains Pays de Hasparren et de Bidache : Pays de Bidache Amikuze : Saint-Palais
Assainissement non collectif	BA 23	Régie	Ensemble du territoire

Tableau n°17 : Typologie des budgets annexes

SPIC - DSP - M49 > voir glossaire

M49

Le plan de comptes est une adaptation conforme du plan comptable général de 1999 (PCG), intégrant certaines spécificités des services d'eau et d'assainissement (article 52 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962).
Il est présenté selon une structure décimale en huit classes de comptes :

- **comptes de bilan** (classe 1 = comptes de capitaux ; classe 2 = comptes d'immobilisation ; classe 3 = comptes de stocks et en cours ; classe 4 = comptes de tiers ; classe 5 = comptes financiers). Ils retracent le patrimoine du service et permettent d'apprécier son évolution (actif), ainsi que la manière dont sa situation financière se trouve affectée par les résultats de son activité et par la composition de son financement (passif).
- **comptes de résultat** (classe 6 = comptes de charges et classe 7 = comptes de produits). Le compte de résultat distingue les charges et les produits. Il permet d'apprécier l'activité du service au cours de l'exercice concerné.
- **comptes spéciaux** (classe 8). Les comptes spéciaux ont pour objet de présenter des informations que ne donne pas la comptabilité générale.
- **comptes analytiques** (classe 9). Lorsque le service a choisi de tenir sa comptabilité analytique en utilisant les comptes de la classe 9, les opérations sont enregistrées dans ces comptes selon les critères qui lui sont propres.

Enfin, la réglementation impose que chaque service public d'eau et d'assainissement dispose de son propre compte de disponibilités au Trésor (instruction n° 01-049-M0 du 17 mai 2001 et circulaire n° NOR/INT/B/89/00169/C du ministère de l'intérieur publiée en annexe de l'instruction n° 89-68 M0 du 19 juillet 1989).

2. LA BALANCE DES COMPTES

2.1 Les capacités budgétaires

Les comptes dégagent un résultat d'exploitation qui permet d'autofinancer les investissements et de rembourser les emprunts.
Les récapitulatifs de l'exécution budgétaire ci-dessous retracent les mouvements financiers pour les trois compétences. Les flux inter-budgets liés aux changements de mode de gestion et/ou fin de contrat limite l'intérêt du calcul de l'épargne brute par budget et toute analyse financière de cet exercice. Il est cependant possible de constater les résultats des différents budgets comme précisés dans les tableaux ci-dessous. L'intégralité des mouvements budgétaires est disponible en annexes (p.68).

• La compétence eau potable

Équilibre des dépenses et recettes réelles par budget (Nombres en millions d'€ HT)

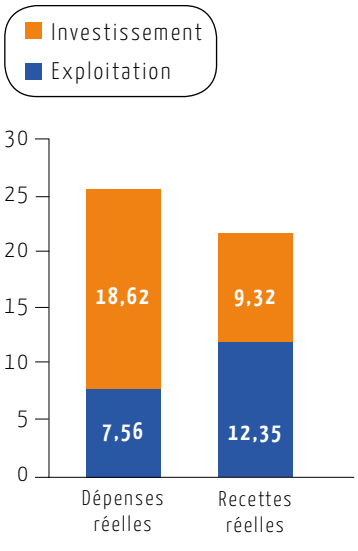


Tableau n°18 : Budget BA20 Eau potable en régie

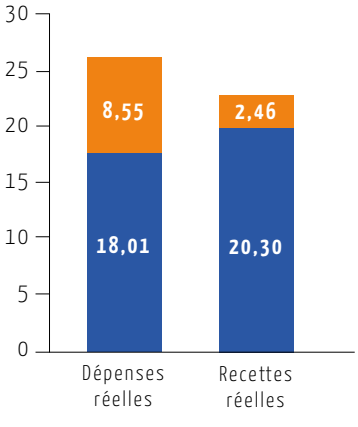


Tableau n°19 : Budget BA21 Eau potable en DSP sans droit à déduction de TVA

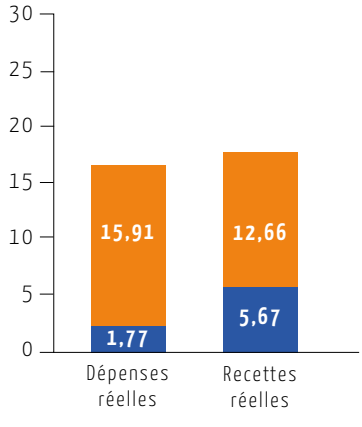


Tableau n°20 : Budget BA22 Eau potable en DSP avec droit à déduction de TVA

• La compétence assainissement collectif

Équilibre des dépenses et recettes réelles par budget (Nombres en millions d'€ HT)

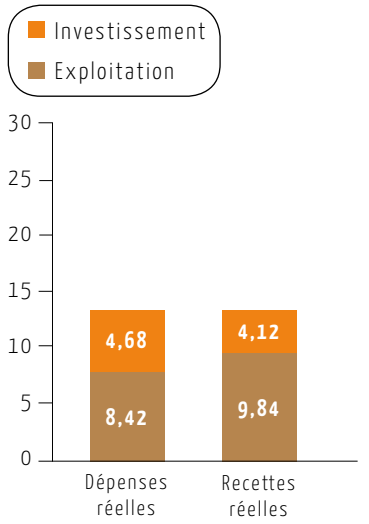


Tableau n°21 : Budget BA23 Assainissement collectif en régie

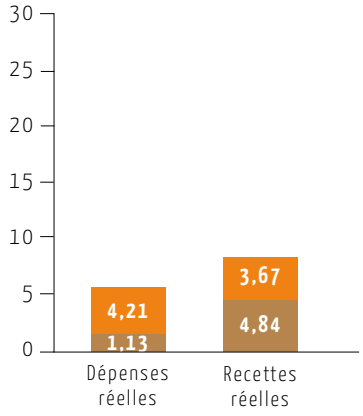


Tableau n°22 : Budget BA24 Assainissement collectif en DSP sans droit à déduction de TVA

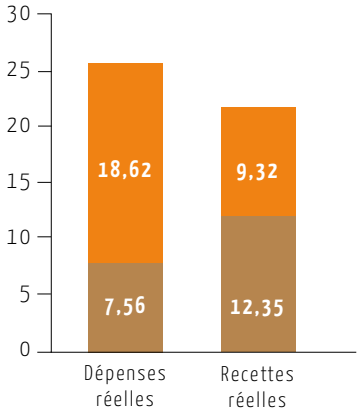


Tableau n°23 : Budget BA25 Assainissement collectif en DSP avec droit à déduction de TVA

• La compétence assainissement non collectif

Équilibre des dépenses et recettes réelles par budget (Nombres en millions d'€)

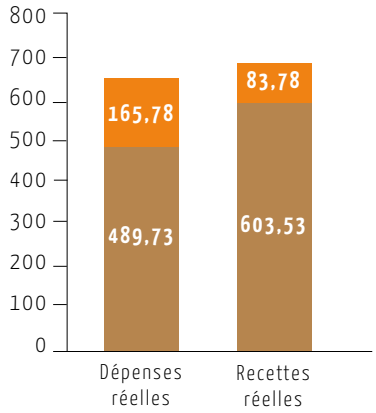


Tableau n°24 : Budget Assainissement non collectif

2.2 Les charges de siège

Les services généraux de la Communauté Pays Basque interviennent pour le compte des activités de l'eau potable et de l'assainissement, notamment sur les domaines des ressources humaines, du système d'information, des achats mais aussi de l'organisation des décisions de l'organe délibérant.

Ces dépenses font donc l'objet de refacturation.

2.3 Les recettes liées aux subventions

Les engagements des services d'eau et d'assainissement sont accompagnés principalement par l'Agence de l'Eau Adour-Garonne **(AEAG)**, le département des Pyrénées-Atlantiques, la région Nouvelle-Aquitaine via les contrats de plan Etat-Région, et par la Communauté européenne.

AEAG	3 882 001,50	93,8 %
Département	16 726,55	0,4 %
Région	44 412,00	1,1 %
État	102 334,01	2,5 %
Autres	92 514,03	2,2 %
	4 137 988,09	

Tableau n°25 : Répartition des subventions d'équipements perçues en 2020

Il est à noter qu'en 2020, 90 % des subventions acquises ont concerné les travaux d'équipement d'assainissement.

AEAG > voir glossaire

2.4 L'endettement

Conformément aux obligations de transparence, il est possible de suivre les indicateurs d'endettement des différents services.

	Capital restant du au 31/12/2020	Capital	Intérêt	Annuités de l'exercice 2020	Épargne Brute	Durée théorique de désendettement
Eau potable						
20 Gestion directe	11 406 664,39	990 583,141	314 969,49	1 305 552,63	1 190 468,85	9,6 ans
21 Gestion déléguée	10 590 481,08	671 845	371 369,16	1 043 214,16	1 418 951,10	7,5 ans
22 Gestion déléguée TDD TVA	5 840 500,29	559 139,72	185 140,69	744 280,41	3 711 219,59	1,6 ans
Assainissement collectif						
20 Gestion directe	29 669 651,47	1 775 546,47	1 059 312,37	2 834 858,84	4 791 039,11	6,2 ans
21 Gestion déléguée	40 606 928,16	3 621 852,07	976 171,09	4 598 023,16	2 287 289,94	17,8 ans
22 Gestion déléguée TDD TVA	12 848 196,69	1 162 968,56	226 985,8	1 389 954,36	3 905 124,85	3,3 ans
Assainissement non collectif						
Régie	0			0		

Tableau n°26 : État des capacités de désendettement par budget

3. LES TARIFS

Comme nous l'avons vu précédemment, les recettes, couvertes quasiment en totalité par les redevances, doivent permettre de couvrir les dépenses de fonctionnement mais également celles qui doivent être engagées en investissement pour répondre aux exigences réglementaires et aux ambitions de la Communauté Pays Basque.

3.1 Un état des lieux

En 2019, un état des lieux des tarifs a été réalisé sur le territoire Pays Basque. Il a permis de préciser le cadre juridique et réglementaire, d'analyser les dispositifs en vigueur, les valeurs tarifaires et les assiettes correspondantes.

L'héritage de situations passées a abouti à constater une forte hétérogénéité des factures d'eau et d'assainissement. Une étude poussée permettra d'analyser dans le détail la situation actuelle.

Il est à noter que la structuration tarifaire 2020 restera identique à celle de 2019. Ainsi, tous les tarifs en régie sont restés identiques. Les tarifs correspondants aux redevances revenant aux délégataires ont suivi une évolution conformément aux dispositions prévues par chacun des contrats.

Les tarifs pratiqués sont disponibles sur demande auprès de chaque exploitant local ou de la Communauté Pays Basque.

3.2 Vers une convergence tarifaire

L'étude tarifaire engagée en 2019 a abouti à la définition d'une stratégie relative à la convergence tarifaire et sa structuration, avec la définition d'un tarif d'équilibre cible et d'une échéance à 2026.
Elle a fait l'objet d'une délibération cadre n°40 en séance du conseil communautaire le 22/02/2020.

3.3 Le cas particulier de la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC)

La participation pour le financement de l'Assainissement collectif (PFAC) est une contribution financière au service public. Elle est facturée aux propriétaires de logements ou de locaux au moment du raccordement de leurs bâtiments, extensions ou réaménagement au réseau de collecte dès lors que ce raccordement génère des eaux usées supplémentaires

Sur 35 millions d'euros HT de facturation aux usagers, la PFAC collectée en 2020 d'un montant de 4,7 millions d'euros HT représente 13,4% des recettes facturées aux usagers.

Secteur	Nombre de communes	Montant H.T.
Sud Pays Basque	12	428 344
Côte Basque-Adour	5	3 029 465
Errobi / Nive-Adour	17	981 341
Pays de Hasparren et de Bidache	12	210 001
Amikuze	0	0
Soule-Xiberoa	7	21 000
Garazi-Baigorri / Iholdy-Oztibarre	17	27 641
Total	55	4 697 791

Tableau n°27 : Redevance de PFAC collectée en 2020

ANNEXES

SOMMAIRE

Table des illustrations ____ 56

Bilans de qualité de l'Agence Régionale de Santé par unité de distribution ____ 58

Comptes administratifs ____ 68

Document d'information de l'agence de l'eau sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement ____ 85

ANNEXE 1 - TABLE DES ILLUSTRATIONS

Cartes

Les 7 secteurs de gestion — 10
Localisation des sites de production d'eau potable et d'épuration des eaux usées — 14
Modes d'exploitation du service de l'eau potable — 24
Modes d'exploitation du service d'assainissement collectif — 32
Implantation des accueils des services d'eau potable et d'assainissement — 46

Figures

1 - Répartition du nombre de STEP selon leurs capacités de traitement — 17
2 - Investissements en milliers d'euros HT par compétence et par secteur — 19
3 - Les différentes étapes du traitement de l'eau potable, du prélèvement à la distribution — 25
4 - Répartition des volumes de prélèvements — 26
5 - Traitement des rejets au sein des équipements d'assainissement collectif — 33

Tableaux

1 - Ventilation des linéaires en km de conduites d'eau potable par âge et diamètre au 31/12/2020 — 16
1bis - Ventilation des linéaires en km de conduites d'assainissement par âge et par diamètre au 31/12/2020 — 16
2 - Études engagés et/ou terminés au 31/12/2020 — 18
3 - Principales opérations d'investissement engagées en 2020 — 19
4 - Travaux d'amélioration 2021 des stations d'épuration liés aux non-conformités – 20
5 - Travaux d'amélioration des stations d'épuration programmés à moyen terme — 21
6 - Programme d'études et de travaux envisagé en 2020 — 22
7 - Liste des communes en convention de gestion par secteur (eau potable) — 26
8 - Évolution des volumes mis en distribution par la Communauté Pays Basque — 27
9 - Évolution des volumes utilisés — 27
10 - Rendements 2020 par secteur et pour le territoire de la Communauté Pays Basque — 28
11 - Suivi qualitatif ARS, tous services confondus — 29

12 - Liste des communes en convention de gestion par secteur (assainissement collectif) — 34
13 - Évolution des volumes traités par les stations d'épuration — 36
14 - Évolution des consommations énergétiques — 39
15 - Nombre de réclamations EAU POTABLE Hors prix — 48
16 - Nombre de réclamations en ASSAINISSEMENT Hors prix — 48
17 - Typologie des budgets annexes — 50
18 - Budget BA20 Eau potable en régie — 51
19 - Budget BA21 Eau potable en DSP sans droit à déduction de TVA — 51
20 - Budget BA22 Eau potable en DSP avec droit à déduction de TVA — 51
21 - Budget BA23 Assainissement collectif en régie — 52
22 - Budget BA24 Assainissement collectif en DSP sans droit à déduction de TVA — 52
23 - Budget BA25 Assainissement collectif en DSP avec droit à déduction de TVA — 52
24 - Budget Assainissement non collectif — 52
25 - Répartition des subventions d'équipements perçues en 2020 — 52
26 - État des capacités de désendettement par budget — 53
27 - Redevance de PFAC collectée en 2020 — 53

ANNEXE 2 - BILANS DE QUALITÉ DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ PAR UNITÉ DE DISTRIBUTION

2A - Sud Pays Basque 59

2B - Côte Basque-Adour 60

2C - Errobi / Nive-Adour 61

2D - Pays de Hasparren et de Bidache 62

2E - Amikuze 63

2F - Soule-Xiberoa 62

2G - Garazi-Baigorri / Iholdy-Oztibarre 65

2A - Sud Pays Basque

Délégation Départementale des Pyrénées-Atlantiques

Unité de distribution : ASCAIN

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb.

Unité de distribution : BIRIATOU

BACTERIOLOGIE : Eau de qualité bactériologique satisfaisante. 90% des échantillons analysés se sont révélés conformes.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb.

Unité de distribution : SARE BOURG

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de qualité physico-chimique ayant été momentanément hors norme. Deux prélèvements réalisés au départ de la distribution ont révélé une turbicité supérieure à la norme maximale.

Cette eau a présenté une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb.

Unité de distribution : SARE GROTTES

BACTERIOLOGIE : Eau de qualité bactériologique ayart été momentanément hors norme. 83 % des échantillons analysés se sont révélés conformes.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté un pH acide et une faible minéralisation qui la rendent agressive vis à vis des matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb.

Unité de distribution : SAINT-JEAN-DE-LUZ

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb. D'autre part, le dépassement de la valeur de référence a été observé pour les spores ou bactéries sulfito-réductrices, les bactéries coliformes et la turbidité sur divers échantillons analysés.

Unité de distribution : CIBOURE

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cependant plusieurs prélèvements effectués sur le réseau de distribution ont également mis en évidence une température de l'eau supérieure à la valeur maximale de référence.

Unité de distribution : URRUGNE

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté un pH acide et une faible minéralisation qui la rendent agressive vis à vis des matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb. D'autre part, le dépassement de la valeur de référence a été observé sur un prélèvement pour l'Aluminium sur le réseau de distribution. La présence de bactéries coliformes et de spores et bactéries sulfito-réductrices a été relevée sur divers échantillons.

Unité de distribution : HENDAYE

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de qualité physico-chimique ayant été exceptionnellement hors norme. La présence de Glyphosate a été détecté sur un échantillon au départ de la distribution. Ce résultat ne s'est pas confirmé par la suite.
Cette eau a présenté une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb. D'autre part un prélèvement a également mis en évidence une température de l'eau supérieure à la valeur de référence.

Unité de distribution : AINHOA - SAINT PEE SUR NIVELLE

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de qualité physico-chimique ayant été exceptionnellement hors norme. La présence d'ESA Métolachlore a été détecté sur un échantillons au départ de la distribution. Ce résultat ne s'est pas confirmé par la suite.

Cette eau a présenté une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb. D'autre part le dépassement de la valeur de référence a été observé sur divers prélèvements, pour les bactéries ou spores de bactéries sulfito-réductrices.

Unité de distribution : SARE CHILARDI

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb.

Unité de distribution : URRUGNE BEHOBIE

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de qualité physico-chimique ayant été exceptionnellement hors norme. La présence de Glyphosate a été détecté sur un échantillons au départ de la distribution. Ce résultat ne s'est pas confirmé par la suite.

Cette eau a présenté un pH acide et une faible minéralisation qui la rendent agressive vis à vis des matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb. D'autre part un dépassement de la valeur de référence a été observé pour les bactéries et spores de bacteries sulfito-réductrices sur un échantillon.

Unité de distribution : AHETZE - ARBONNE

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique

Cette eau a présenté une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb. D'autre part un dépassement de la valeur de référence a été observé pour les bactéries et spores de bacteries sulfito-réductrices sur plusieurs échantillons. Un dépassement de la teneur maximale en manganèse a également été relevé au départ de la distribution, ainsi qu'une température supérieure à la valeur de référence sur un échantillon prélevé sur le réseau de distribution.

Unité de distribution : GUETHARY

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cependant la valeur de référence a été dépassée sur plusieurs échantillons pour les bactéries et spores de bactéries sulfito-réductrices.

2B - Côte Basque-Adour

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine

Délégation Départementale des Pyrénées-Atlantiques

Unité de distribution : ANGLET

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cependant, le dépassement de la valeur de référence a été observé pour les bactéries et spores de bactéries sulfito-réductrices sur six échantillons analysés (trois sur le réseau de distribution et trois sur le départ de la distribution). Sur le réseau, la température de l'eau s'est révélée supérieure à la valeur de référence sur six échantillons analysés et un seul dépassement de la valeur de référence a été observé pour le fer.

Unité de distribution : BAYONNE

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté une faible minéralisation qui la rend agressive vis à vis des matériaux avec lesquels elle peutentrer en contact, notamment le plomb. D'autre part, le dépassement de la valeur de référence a été observé pour les bactéries coliformes sur un prélèvement sur le réseau de distribution. Le dépassement de la valeur de référencea également été observé pour les bactéries et spores de bactéries sulfito-réductrices au départ de la distribution dela Nive sur plusieurs échantillons.

Unité de distribution : BIARRITZ-BIDART

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cependant le dépassement de la valeur de référence a été observé pour les bactéries et spores de bactéries sulfito-réductrices sur trois échantillons analysés au départ de la distribution. Sur le réseau, la température de l'eau s'est révélée supérieure à la valeur de référence sur neuf échantillons analysés et deux dépassements de la valeurde référence ont été observés pour l'aluminium.

Unité de distribution : BOUCAU

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Le dépassement de la valeur de référence a été observé pour les bactéries et spores de bactéries sulfito-réductrices au départ de la distribution de la Nive sur plusieurs échantillons. La teneur en Carbone Organique Total a régulièrement dépassé la valeur de référence au niveau de la station de production d'Ondres.

2C - Errobi / Nive-Adour

Délégation Départementale des Pyrénées-Atlantiques

Unité de distribution : CAMBO URCURAY

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.
PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels ellepeut entrer en contact, notamment le plomb.

Unité de distribution : ESPELETTE BAS SERVICE

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.
PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Unité de distribution : ESPELETTE HAUT SERVICE

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.
PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau peut présenter une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquelselle peut entrer en contact, notamment le plomb.

Unité de distribution : URA - CAMBO LES BAINS

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.
PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cependant, cette eau a présenté une faible minéralisation Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb. D'autre part, le dépassement de la valeur de référence aété observé pour le manganèse sur un échantillon analysé au départ de la distribution.

Unité de distribution : URA - ARCANGUES

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.
PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cependant, l'eau a présenté une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb. D'autre part, le dépassement de la valeur de référence a été observé pour les bactéries et spores de bactéries sulfito-réductrices sur trois échantillons analysés au départ de la distribution et un sur le réseau de distribution. Un dépassement de la valeur de référence a été observé pour le maganèse au départ de la distribution. Deux prélèvements effectués sur le réseau de distribution ont également misen évidence une température de l'eau supérieure à la valeur maximale de référence.

Unité de distribution : URA - SAINT PIERRE D'IRUBE

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.
PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cependant, l'eau a présenté une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquelselle peut entrer en contact, notamment le plomb. D'autre part, le dépassement de la valeur de référence a été observé pour les bactéries et spores de bactéries sulfito-réductrices sur trois échantillons analysés au départ de la distribution. Quatre prélèvements effectués sur le réseau de distribution ont également mis en évidence une température de l'eau supérieure à la valeur maximale de référence.

Unité de distribution : URA - ITXASSOU

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.
PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cependant, cette eau a présenté une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux aveclesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb. D'autre part, un prélèvement effectué sur le réseau aégalement mis en évidence une température de l'eau supérieure à la valeur maximale de référence.

Unité de distribution : SOURAIDE

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.
PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels ellepeut entrer en contact, notamment le plomb.

2D - Pays de Hasparren et de Bidache

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine

Délégation Départementale des Pyrénées-Atlantiques

Unité de distribution : HASPARREN

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.
PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels ellepeut entrer en contact, notamment le plomb.

Unité de distribution : HELETTE

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.
PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels ellepeut entrer en contact, notamment le plomb.

Unité de distribution : LES EAUX D'ARBEROUE

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.
PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

La turbidité de l'eau s'est révélée supérieure à la valeur maximale de référence sur un échantillon au départ de ladistribution.

Unité de distribution : LOUHOSSOA

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.
PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté un pH acide et une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux aveclesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb.

Unité de distribution : MACAYE

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels ellepeut entrer en contact, notamment le plomb.

Unité de distribution : MENDIONDE BASSEBOURE

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.
PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels ellepeut entrer en contact, notamment le plomb.

Unité de distribution : MENDIONDE URSUYA

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.
PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb. D'autre part, le dépassement de la valeur de référence a été observésur un prélèvement pour les bactéries coliformes.

Unité de distribution : MENDIONDE UR ONA

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.
PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb. D'autre part, un dépassemnent de la valeur maximale de référence aété relevé pour les bactéries coliformes sur un échantillon analysé.

Unité de distribution : HELETTE ZASPI-ITHURRI

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.
PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels ellepeut entrer en contact, notamment le plomb.

Unité de distribution : QUARTIER GARRALDA - AYHERRE

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels ellepeut entrer en contact, notamment le plomb.

2E - Amikuze

Délégation Départementale des Pyrénées-Atlantiques

Unité de distribution : ARANCOU BERGOUEY VIELLENAVE

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.
PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Unité de distribution : PAYS DE MIXE-BIDACHE

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.
PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cependant le dépassement de la valeur de référence a été observé sur deux échantillons pour la turbidité et sur unéchantillon pour l'ammonium, sur le réseau de distribution.

Unité de distribution : OSSERAIN RIVAREYTE

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.
PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

2F - Soule-Xiberoa

Délégation Départementale des Pyrénées-Atlantiques

Unité de distribution : AUSSURUCQ BOURG

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de qualité physico-chimique ayant été momentanément hors normes. Une turbidité élevée a été mesurée.

D'autre part, le dépassement de la valeur de référence a été observé pour la turbidité, les spores ou bactéries sulfito-réductrices et les bactéries coliformes.

Unité de distribution : AUSSURUCQ BARRICATA

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cependant, le dépassement de la valeur de référence a été observé pour la turbidité.

Unité de distribution : AUSSURUCQ GARAIBIE

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de qualité physico-chimique ayant été momentanément hors normes. Une turbidité élevéea été mesurée une fois.

D'autre part, le dépassement de la valeur de référence a été observé pour la turbidité, les spores ou bactéries sulfito-réductrices et les bactéries coliformes.

Unité de distribution : ETCHEBAR LICHANS

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb.

Unité de distribution : GARINDEIN

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cependant, le dépassement de la valeur de référence a été observé pour la turbidité et les bactéries coliformes.

Unité de distribution : LARRAU BOURG

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb.

Unité de distribution : LICQ ATHEREY

BACTERIOLOGIE : Eau de qualité bactériologique insuffisante.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb. D'autre part, le dépassement de la valeur de référence a été observé pour les bactéries coliformes et les spores ou bactéries sulfito-réductrices .

Unité de distribution : LICQ SUSSELGUE

BACTERIOLOGIE : Eau de qualité bactériologique insuffisante.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb. D'autre part, le dépassement de la valeur de référence a été observé pour les bactéries coliformes.

Unité de distribution : MAULEON

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Unité de distribution : MONTORY BOURG

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Unité de distribution : ORDIARP BOURG

BACTERIOLOGIE : Eau de qualité bactériologique momentanément insuffisante. Sur 7 contrôles, 1 a montré unecontamination.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de qualité physico-chimique ayant été momentanément hors normes. Une turbidité élevéea été constatée une fois.

D'autre part, le dépassement de la valeur de référence a été observé pour l'aluminium et la turbidité, les bactéries coliformes et les spores ou bactéries sulfito-réductrices

Unité de distribution : STE ENGRACE BOURG

BACTERIOLOGIE : Eau de qualité bactériologique satisfaisante. Toutefois sur 6 contrôles 1 a montré unecontamination.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de qualité physico-chimique ayant été momentanément hors normes. Une turbidité élevéea été mesurée 2 fois.

D'autre part, la valeur de référence n'a pas été respectée pour la turbidité, le carbone organique total et les bactéries coliformes.

Unité de distribution : STE ENGRACE CASERNE

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau peut présenter une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb. D'autre part, le dépassement de la valeur de référence a été observé pour la turbidité, le fer et le manganèse.

Unité de distribution : STE ENGRACE ALCHACHO

BACTERIOLOGIE : Eau de qualité bactériologique insuffisante.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb. D'autre part, le dépassement de la valeur de référence a été observé pour les bactéries coliformes et les spores ou bactéries sulfi to-réductrices.

Unité de distribution : STE ENGRACE DOLAINTY

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cependant le dépassement de la valeur de référence a été observé pour les bactéries coliformes.

Unité de distribution : STE ENGRACE ATHORO

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Unité de distribution : STE ENGRACE BEREIX

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cependant, le dépassement de la valeur de référence a été observé pour les bactéries coliformes et la turbidité.

Unité de distribution : STE ENGRACE ASCARATEIL

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Unité de distribution : TARDETS BOURG

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cependant le dépassement de la valeur de référence a été observé pour la turbidité.

Unité de distribution : TARDETS LA MADELEINE

BACTERIOLOGIE : Eau de qualité bactériologique insuffisante.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb. D'autre part le dépassement de la valeur de référence a été observé pour les bactéries coliformes et la turbidité.

Unité de distribution : TROIS VILLES

BACTERIOLOGIE : Eau de qualité bactériologique insuffisante.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de qualité physico-chimique ayant été momentanément hors normes. Une turbidité élevéea été mesurée une fois .

D'autre part, le dépassement de la valeur de référence a été observé pour les bactéries coliformes, les spores ou bactéries sulfito-réductrices et la turbidité.

Unité de distribution : LARRAU SAIBER

BACTERIOLOGIE : Eau de qualité bactériologique insuffisante. Sur les 12 derniers contrôles, 3 ont montré unecontamination.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb. D'autre part, la valeur de référence n'a pas été respectée pour les bactéries coliformes et la turbidité.

Unité de distribution : STE ENGRACE URRUTIA

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb. D'autre part, le dépassement de la valeur de référence a été observé pour les bactéries coliformes.

Unité de distribution : HAUX

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique. PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb.

Unité de distribution : SOULE - MAULEON

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de qualité physico-chimique ayant été exceptionnellement hors normes. Une teneur enpesticide (Métolachlore) supérieure à la limite de qualité a été mesurée une fois.

Cependant, le dépassement de la valeur de référence a été observé pour les spores ou bactéries sulfito-réductriceset les bactéries coliformes.

Unité de distribution : SOULE - ALCAY

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cependant le dépassement de la valeur de référence a été observé pour les bactéries coliformes.

Unité de distribution : L'HOPITAL SAINT BLAISE

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cependant le dépassement de la valeur de référence a été observé sur un prélèvement pour les Bactéries et sporesde bactéries sulfito-réductrices au départ de la distribution, et sur un échantillon analysé sur le réseau pour la turbidité et la teneur en fer.

2G - Garazi-Baigorri / Iholdy-Oztibarre

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine

Délégation Départementale des Pyrénées-Atlantiques

Unité de distribution : LES ALDUDES

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Unité de distribution : QUARTIER ESNAZU

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de qualité physico-chimique ayant été momentanément hors normes. 2 prélèvements réalisés sur le réseau de distribution ont révélé la présence d'Hydrocarbures Polycycliques Aromatiques (Benzo(A)pyrène). Après investigations l'exploitant n'a pû déterminer précisément l'origine de ce dépassement. Un relargage lié à la composition des canalisations étant écarté, l'hypothèse des conséquences d'un écobuage sur la période est évoqué.

Unité de distribution : ARNEGUY

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Unité de distribution : BEHORLEGUY

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté un pH acide et une faible minéralisation qui la rendent agressive vis à vis des matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb. D'autre part, un dépassement de la valeur de référence pour la température a été relevé sur un échantillon.

Unité de distribution : BIDARRAY-DOMINIXENIA

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Unité de distribution : IHOLDY

BACTERIOLOGIE : Eau de qualité bactériologique momentanément insuffisante. 80% des échantillons analysés se sont révélés conformes.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

D'autre part, la référence de qualité a été dépassée sur un échantillon pour les bactéries coliformes.

Unité de distribution : IRISSARRY

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb.

Unité de distribution : IROULEGUY-ANHAUX

BACTERIOLOGIE : Eau de qualité bactériologique satisfaisante. 91% des échantillons analysés se sont révélés conformes.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté une faible minéralisation qui la rend agressive vis à vis des matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb. Dautre part, le dépassement de la valeur de référence a été observé pour les bactéries coliformes sur trois échantillons.

Unité de distribution : LASSE BOURG

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté une faible minéralisation qui la rend agressive vis à vis des matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb.

Unité de distribution : OSSES

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb. D'autre part, le dépassement de la valeur de référence a été observé pour les spores ou bactéries sulfito-réductrices sur un échantillon.

Unité de distribution : SAINT ETIENNE DE BAIGORRY

BACTERIOLOGIE : Eau de qualité bactériologique satisfaisante. 91% des échantillons analysés se sont révélés conformes.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté un pH acide et une faible minéralisation qui la rendent agressive vis à vis des matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb.

Unité de distribution : SAINT JEAN PIED DE PORT

BACTERIOLOGIE : Eau de qualité bactériologique satisfaisante. 91,6% des échantillons analysés se sont révélés conformes.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté un pH acide et une faible minéralisation qui la rendent agressive vis à vis des matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb. D'autre part, le dépassement de la valeur de référence a été observé pour les bactéries coliformes sur un échantillon analysé.

Unité de distribution : ST MARTIN D'ARROSSA

BACTERIOLOGIE : Eau de qualité bactériologique momentanément insuffisante. Sur 16 contrôles, 3 ont montré une contamination.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté un pH acide et une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb. D'autre part, les valeurs de référence n'ont pas été respectées pour les bactéries coliformes et pour les bactéries et spores de bactéries sulfito-réductrices sur deux prélèvements. Un dépassement de la valeur de référence à été également constaté pour le Carbone Organique Total sur un échantillon analysé au départ de la distribution.

Unité de distribution : UREPEL

BACTERIOLOGIE : Eau de qualité bactériologique momentanément insuffisante. Un échantillon s'est révélé non-conforme sur sept analysés.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cependant le dépassement de la valeur de référence a été observé pour les bactéries coliformes sur 3 prélèvements et sur un échantillon pour la turbidité de l'eau au départ de la distribution.

Unité de distribution : AHAXE MENDIVE LECUMBERRY

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité qualité.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique

Cette eau peut présenter une faible minéralisation. Elle peut être susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb. D'autre part, la valeur maximale de référence a été dépassée sur un prélèvement pour les coliformes totaux sur le réseau de distribution.

Unité de distribution : AINHICE

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Unité de distribution : REGION DE L'OSTABARRET

BACTERIOLOGIE : Eau de qualité bactériologique satisfaisante. 93% des échantillons analysés se sont révélés conformes.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

D'autre part, un dépassemnent de la valeur maximale de référence a été relevé pour la turbidité sur un échantillon et sur deux échantillons pour les bactéries et spores de bactéries sulfito-réductrices.

Unité de distribution : ST JEAN LE VIEUX-BUSSUNARITS

BACTERIOLOGIE : Eau de qualité bactériologique satifaisante. 91% des échantillons analysés se sont révélés conformes.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de qualité physico-chimique ayant été momentanément hors normes, en raison d'une turbidité supérieure à la valeur maximale autorisée sur deux échantillons analysés au départ de la distribution.

D'autre part, un dépassemnent de la valeur maximale de référence a été également relevé pour la turbidité sur 4 échantillons analysés sur le réseau de distribution. La présence de fer et de bactéries coliformes a également été mise en évidence sur un échantillon.

Unité de distribution : BANCA COMMUNE

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Unité de distribution : ECARTS AINCILLE

BACTERIOLOGIE : Eau de qualité bactériologique momentanément insuffisante. 80% des échantillons analysés sur l'année se sont révélés conformes.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb. D'autre part un dépassement de la valeur maximale de référence a été constaté pour les bactéries coliformes sur un échantillon analysé sur le réseau.

Unité de distribution : ANHAUX HAUT SERVICE

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté une faible minéralisation. Elle est susceptible de dissoudre les matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb. D'autre part, un dépassement de la valeur de référence a été constaté sur un échantillon au départ de la distribution.

Unité de distribution : BIDARRAY-HARLEPOA

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté un pH acide et une faible minéralisation qui la rendent agressive vis à vis des matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb.

Unité de distribution : BIDARRAY-ERRAMUNDEYA

BACTERIOLOGIE : Eau de bonne qualité bactériologique.

PHYSICO-CHIMIE : Eau de bonne qualité physico-chimique.

Cette eau a présenté un pH acide et une faible minéralisation qui la rendent agressive vis à vis des matériaux avec lesquels elle peut entrer en contact, notamment le plomb.

ANNEXE 3 - COMPTES ADMINISTRATIFS

3A - budget eau potable gestion directe ____ 69

3B - budget eau potable gestion déléguée ____ 71

3C - budget eau potable gestion déléguée TDDTVA ____ 73

3D - budget eaux usées et assainissement gestion directe ____ 76

3E - budget eaux usées et assainissement gestion déléguée ____ 78

3F - budget eaux usées et assainissement gestion déléguée TDDTVA ____ 80

3G - budget des services publics d'assainissement non collectif ____ 83

3A

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**15 212 463,61**	**7 352 176,25**	**5 496 300,75**	**258 144,88**	**2 105 841,73**
601	Achats stockés - Matières premières	40 000,00	1 082,67	0,00	0,00	38 917,33
60223	Fournitures d'atelier et d'usine	49 759,11	49 759,11	0,00	0,00	0,00
60226	Vêtements de travail	4 619,88	7 300,61	0,00	0,00	-2 680,73
60228	Autres fournitures consommables	118 713,28	118 713,28	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
605	Achats d'eau	368 980,00	0,00	0,00	0,00	368 980,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	404 600,00	298 803,62	0,00	0,00	105 796,38
6062	Produits de traitement	56 500,00	32 875,98	10 748,04	751,32	12 124,66
6063	Fournitures entretien et petit équipt	232 680,37	227 506,86	11 360,94	5 508,28	-11 695,71
6064	Fournitures administratives	17 200,00	5 939,27	535,40	166,70	10 558,63
6066	Carburants	70 000,00	62 284,87	80,00	0,00	7 635,13
6068	Autres matières et fournitures	356 910,46	130 054,69	39 005,09	0,00	187 850,68
6071	Compteurs	118 634,40	7 994,99	0,00	0,00	110 639,41
6078	Autres marchandises	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
611	Sous-traitance générale	572 808,48	299 109,72	57 835,79	78 996,52	136 866,45
6132	Locations immobilières	104 000,00	58 006,64	3 500,01	0,00	42 493,35
6135	Locations mobilières	95 431,00	108 316,05	9 443,66	4 004,89	-26 333,60
6137	Redevances, droits de passage, servitude	7 000,00	950,00	0,00	0,00	6 050,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	62 798,00	15 688,30	20 006,96	0,00	27 102,74
61523	Entretien, réparations réseaux	481 578,83	131 213,74	38 714,24	0,00	311 650,85
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	43 800,00	21 068,56	11 900,00	18 071,00	-7 239,56
61551	Entretien matériel roulant	54 000,00	17 420,04	0,00	0,00	36 579,96
61558	Entretien autres biens mobiliers	15 500,00	10 979,77	1 557,42	0,00	2 962,81
6156	Maintenance	66 348,80	52 425,85	12 737,88	0,00	1 185,07
6161	Multirisques	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
6162	Assurance obligatoire dommage construct°	2 500,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
6168	Autres	22 000,00	218,61	0,00	0,00	21 781,39
617	Etudes et recherches	36 000,00	2 100,00	0,00	47 325,00	-13 425,00
618	Divers	32 948,00	21 322,34	0,00	0,00	11 625,66
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00
6226	Honoraires	1 536 745,00	1 446 063,20	4 507,00	69 146,00	17 028,80
6227	Frais d'actes et de contentieux	10 589,00	3 868,00	420,00	1 588,00	4 713,00
6228	Divers	21 201,00	9 064,97	0,00	175,00	11 961,03
6231	Annonces et insertions	5 000,00	4 555,50	0,00	0,00	444,50
6236	Catalogues et imprimés	58 876,00	19 111,44	4 646,72	2 209,00	32 908,84
6237	Publications	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6238	Divers	9 000,00	1 843,68	0,00	0,00	7 156,32
6241	Transports sur achats	1 300,00	1 392,11	229,80	0,00	-321,91
6248	Divers	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6251	Voyages et déplacements	7 000,00	2 033,72	0,00	0,00	4 966,28
6256	Missions	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6257	Réceptions	4 000,00	958,22	0,00	0,00	3 041,78
6261	Frais d'affranchissement	85 790,00	35 069,63	0,00	8 364,52	42 355,85
6262	Frais de télécommunications	58 100,00	49 421,18	1 410,86	0,00	7 267,96
627	Services bancaires et assimilés	3 355,00	3 322,20	0,00	0,00	32,80
6281	Concours divers (cotisations)	13 950,00	18 304,47	0,00	0,00	-4 354,47
6282	Frais de gardiennage	0,00	500,72	0,00	0,00	-500,72
6283	Frais de nettoyage des locaux	16 000,00	19 800,07	1 051,50	0,00	-4 851,57
6287	Remboursements de frais	280 500,00	-6 520,15	99 024,91	21 838,65	166 156,59
6288	Autres	30 000,00	1 988,13	0,00	0,00	28 011,87
63512	Taxes foncières	95 000,00	39 926,00	0,00	0,00	55 074,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	2 467,00	0,00	0,00	0,00	2 467,00
6356	Redevances occupat° domaine public	0,00	235,00	0,00	0,00	-235,00
6371	Redevance versée aux agences de l'eau	874 580,00	559 394,00	181 500,00	0,00	133 686,00
6378	Autres taxes et redevances	8 630 000,00	3 460 708,59	4 986 084,53	0,00	183 206,88
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**3 295 633,00**	**3 119 836,17**	**67 953,07**	**0,00**	**107 843,76**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	2 957 952,00	3 001 805,79	0,00	0,00	-43 853,79
6218	Autre personnel extérieur	337 681,00	117 435,92	67 953,07	0,00	152 292,01
648	Autres charges de personnel	0,00	594,46	0,00	0,00	-594,46
014	**Atténuations de produits (4)**	**3 980 000,00**	**2 756 056,29**	**1 181 100,00**	**0,00**	**42 843,71**
701249	Reversement redevance agence de l'eau	2 538 000,00	1 816 767,07	713 200,00	0,00	8 032,93
706129	Reverst redevance modernisat° agence eau	1 442 000,00	939 289,22	467 900,00	0,00	34 810,78
65	**Autres charges de gestion courante**	**373 000,00**	**358 230,19**	**0,00**	**0,00**	**14 769,81**
6541	Créances admises en non-valeur	16 950,00	13 234,40	0,00	0,00	3 715,60
6542	Créances éteintes	9 550,00	9 502,35	0,00	0,00	47,65
658	Charges diverses de gestion courante	346 500,00	335 493,44	0,00	0,00	11 006,56
	TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)	**22 861 096,61**	**13 586 298,90**	**6 745 353,82**	**258 144,88**	**2 271 299,01**
66	**Charges financières (b) (5)**	**303 688,00**	**268 573,65**	**31 984,30**	**0,00**	**3 130,05**
66111	Intérêts réglés à l'échéance Intérêts - Rattachement des ICNE	317 723,00	314 969,49	0,00	0,00	2 753,51
66112	Intérêts des autres dettes	-14 035,00	-46 403,34	31 984,30	0,00	384,04
6618		0,00	7,50	0,00	0,00	-7,50
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**252 704,00**	**201 940,78**	**2 076,17**	**0,00**	**48 687,05**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché Amendes fiscales et	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6712	pénales	0,00	11,93	0,00	0,00	-11,93
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs Subventions	10 700,00	15 979,34	0,00	0,00	-5 279,34
6742	exceptionnelles d'équipement Subventions exceptionnelles	5 300,00	5 269,00	0,00	0,00	31,00
6743	fonctionnt	25 200,00	14 895,72	2 076,17	0,00	8 228,11
678	Autres charges exceptionnelles	211 004,00	165 784,79	0,00	0,00	45 219,21
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**50 000,00**				
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f	**23 467 488,61**	**14 056 813,33**	**6 779 414,29**	**258 144,88**	**2 373 116,11**
023	***Virement à la section d'investissement***	***5 728 560,77***				
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)***	***2 754 512,00***	***2 724 977,18***			***29 534,82***
6688	*Autre*	*310 579,00*	*284 173,76*			*26 405,24*
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles Dot. amort. charges*	*2 401 051,00*	*2 401 048,00*			*3,00*
6862	*financ. à répartir*	*42 882,00*	*39 755,42*			*3 126,58*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	***8 483 072,77***	***2 724 977,18***			***5 758 095,59***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	***8 483 072,77***	***2 724 977,18***			***5 758 095,59***
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**31 950 561,38**	**16 781 790,51**	**6 779 414,29**	**258 144,88**	**8 131 211,70**
	Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1	**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	31 984,30
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	46 403,34
= Différence ICNE N - ICNE N-1	-14 419,04

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges (2)**	**2 000,00**	**1 866,47**	**0,00**	**0,00**	**133,53**
64198	Autres remboursements	2 000,00	1 669,47	0,00	0,00	330,53
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0,00	197,00	0,00	0,00	-197,00
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	***25 274 545,00***	***21 100 250,08***	***582 122,28***	***0,00***	***3 592 172,64***
70111	Ventes d'eau aux abonnés	*12 075 000,00*	*9 042 460,88*	*184 211,95*	*0,00*	*2 848 327,17*
70118	Autres ventes d'eau	*100 000,00*	*357 743,65*	*0,00*	*0,00*	*-257 743,65*
701241	Redevance pollution d'origine domestique	*1 853 000,00*	*1 810 092,64*	*31 164,21*	*0,00*	*11 743,15*
70128	Autres taxes et redevances	*678 000,00*	*75 272,81*	*133 226,34*	*0,00*	*469 500,85*
704	Travaux	*400 000,00*	*425 025,12*	*0,00*	*0,00*	*-25 025,12*
70611	Redevance d'assainissement collectif	*8 600 000,00*	*8 188 876,16*	*209 629,53*	*0,00*	*201 494,31*
706121	Redevance modernisation des réseaux	*1 127 000,00*	*1 047 375,66*	*23 890,25*	*0,00*	*55 734,09*
7062	Redevances assainissement non collectif	*30 000,00*	*26 842,88*	*0,00*	*0,00*	*3 157,12*
7064	Locations de compteurs	*0,00*	*361,63*	*0,00*	*0,00*	*-361,63*
7068	Autres prestations de services	*112 000,00*	*88 163,65*	*0,00*	*0,00*	*23 836,35*
7078	Autres marchandises	*1 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*1 000,00*
7087	Remboursement de frais	*298 545,00*	*38 035,00*	*0,00*	*0,00*	*260 510,00*
73	**Produits issus de la fiscalité (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**28 162,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 162,50**
748	Autres subventions d'exploitation	28 162,50	0,00	0,00	0,00	28 162,50
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**6 373,76**	**0,00**	**0,00**	**-6 373,76**
7588	Autres	0,00	6 373,76	0,00	0,00	-6 373,76
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013	**25 304 707,50**	**21 108 490,31**	**582 122,28**	**0,00**	**3 614 094,91**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**204 859,00**	**336 083,88**	**0,00**	**0,00**	**-131 224,88**
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	2 900,00	2 847,54	0,00	0,00	52,46
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	50,00	0,00	0,00	-50,00
778	Autres produits exceptionnels	201 959,00	333 186,34	0,00	0,00	-131 227,34
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d	**25 509 566,50**	**21 444 574,19**	**582 122,28**	**0,00**	**3 482 870,03**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6)***	***595 870,00***	***565 754,78***			***30 115,22***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*285 291,00*	*281 581,02*			*3 709,98*
796	*Transferts charges financières*	*310 579,00*	*284 173,76*			*26 405,24*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***595 870,00***	***565 754,78***			***30 115,22***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)	**26 105 436,50**	**22 010 328,97**	**582 122,28**	**0,00**	**3 512 985,25**
	Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1	**5 845 124,88**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N - ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.*
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**438 756,51**	**104 353,12**	**207 826,56**	**126 576,83**
2031	Frais d'études	290 058,45	82 034,25	184 878,50	23 145,70
2033	Frais d'insertion	0,00	1 094,20	0,00	-1 094,20
2051	Concessions et droits assimilés	148 698,06	21 224,67	*22 948,06*	104 525,33
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**3 549 211,10**	**1 528 964,17**	**1 280 300,56**	**739 946,37**
2111	Terrains nus	183 367,25	165 436,56	967,25	16 963,44
21351	Aménagement Bâtiments d'exploitation	6 962,00	841,54	6 120,00	0,46
21355	Aménagement Bâtiments administratifs	37 440,00	8 854,47	901,39	27 684,14
21455	Aménagt Bât. administratifs sol autrui	185 500,00	139 797,16	15 508,32	30 194,52
2151	Installations complexes spécialisées	18 242,00	18 242,00	0,00	0,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	1 849 345,70	781 700,59	790 130,13	277 514,98
2154	Matériel industriel	20 000,00	0,00	3 900,00	16 100,00
2155	Outillage industriel	3 574,17	3 149,17	475,55	-50,55
21561	Service de distribution d'eau	712 913,40	313 025,78	216 208,22	183 679,40
217355	Aménagt Bât. Administrat. (mise à dispo)	915,00	914,62	0,00	0,38
2181	Installat° générales, agencements	14 500,00	0,00	14 355,85	144,15
2182	Matériel de transport	329 350,50	43 717,22	200 205,17	85 428,11
2183	Matériel de bureau et informatique	110 049,83	24 793,49	284,00	84 972,34
2184	Mobilier	29 764,00	1 279,97	27 643,72	840,31
2188	Autres immobilisations corporelles	47 287,25	27 211,60	3 600,96	16 474,69
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**5 186 800,31**	**2 139 012,74**	**1 981 732,97**	**1 066 054,60**
2312	Terrains	14 305,50	9 693,59	0,00	4 611,91
2313	Constructions	18 640,00	3 010,52	4 850,74	10 778,74
2315	Installat°, matériel et outillage techni	5 131 840,01	2 067 653,14	1 976 882,23	1 087 304,64
238	Avances commandes immo. incorp.	22 014,80	58 655,49	0,00	-36 640,69
	Total des dépenses d'équipement	**9 174 767,92**	**3 772 330,03**	**3 469 860,09**	**1 932 577,80**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**11 500,00**	**0,00**	**0,00**	**11 500,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	11 500,00	0,00	0,00	11 500,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**3 614 936,00**	**3 613 627,63**	**0,00**	**1 308,37**
1641	Emprunts en euros	2 128 413,00	2 127 484,48	0,00	928,52
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	175 000,00	174 621,00	0,00	379,00
166	Refinancement de dette	1 311 523,00	1 311 522,15	0,00	0,85
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**3 626 436,00**	**3 613 627,63**	**0,00**	**12 808,37**
4581004	OPÉRATIONS SOUS MANDAT-DÉPENSES (4)	94 842,00	54 841,91	39 864,80	135,29
4581011	OPERATIONS SOUS MANDAT : RECETTES (4)	100 000,00	0,00	100 000,00	0,00
4581012	OPERATION SOUS MANDAT DEPENSES RECETTES (4)	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
4581014	OPERATION SOUS MANDAT DEPENSES RECETTES (4)	40 000,00	0,00	39 864,80	135,20
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**254 842,00**	**54 841,91**	**179 729,60**	**20 270,49**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**13 056 045,92**	**7 440 799,57**	**3 649 589,69**	**1 965 656,66**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (5)***	***595 870,00***	***565 754,78***		***30 115,22***
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	***285 291,00***	***281 581,02***		***3 709,98***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*80 093,00*	*131 268,94*		*-51 175,94*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*0,00*	*35 980,16*		*-35 980,16*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*1 769,00*	*27 300,56*		*-25 531,56*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*10 157,00*	*31 031,93*		*-20 874,93*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*3 240,00*	*3 094,24*		*145,76*
13915	*Sub. équipt cpte résult.Groupements*	*6 697,00*	*5 733,45*		*963,55*
13916	*Sub. équipt cpte résult. Autres EPL*	*0,00*	*114,75*		*-114,75*
13917	*Sub. équipt cpte résult.Budget communaut*	*0,00*	*2 386,05*		*-2 386,05*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*146 796,00*	*14 338,38*		*132 457,62*
13933	*Sub. transf cpte résult. P.A.E.*	*36 539,00*	*30 332,56*		*6 206,44*
	Charges transférées	***310 579,00***	***284 173,76***		***26 405,24***
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*310 579,00*	*284 173,76*		*26 405,24*
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***20 000,00***	***14 440,30***		***5 559,70***
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*20 000,00*	*14 440,30*		*5 559,70*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***615 870,00***	***580 195,08***		***35 674,92***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE	**13 671 915,92**	**8 020 994,65**	**3 649 589,69**	**2 001 331,58**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	**Subventions d'investissement**	**452 138,00**	**365 439,78**	**125 496,40**	**-38 798,18**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau Subv. équipt Départements Autres	448 436,00	363 336,75	85 100,00	-0,75
1313	subventions d'équipement	3 702,00	2 103,03	1 760,00	-161,03
1318		0,00	0,00	38 636,40	-38 636,40
16	**Emprunts et dettes assimilées(hors 165)**	**2 462 556,60**	**2 623 044,30**	**0,00**	**-160 487,70**
1641	Emprunts en euros Refinancement de dette	1 151 033,60	1 311 522,15	0,00	-160 488,55
166		1 311 523,00	1 311 522,15	0,00	0,85
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**2 914 694,60**	**2 988 484,08**	**125 496,40**	**-199 285,88**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**39 830,00**	**0,00**	**-39 830,00**
10222	FCTVA	0,00	39 830,00	0,00	-39 830,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**39 830,00**	**0,00**	**-39 830,00**
4582004	OPÉRATIONS SOUS MANDAT-RECETTES (3) OPERATIONS SOUS	94 842,00	54 841,91	39 864,80	135,29
4582011	MANDAT : RECETTES (3) OPERATIONS SOUS MANDAT DEPENSES	100 000,00	0,00	100 000,00	0,00
4582012	RECETTES (3)	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
4582014	OPERATION SOUS MANDAT DEPENSES RECETTES (3)	40 000,00	0,00	39 864,80	135,20
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**254 842,00**	**54 841,91**	**179 729,60**	**20 270,49**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**3 169 536,60**	**3 083 155,99**	**305 226,00**	**-218 845,39**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***5 728 560,77***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)***	***2 754 512,00***	***2 724 977,18***		***29 534,82***
1641	*Emprunts en euros*	*310 579,00*	*284 173,76*		*26 405,24*
28031	*Frais d'études*	*133 237,00*	*4 626,76*		*128 610,24*
28033	*Frais d'insertion*	*1 859,00*	*0,00*		*1 859,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*108 189,00*	*107 716,32*		*472,68*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*15 300,00*	*15 375,00*		*-75,00*
28128	*Aménagement*	*7 086,00*	*7 086,66*		*-0,66*
281311	*Autres terrains*	*84 686,00*	*84 158,35*		*527,65*
281351	*Bâtiments d'exploitation*	*13 303,00*	*13 307,10*		*-4,10*
281355	*Aménagement Bâtiments d'exploitation*	*584,00*	*766,02*		*-182,02*
28141	*Aménagement Bâtiments administratifs*	*90,00*	*90,44*		*-0,44*
28151	*Bâtiments exploitation sur sol d'autrui*	*35 636,00*	*35 636,24*		*-0,24*
281531	*Installations complexes spécialisées*	*312 384,00*	*314 730,60*		*-2 346,60*
28154	*Réseaux d'adduction d'eau*	*12 052,00*	*12 052,79*		*-0,79*
28155	*Matériel industriel*	*5 088,00*	*5 088,85*		*-0,85*
28156	*Outillage industriel*	*201 382,00*	*200 730,02*		*651,98*
281721	*Service de distribution d'eau*	*43 575,00*	*43 575,52*		*-0,52*
281725	*Terrains nus (mise à disposition)*	*2 524,00*	*2 523,79*		*0,21*
281728	*Terrains bâtis (mise à disposition)*	*37 756,00*	*37 755,86*		*0,14*
2817311	*Autres terrains (mise à disposition)*	*219 600,00*	*219 640,98*		*-40,98*
2817315	*Bâtiments d'exploitation (mise à dispo)*	*41 835,00*	*41 835,31*		*-0,31*
2817355	*Bâtiments administratifs (mise à dispo)*	*4 258,00*	*4 248,70*		*9,30*
281738	*Aménagt Bât. administratifs (mad)*	*30 910,00*	*30 909,92*		*0,08*
2817531	*Autres constructions (mise à dispo)*	*827 505,00*	*960 053,82*		*-132 548,82*
281754	*Réseaux d'adduction d'eau (mad)*	*4 850,00*	*96 156,77*		*-91 306,77*
2817561	*Matériel industriel (mise à disposition)*	*91 277,00*	*0,00*		*91 277,00*
281757	*Service de distribution d'eau (mad)*	*28 174,00*	*28 183,55*		*-9,55*
281782	*Aménagement matériel industriel (mad) Matériel de transport (mad)*	*54 185,00*	*54 185,30*		*-0,30*
281783	*Matériel bureau et info (mise à dispo)*	*5 567,00*	*5 566,86*		*0,14*
281784	*Mobilier (mise à disposition)*	*4 857,00*	*4 856,69*		*0,31*
281788	*Autres immos corpo (mise à disposition)*	*13 441,00*	*13 441,48*		*-0,48*
28181	*Installations générales, agencements*	*11 117,00*	*11 116,89*		*0,11*
28182	*Matériel de transport*	*10 676,00*	*10 675,84*		*0,16*
28183	*Matériel de bureau et informatique Mobilier*	*6 887,00*	*6 887,19*		*-0,19*
28184	*Autres*	*3 665,00*	*28 068,38*		*-24 403,38*
28188	*Pénalités de renégociation de la dette*	*27 516,00*	*0,00*		*27 516,00*
4817		*42 882,00*	*39 755,42*		*3 126,58*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***8 483 072,77***	***2 724 977,18***		***5 758 095,59***
041	***Opérations patrimoniales (6)***	***20 000,00***	***14 440,30***		***5 559,70***
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*20 000,00*	*14 440,30*		*5 559,70*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***8 503 072,77***	***2 739 417,48***		***5 763 655,29***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**11 672 609,37**	**5 822 573,47**	**305 226,00**	**5 544 809,90**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	**1 999 306,55**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

3B

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Libellé (1)		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**7 624 585,00**	**3 794 041,15**	**3 317 702,39**	**0,00**	**512 841,46**
6063	Fournitures entretien et petit équipt	6 100,00	80,26	3 213,13	0,00	2 806,61
6066	Carburants	5 000,00	3 272,88	0,00	0,00	1 727,12
611	Sous-traitance générale	46 038,00	3 850,00	2 006,20	0,00	40 181,80
6132	Locations immobilières	25 000,00	15 166,68	0,00	0,00	9 833,32
6135	Locations mobilières	25 504,00	6 387,14	615,87	0,00	18 500,99
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	600,00	0,00	0,00	-600,00
61523	Entretien, réparations réseaux	662,00	0,00	551,19	0,00	110,81
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	720,00	720,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	1 620,94	278,50	0,00	-1 899,44
6156	Maintenance	0,00	851,50	0,00	0,00	-851,50
6161	Multirisques	1 182,00	1 182,00	0,00	0,00	0,00
617	Études et recherches	6 425,00	-1,35	1 425,00	0,00	5 001,35
618	Divers	80 639,00	980,65	0,00	0,00	79 658,35
6226	Honoraires	7 266 076,00	3 731 745,50	3 309 612,50	0,00	224 718,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	1 389,00	5 913,53	0,00	0,00	-4 524,53
6228	Divers	6 000,00	295,00	0,00	0,00	5 705,00
6231	Annonces et insertions	4 000,00	1 588,75	0,00	0,00	2 411,25
6236	Catalogues et imprimés	0,00	252,00	0,00	0,00	-252,00
6251	Voyages et déplacements	4 000,00	112,90	0,00	0,00	3 887,10
6262	Frais de télécommunications	2 227,00	670,42	0,00	0,00	1 556,58
627	Services bancaires et assimilés	479,00	474,58	0,00	0,00	4,42
6287	Remboursements de frais	125 644,00	0,00	0,00	0,00	125 644,00
63512	Taxes foncières	12 500,00	15 492,00	0,00	0,00	-2 992,00
6356	Redevances occupat° domaine public	5 000,00	2 785,77	0,00	0,00	2 214,23
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**535 007,00**	**535 007,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	535 007,00	535 007,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)	**8 159 592,00**	**4 329 048,15**	**3 317 702,39**	**0,00**	**512 841,46**
66	**Charges financières (b) (5)**	**371 073,00**	**213 060,30**	**152 222,73**	**0,00**	**5 789,97**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	374 073,00	371 369,16	0,00	0,00	2 703,84
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-3 000,00	-158 308,86	152 222,73	0,00	3 086,13
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**
678	Autres charges exceptionnelles	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)**	**406 515,00**	**406 515,00**			**0,00**
6875	Dot. prov. risques et charges exception.	406 515,00	406 515,00			0,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**				
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f	**8 987 180,00**	**4 948 623,45**	**3 469 925,12**	**0,00**	**568 631,43**
023	***Virement à la section d'investissement***	***1 469 534,81***				
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)***	***2 062 403,00***	***1 103 264,62***			***959 138,38***
6688	*Autre*	*90 740,00*	*84 834,92*			*5 905,08*
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles Dot. amort. charges*	*1 953 101,00*	*1 000 449,21*			*952 651,79*
6862	*financ. à répartir*	*18 562,00*	*17 980,49*			*581,51*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	***3 531 937,81***	***1 103 264,62***			***2 428 673,19***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	***3 531 937,81***	***1 103 264,62***			***2 428 673,19***
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**12 519 117,81**	**6 051 888,07**	**3 469 925,12**	**0,00**	**2 997 304,62**
	Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1	**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	152 222,73
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	158 308,86
= Différence ICNE N - ICNE N-1	-6 086,13

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF						III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES						A2
Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	***10 739 700,39***	***5 647 022,37***	***3 238 300,32***	***0,00***	***1 854 377,70***
70111	Ventes d'eau aux abonnés Redevance d'assainissement	*9 482 725,60*	*3 923 106,19*	*3 238 300,32*	*0,00*	*2 321 319,09*
73	**Produits issus de la fiscalité (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) =		**10 739 700,39**	**5 647 022,37**	**3 238 300,32**	**0,00**	**1 854 377,70**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**852 010,98**	**952 176,98**	**0,00**	**0,00**	**-100 166,00**
7711	Dédits et pénalités perçus	52 770,00	133 755,00	0,00	0,00	-80 985,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	9,42	0,00	0,00	-9,42
778	Autres produits exceptionnels	799 240,98	818 412,56	0,00	0,00	-19 171,58
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES		**11 591 711,37**	**6 599 199,35**	**3 238 300,32**	**0,00**	**1 754 211,70**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6)***	***543 084,00***	***271 720,98***			***271 363,02***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul Transferts*	*452 344,00*	*186 886,06*			*265 457,94*
796	*charges financières*	*90 740,00*	*84 834,92*			*5 905,08*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***543 084,00***	***271 720,98***			***271 363,02***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**12 134 795,37**	**6 870 920,33**	**3 238 300,32**	**0,00**	**2 025 574,72**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**384 322,44**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N - ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.*
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES					B1
Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**181 386,42**	**16 775,09**	**66 985,80**	**97 625,53**
2031	Frais d'études	177 016,42	12 522,00	66 985,80	97 508,62
2033	Frais d'insertion	0,00	1 176,92	0,00	-1 176,92
2051	Concessions et droits assimilés	4 370,00	3 076,17	0,00	1 293,83
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**701 973,37**	**197 467,71**	**221 995,94**	**282 509,72**
21311	Bâtiments d'exploitation	3 334,60	3 334,60	0,00	0,00
21351	Aménagement Bâtiments d'exploitation	13 300,00	2 959,00	4 850,28	5 490,72
21531	Réseaux d'adduction d'eau	595 129,79	128 973,73	201 382,39	264 773,67
21561	Service de distribution d'eau	32 127,63	15 167,50	14 639,42	2 320,71
2181	Installat° générales, agencements	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
2182	Matériel de transport	23 781,35	31 923,88	0,00	-8 142,53
2183	Matériel de bureau et informatique	1 100,00	15 109,00	0,00	-14 009,00
2188	Autres immobilisations corporelles	3 200,00	0,00	1 123,85	2 076,15
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**3 487 386,91**	**2 069 176,98**	**946 520,95**	**471 688,98**
2313	Constructions	1 960,00	0,00	0,00	1 960,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	3 485 426,91	2 069 176,98	946 520,95	469 728,98
Total des dépenses d'équipement		**4 370 746,70**	**2 283 419,78**	**1 235 502,69**	**851 824,23**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**2 384 292,00**	**2 382 602,32**	**0,00**	**1 689,68**
1641	Emprunts en euros	1 528 913,00	1 527 223,66	0,00	1 689,34
166	Refinancement de dette	855 379,00	855 378,66	0,00	0,34
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
Total des dépenses financières		**2 384 292,00**	**2 382 602,32**	**0,00**	**1 689,68**
4581001	OPÉRATIONS SOUS MANDAT-DÉPENSES (4)	5 361,71	0,00	3 726,00	1 635,71
4581002	OPÉRATIONS SOUS MANDAT-DÉPENSES (4)	5 361,71	0,00	3 726,00	1 635,71
4581003	OPÉRATIONS SOUS MANDAT-DÉPENSES (4)	5 361,71	0,00	3 726,00	1 635,71
4581004	OPÉRATIONS SOUS MANDAT-DÉPENSES (4)	5 361,71	0,00	3 726,00	1 635,71
4581005	OPÉRATIONS SOUS MANDAT-DÉPENSES (4)	5 361,71	0,00	3 726,00	1 635,71
4581007	OPERATION SOUS MANDAT DEPENSES (4)	12 232,50	10 532,50	1 700,00	0,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		**39 041,05**	**10 532,50**	**20 330,00**	**8 178,55**
TOTAL DEPENSES REELLES		**6 794 079,75**	**4 676 554,60**	**1 255 832,69**	**861 692,46**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (5)***	***543 084,00***	***271 720,98***		***271 363,02***
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	***452 344,00***	***186 886,06***		***265 457,94***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*143 117,00*	*11 345,87*		*131 771,13*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*2 182,00*	*0,00*		*2 182,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*151 490,00*	*23 115,91*		*128 374,09*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*3 940,00*	*1 473,36*		*2 466,64*
13915	*Sub. équipt cpte résult.Groupements*	*504,00*	*0,00*		*504,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*151 111,00*	*150 950,92*		*160,08*
	Charges transférées	***90 740,00***	***84 834,92***		***5 905,08***
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*90 740,00*	*84 834,92*		*5 905,08*
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		***543 084,00***	***271 720,98***		***271 363,02***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**7 337 163,75**	**4 948 275,58**	**1 255 832,69**	**1 133 055,48**
Pour information		**1 359 832,47**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	**Subventions d'investissement**	**65 183,65**	**52 500,00**	**12 683,65**	**0,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	65 183,65	52 500,00	12 683,65	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées(hors 165)**	**2 716 917,17**	**1 710 757,32**	**1 400 000,00**	**-393 840,15**
1641	Emprunts en euros	1 861 538,17	855 378,66	1 400 000,00	-393 840,49
166	Refinancement de dette	855 379,00	855 378,66	0,00	0,34
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**2 782 100,82**	**1 763 257,32**	**1 412 683,65**	**-393 840,15**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**2 343 916,54**	**2 343 916,54**	**0,00**	**0,00**
1068	Autres réserves	2 343 916,54	2 343 916,54	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**2 343 916,54**	**2 343 916,54**	**0,00**	**0,00**
4582001	OPÉRATIONS SOUS MANDAT-RECETTES (3)	5 361,71	0,00	3 726,00	1 635,71
4582002	OPÉRATIONS SOUS MANDAT-RECETTES (3)	5 361,71	0,00	3 726,00	1 635,71
4582003	OPÉRATIONS SOUS MANDAT-RECETTES (3)	5 361,71	0,00	3 726,00	1 635,71
4582004	OPÉRATIONS SOUS MANDAT-RECETTES (3)	5 361,71	0,00	3 726,00	1 635,71
4582005	OPÉRATIONS SOUS MANDAT-RECETTES (3)	5 361,71	0,00	3 726,00	1 635,71
4582007	OPERATION SOUS MANDAT RECETTES (3)	12 232,50	10 532,50	1 700,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**39 041,05**	**10 532,50**	**20 330,00**	**8 178,55**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**5 165 058,41**	**4 117 706,36**	**1 433 013,65**	**-385 661,60**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***1 469 534,81***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)***	***2 062 403,00***	***1 103 264,62***		***959 138,38***
1641	*Emprunts en euros*	*90 740,00*	*84 834,92*		*5 905,08*
28031	*Frais d'études*	*4 567,00*	*48 905,69*		*-44 338,69*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*692,84*		*-692,84*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*3 806,00*	*1 727,05*		*2 078,95*
28121	*Aménagement Terrains nus*	*11 173,00*	*11 125,92*		*47,08*
28125	*Aménagement Terrains bâtis*	*2 897,00*	*0,00*		*2 897,00*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*14 080,00*	*0,00*		*14 080,00*
281311	*Bâtiments d'exploitation*	*11 812,00*	*1 179,51*		*10 632,49*
281315	*Bâtiments administratifs*	*1 847,00*	*0,00*		*1 847,00*
281351	*Aménagement Bâtiments d'exploitation*	*45 985,00*	*0,00*		*45 985,00*
281355	*Aménagement Bâtiments administratifs*	*31 287,00*	*0,00*		*31 287,00*
28138	*Aménagement Autres constructions*	*12 945,00*	*0,00*		*12 945,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*1 056,00*	*0,00*		*1 056,00*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*1 719 277,00*	*895 793,07*		*823 483,93*
281532	*Réseaux d'assainissement*	*334,00*	*0,00*		*334,00*
28154	*Matériel industriel*	*1 385,00*	*0,00*		*1 385,00*
281561	*Service de distribution d'eau*	*19 417,00*	*19 249,15*		*167,85*
2817311	*Bâtiments d'exploitation (mise à dispo)*	*309,00*	*0,00*		*309,00*
2817531	*Réseaux d'adduction d'eau (mad)*	*33 316,00*	*0,00*		*33 316,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*21 450,00*	*19 116,24*		*2 333,76*
28182	*Matériel de transport*	*6 465,00*	*0,00*		*6 465,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*2 079,00*	*2 573,07*		*-494,07*
28184	*Mobilier*	*2 198,00*	*0,00*		*2 198,00*
28188	*Autres*	*5 416,00*	*86,67*		*5 329,33*
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*18 562,00*	*17 980,49*		*581,51*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***3 531 937,81***	***1 103 264,62***		***2 428 673,19***
041	***Opérations patrimoniales (6)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***3 531 937,81***	***1 103 264,62***		***2 428 673,19***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**8 696 996,22**	**5 220 970,98**	**1 433 013,65**	**2 043 011,59**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**620 391,52**	**179 292,77**	**40 841,22**	**50 791,12**	**349 466,41**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	17 300,00	12 001,99	0,00	0,00	5 298,01
6063	Fournitures entretien et petit équipt	14 597,94	4 015,35	89,52	0,00	10 493,07
6064	Fournitures administratives	12 600,00	2 860,52	1 631,42	0,00	8 108,06
6066	Carburants	1 700,00	2 835,54	0,00	0,00	-1 135,54
6068	Autres matières et fournitures	1 550,00	497,75	34,60	0,00	1 017,65
611	Sous-traitance générale	39 417,22	12 723,67	2 250,22	0,00	24 443,33
6135	Locations mobilières	17 828,00	12 704,25	0,00	0,00	5 123,75
6137	Redevances, droits de passage, servitude	1 100,00	437,33	0,00	0,00	662,67
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	7 000,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
61523	Entretien, réparations réseaux	24 000,00	642,00	5 064,00	0,00	18 294,00
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	4 000,00	1 857,98	3 255,00	0,00	-1 112,98
61551	Entretien matériel roulant	3 500,00	5 104,33	305,98	0,00	-1 910,31
6156	Maintenance	33 250,00	20 063,60	1 053,10	0,00	12 133,30
6161	Multirisques	17 000,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00
6168	Autres	0,00	0,00	2 026,63	0,00	-2 026,63
617	Etudes et recherches	81 380,00	32 658,00	0,00	49 380,00	-658,00
618	Divers	14 355,00	1 376,11	0,00	0,00	12 978,89
6226	Honoraires	56 700,00	18 357,60	11 473,01	0,00	26 869,39
6227	Frais d'actes et de contentieux	12 000,00	810,09	0,00	0,00	11 189,91
6228	Divers	31 300,00	7 470,20	9 970,20	1 296,12	12 563,48
6231	Annonces et insertions	11 500,00	0,00	0,00	0,00	11 500,00
6238	Divers	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6251	Voyages et déplacements	4 000,00	135,50	0,00	0,00	3 864,50
6256	Missions	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6257	Réceptions	2 450,00	422,91	153,44	0,00	1 873,65
6261	Frais d'affranchissement	22 815,00	2 305,58	4,00	115,00	20 390,42
6262	Frais de télécommunications	15 166,36	8 522,81	0,00	0,00	6 643,55
627	Services bancaires et assimilés	1 298,00	1 286,50	0,00	0,00	11,50
6281	Concours divers (cotisations)	511,00	441,00	0,00	0,00	70,00
6282	Frais de gardiennage	3 200,00	3 028,52	0,00	0,00	171,48
6283	Frais de nettoyage des locaux	31 900,00	24 213,64	3 530,10	0,00	4 156,26
6287	Remboursements de frais	125 773,00	0,00	0,00	0,00	125 773,00
6288	Autres	3 500,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00
63512	Taxes foncières	5 400,00	2 520,00	0,00	0,00	2 880,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6358	Autres droits	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**558 540,00**	**558 540,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement Autre personnel	553 274,00	553 273,90	0,00	0,00	0,10
6218	extérieur	5 266,00	5 266,10	0,00	0,00	-0,10
014	**Atténuations de produits (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**32 000,00**	**13 022,46**	**15 000,00**	**0,00**	**3 977,54**
658	Charges diverses de gestion courante	32 000,00	13 022,46	15 000,00	0,00	3 977,54
	TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)	**1 210 931,52**	**750 855,23**	**55 841,22**	**50 791,12**	**353 443,95**
66	**Charges financières (b) (5)**	**195 322,00**	**153 829,53**	**14 042,48**	**0,00**	**27 449,99**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	209 330,00	185 140,69	0,00	0,00	24 189,31
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-14 008,00	-31 311,16	14 042,48	0,00	3 260,68
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**195 900,00**	**157 655,69**	**0,00**	**22 500,00**	**15 744,31**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
6742	Subventions exceptionnelles d'équipement	42 900,00	17 655,60	0,00	22 500,00	2 744,40
678	Autres charges exceptionnelles	145 000,00	140 000,09	0,00	0,00	4 999,91
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**				
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f	**1 602 153,52**	**1 062 340,45**	**69 883,70**	**73 291,12**	**396 638,25**

023	***Virement à la section d'investissement***	***1 327 774,50***				
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)***	***1 869 284,00***	***1 846 809,09***			***22 474,91***
6688	*Autre*	*108 185,00*	*99 129,97*			*9 055,03*
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*1 736 083,00*	*1 724 018,75*			*12 064,25*
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*25 016,00*	*23 660,37*			*1 355,63*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***3 197 058,50***	***1 846 809,09***			***1 350 249,41***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***3 197 058,50***	***1 846 809,09***			***1 350 249,41***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**4 799 212,02**	**2 909 149,54**	**69 883,70**	**73 291,12**	**1 746 887,66**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	14 042,48
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	31 311,16
= Différence ICNE N - ICNE N-1	-17 268,68

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges (2)**	**0,00**	**4 643,00**	**0,00**	**0,00**	**-4 643,00**
64198	Autres remboursements	0,00	4 643,00	0,00	0,00	-4 643,00
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	***3 353 833,21***	***4 222 516,34***	***506 246,11***	***0,00***	***-1 374 929,24***
70111	Ventes d'eau aux abonnés	*3 330 000,00*	*4 052 390,47*	*506 246,11*	*0,00*	*-1 228 636,58*
70611	Redevance d'assainissement collectif	*0,00*	*137 492,74*	*0,00*	*0,00*	*-137 492,74*
7068	Autres prestations de services	*10 000,00*	*32 633,13*	*0,00*	*0,00*	*-22 633,13*
7087	Remboursement de frais	*13 833,21*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*13 833,21*
73	**Produits issus de la fiscalité (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**5 000,00**	**5 067,78**	**0,00**	**0,00**	**-67,78**
747	Subv. et participat° collectivités	5 000,00	5 067,78	0,00	0,00	-67,78
75	**Autres produits de gestion courante**	**8 010,00**	**8 806,70**	**0,00**	**0,00**	**-796,70**
752	Revenus des immeubles Autres	7 500,00	7 838,60	0,00	0,00	-338,60
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**3 366 843,21**	**4 241 033,82**	**506 246,11**	**0,00**	**-1 380 436,72**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**92 606,00**	**96 163,81**	**0,00**	**0,00**	**-3 557,81**
7711	Dédits et pénalités perçus	89 800,00	90 941,91	0,00	0,00	-1 141,91
773	Mandats annulés (exercices antérieurs) Autres produits	108,00	129,22	0,00	0,00	-21,22
778	exceptionnels	2 698,00	5 092,68	0,00	0,00	-2 394,68
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**3 459 449,21**	**4 337 197,63**	**506 246,11**	**0,00**	**-1 383 994,53**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6)***	***359 624,00***	***350 568,55***			***9 055,45***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul Transferts*	*251 439,00*	*251 438,58*			*0,42*
796	*charges financières*	*108 185,00*	*99 129,97*			*9 055,03*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***359 624,00***	***350 568,55***			***9 055,45***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**3 819 073,21**	**4 687 766,18**	**506 246,11**	**0,00**	**-1 374 939,08**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**980 138,81**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N - ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.*
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES					B1
Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**100 560,00**	**18 611,34**	**68 129,06**	**13 819,60**
2031	Frais d'études	83 560,00	1 620,94	68 129,06	13 810,00
2051	Concessions et droits assimilés	17 000,00	16 990,40	0,00	9,60
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**3 402 769,35**	**883 354,31**	**1 283 693,24**	**1 235 721,80**
2111	Terrains nus	0,00	770,00	0,00	-770,00
21315	Bâtiments administratifs	19 568,00	5 238,53	0,00	14 329,47
21355	Aménagement Bâtiments administratifs	9 545,74	9 131,38	5 758,74	-5 344,38
21531	Réseaux d'adduction d'eau	3 107 232,66	833 883,83	1 164 018,69	1 109 330,14
21561	Service de distribution d'eau	186 000,00	0,00	75 115,07	110 884,93
2181	Installat° générales, agencements	9 285,00	0,00	9 285,00	0,00
2182	Matériel de transport	59 801,95	13 367,96	29 090,72	17 343,27
2183	Matériel de bureau et informatique	7 200,00	18 130,80	0,00	-10 930,80
2184	Mobilier	0,00	336,00	0,00	-336,00
2188	Autres immobilisations corporelles	4 136,00	2 495,81	425,02	1 215,17
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**2 805 484,80**	**938 614,67**	**905 231,40**	**961 638,73**
2313	Constructions	80 000,00	0,00	27 312,00	52 688,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	2 725 484,80	938 614,67	877 919,40	908 950,73
	Total des dépenses d'équipement	**6 308 814,15**	**1 840 580,32**	**2 257 053,70**	**2 211 180,13**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**2 457 306,00**	**2 366 622,80**	**0,00**	**90 683,20**
1641	Emprunts en euros	1 554 653,00	1 463 970,66	0,00	90 682,34
166	Refinancement de dette	902 653,00	902 652,14	0,00	0,86
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**2 457 306,00**	**2 366 622,80**	**0,00**	**90 683,20**
4581005	OPÉRATIONS SOUS MANDAT-DÉPENSES (4)	5 470,98	0,00	125,98	5 345,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**5 470,98**	**0,00**	**125,98**	**5 345,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**8 771 591,13**	**4 207 203,12**	**2 257 179,68**	**2 307 208,33**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (5)***	***359 624,00***	***350 568,55***		***9 055,45***
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	***251 439,00***	***251 438,58***		***0,42***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*4 963,00*	*4 963,00*		*0,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*14 464,00*	*14 463,50*		*0,50*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*132,00*	*1 244,75*		*-1 112,75*
13917	*Sub. équipt cpte résult.Budget communaut*	*0,00*	*723,31*		*-723,31*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*231 688,00*	*230 044,02*		*1 643,98*
13933	*Sub. transf cpte résult. P.A.E.*	*192,00*	*0,00*		*192,00*
	Charges transférées	***108 185,00***	***99 129,97***		***9 055,03***
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*108 185,00*	*99 129,97*		*9 055,03*
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***1 030 664,00***	***373 145,88***		***657 518,12***
2762	*Créances transfert droit déduct° TVA*	*1 030 664,00*	*373 145,88*		*657 518,12*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***1 390 288,00***	***723 714,43***		***666 573,57***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**10 161 879,13**	**4 930 917,55**	**2 257 179,68**	**2 973 781,90**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	**187 284,23**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES					B2
Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	**Subventions d'investissement**	**9 768,00**	**0,00**	**9 768,00**	**0,00**
1313	Subv. équipt Départements	9 768,00	0,00	9 768,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées(hors 165)**	**3 362 553,29**	**1 805 404,37**	**0,00**	**1 557 148,92**
1641	Emprunts en euros	2 459 900,29	902 752,23	0,00	1 557 148,06
166	Refinancement de dette	902 653,00	902 652,14	0,00	0,86
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**5 438,52**	**0,00**	**-5 438,52**
21531	Réseaux d'adduction d'eau	0,00	5 438,52	0,00	-5 438,52
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**3 372 321,29**	**1 810 842,89**	**9 768,00**	**1 551 710,40**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**1 702 945,02**	**1 702 945,02**	**0,00**	**0,00**
1068	Autres réserves	1 702 945,02	1 702 945,02	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**1 040 829,55**	**157 363,31**	**352 212,36**	**531 253,88**
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	1 040 829,55	157 363,31	352 212,36	531 253,88
	Total des recettes financières	**2 743 774,57**	**1 860 308,33**	**352 212,36**	**531 253,88**
4582005	OPÉRATIONS SOUS MANDAT-RECETTES (3)	5 345,00	0,00	0,00	5 345,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**5 345,00**	**0,00**	**0,00**	**5 345,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**6 121 440,86**	**3 671 151,22**	**361 980,36**	**2 088 309,28**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***1 327 774,50***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)***	***1 869 284,00***	***1 846 809,09***		***22 474,91***
1641	*Emprunts en euros*	*108 185,00*	*99 129,97*		*9 055,03*
28031	*Frais d'études*	*16 475,00*	*16 132,52*		*342,48*
28033	*Frais d'insertion*	*2 544,00*	*871,88*		*1 672,12*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*	*498,90*		*-498,90*
28121	*Aménagement Terrains nus*	*1 111,00*	*1 111,00*		*0,00*
281311	*Bâtiments d'exploitation*	*324 193,00*	*317 304,98*		*6 888,02*
281315	*Bâtiments administratifs*	*72 186,00*	*79 184,48*		*-6 998,48*
281355	*Aménagement Bâtiments administratifs*	*230,00*	*0,00*		*230,00*
281411	*Bâtiments exploitation sur sol d'autrui*	*0,00*	*6 364,00*		*-6 364,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*1 565,00*	*1 173,87*		*391,13*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*1 120 997,00*	*1 103 968,93*		*17 028,07*
281532	*Réseaux d'assainissement*	*1 039,00*	*0,00*		*1 039,00*
281561	*Service de distribution d'eau*	*151 515,00*	*151 514,88*		*0,12*
28157	*Aménagement matériel industriel*	*30 752,00*	*31 817,33*		*-1 065,33*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*5 281,00*	*4 193,68*		*1 087,32*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*1 713,50*		*-1 713,50*
28188	*Autres*	*8 195,00*	*8 168,80*		*26,20*
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*25 016,00*	*23 660,37*		*1 355,63*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***3 197 058,50***	***1 846 809,09***		***1 350 249,41***
041	***Opérations patrimoniales (6)***	***1 030 664,00***	***373 145,88***		***657 518,12***
2031	*Frais d'études*	*14 881,00*	*171,16*		*14 709,84*
2033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*74,91*		*-74,91*
2051	*Concessions et droits assimilés*	*0,00*	*2 414,00*		*-2 414,00*
21531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*326 279,00*	*202 858,83*		*123 420,17*
21561	*Service de distribution d'eau*	*11 000,00*	*0,00*		*11 000,00*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*678 504,00*	*167 626,98*		*510 877,02*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***4 227 722,50***	***2 219 954,97***		***2 007 767,53***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**10 349 163,36**	**5 891 106,19**	**361 980,36**	**4 096 076,81**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**5 032 524,85**	**3 133 700,62**	**627 342,98**	**213 029,31**	**1 058 451,94**
60221	Combustibles et carburants	27,25	27,25	0,00	0,00	0,00
60226	Vêtements de travail	-1 612,34	0,00	0,00	0,00	-1 612,34
604	Achats d'études, prestations de services	5 000,00	3 741,45	0,00	0,00	1 258,55
605	Achats d'eau	0,00	1 233,56	0,00	0,00	-1 233,56
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	1 087 500,00	947 274,77	19 801,84	0,00	120 423,39
6062	Produits de traitement	350 000,00	288 234,55	25 542,23	4 256,32	31 966,90
6063	Fournitures entretien et petit équipt	155 598,10	99 977,42	10 117,12	431,50	45 072,06
6064	Fournitures administratives	16 000,00	5 150,60	981,03	0,00	9 868,37
6066	Carburants	82 172,75	-467,00	467,00	0,00	82 172,75
6068	Autres matières et fournitures	148 000,00	100 045,67	17 596,24	0,00	30 358,09
611	Sous-traitance générale	977 353,58	389 323,52	318 198,98	172 394,23	97 436,85
6132	Locations immobilières	29 600,00	33 546,76	0,00	0,00	-3 946,76
6135	Locations mobilières	118 266,00	82 776,18	14 786,47	102,85	20 600,50
6137	Redevances, droits de passage, servitude	2 000,00	2 488,43	0,00	0,00	-488,43
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	98 135,00	6 031,90	4 845,18	0,00	87 257,92
61523	Entretien, réparations réseaux	371 752,00	181 391,95	97 231,54	9 171,69	83 956,82
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	60 162,00	42 950,31	6 518,00	880,00	9 813,69
61551	Entretien matériel roulant	74 000,00	39 461,87	1 803,47	1 070,74	31 663,92
61558	Entretien autres biens mobiliers	54 000,00	7 598,78	8 672,90	153,00	37 575,32
6156	Maintenance	145 500,00	43 700,39	3 814,37	0,00	97 985,24
6161	Multirisques	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
6162	Assurance obligatoire dommage construct°	0,00	24 032,45	0,00	0,00	-24 032,45
6168	Autres	0,00	10 808,01	0,00	0,00	-10 808,01
617	Etudes et recherches	15 000,00	500,00	0,00	2 595,78	11 904,22
618	Divers	40 343,00	26 657,24	2 000,00	0,00	11 685,76
6222	Commissions recouvrement redevance	0,00	3 353,40	0,00	0,00	-3 353,40
6226	Honoraires	47 000,00	6 538,86	0,00	0,00	40 461,14
6227	Frais d'actes et de contentieux	13 388,88	257,67	0,00	0,00	13 131,21
6228	Divers	10 833,33	18 710,25	1 000,00	0,00	-8 876,92
6231	Annonces et insertions	16 500,00	4 230,83	0,00	0,00	12 269,17
6236	Catalogues et imprimés	1 000,00	1 523,30	0,00	0,00	-523,30
6237	Publications	600,00	1 960,00	0,00	0,00	-1 360,00
6238	Divers	1 000,00	23,00	0,00	0,00	977,00
6241	Transports sur achats	500,00	417,43	39,00	0,00	43,57
6248	Divers	730 500,00	683 929,78	63 184,11	19 500,00	-36 113,89
6251	Voyages et déplacements	1 800,00	1 927,77	11,50	0,00	-139,27
6256	Missions	3 500,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00
6257	Réceptions	6 500,00	32,84	0,00	0,00	6 467,16
6261	Frais d'affranchissement	22 000,00	8 292,32	0,00	0,00	13 707,68
6262	Frais de télécommunications	55 900,00	43 937,61	0,00	0,00	11 962,39
627	Services bancaires et assimilés	7 668,00	8 593,60	0,00	0,00	-925,60
6281	Concours divers (cotisations)	1 100,00	10 234,00	0,00	0,00	-9 134,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	29 800,00	26 148,26	4 240,00	2 473,20	-3 061,46
6287	Remboursements de frais	146 470,30	-24 128,12	26 000,00	0,00	144 598,42
6288	Autres	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	1 667,00	643,76	0,00	0,00	1 023,24
6358	Autres droits	2 500,00	588,00	492,00	0,00	1 420,00
6371	Redevance versée aux agences de l'eau	13 000,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00
6378	Autres taxes et redevances	70 000,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**2 745 213,00**	**2 702 631,84**	**42 581,16**	**0,00**	**0,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	2 629 513,00	2 745 213,00	0,00	0,00	-115 700,00
6218	Autre personnel extérieur	115 700,00	-42 581,16	42 581,16	0,00	115 700,00
014	**Atténuations de produits (4)**	**108 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**108 000,00**
706129	Reverst redevance modernisat° agence eau	108 000,00	0,00	0,00	0,00	108 000,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**37 200,00**	**17 108,35**	**0,00**	**0,00**	**20 091,65**
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	2 600,00	2 283,04	0,00	0,00	316,96
6541	Créances admises en non-valeur	13 500,00	8 908,64	0,00	0,00	4 591,36
6542	Créances éteintes	7 500,00	5 771,20	0,00	0,00	1 728,80
658	Charges diverses de gestion courante	13 600,00	145,47	0,00	0,00	13 454,53
	TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)	**7 922 937,85**	**5 853 440,81**	**669 924,14**	**213 029,31**	**1 186 543,59**
66	**Charges financières (b) (5)**	**1 017 119,00**	**603 850,72**	**405 578,02**	**0,00**	**7 690,26**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 053 507,00	1 049 694,66	0,00	0,00	3 812,34
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-48 388,00	-457 613,96	405 578,02	0,00	3 647,94
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	0,00	1 003,34	0,00	0,00	-1 003,34
6688	Autre	12 000,00	10 766,68	0,00	0,00	1 233,32
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**52 359,00**	**21 307,46**	**3 304,52**	**1 042,00**	**26 705,02**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	23 690,00	14 316,35	0,00	0,00	9 373,65
6742	Subventions exceptionnelles d'équipement	9 910,00	3 218,75	0,00	1 042,00	5 649,25
6743	Subventions exceptionnelles fonctionnt	0,00	0,00	3 304,52	0,00	-3 304,52
678	Autres charges exceptionnelles	18 759,00	3 772,36	0,00	0,00	14 986,64
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**				
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f	**8 992 415,85**	**6 478 598,99**	**1 078 806,68**	**214 071,31**	**1 220 938,87**
023	***Virement à la section d'investissement***	***2 710 237,56***				
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)***	***4 742 990,00***	***4 638 936,79***			***104 053,21***
6688	*Autre*	*861 426,00*	*789 102,16*			*72 323,84*
675	*Valeur comptable éléments d'actif cédés*	*0,00*	*19 572,00*			*-19 572,00*
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*3 777 778,00*	*3 732 935,09*			*44 842,91*
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*103 786,00*	*97 327,54*			*6 458,46*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	***7 453 227,56***	***4 638 936,79***			***2 814 290,77***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	***7 453 227,56***	***4 638 936,79***			***2 814 290,77***
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**16 445 643,41**	**11 117 535,78**	**1 078 806,68**	**214 071,31**	**4 035 229,64**
	Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1	**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	405 578,02
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	457 613,96
= Différence ICNE N - ICNE N-1	-52 035,94

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges (2)**	**0,00**	**1 051,84**	**0,00**	**0,00**	**-1 051,84**
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0,00	1 051,84	0,00	0,00	-1 051,84
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	***10 656 364,00***	***6 371 590,41***	***5 091 885,75***	***0,00***	***-807 112,16***
70128	Autres taxes et redevances	*90 000,00*	*30 913,44*	*0,00*	*0,00*	*59 086,56*
704	Travaux	*50 000,00*	*14 348,27*	*0,00*	*0,00*	*35 651,73*
70611	Redevance d'assainissement collectif	*8 600 000,00*	*4 096 370,28*	*5 068 279,50*	*0,00*	*-564 649,78*
706121	Redevance modernisation des réseaux	*100 000,00*	*47 411,25*	*17 228,25*	*0,00*	*35 360,50*
70613	Participations assainissement collectif	*820 000,00*	*1 248 850,86*	*6 378,00*	*0,00*	*-435 228,86*
7068	Autres prestations de services	*160 000,00*	*106 405,17*	*0,00*	*0,00*	*53 594,83*
7087	Remboursement de frais	*836 364,00*	*827 291,14*	*0,00*	*0,00*	*9 072,86*
73	**Produits issus de la fiscalité (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**498 900,00**	**428 247,40**	**0,00**	**0,00**	**70 652,60**
741	Primes d'épuration	498 900,00	428 247,40	0,00	0,00	70 652,60
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**3 783,31**	**0,00**	**0,00**	**-3 783,31**
7588	Autres	0,00	3 783,31	0,00	0,00	-3 783,31
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**11 155 264,00**	**6 804 672,96**	**5 091 885,75**	**0,00**	**-741 294,71**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**328 715,00**	**451 803,78**	**82,29**	**0,00**	**-123 171,07**
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	1 686,66	82,29	0,00	-1 768,95
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	19 572,00	0,00	0,00	-19 572,00
778	Autres produits exceptionnels	328 715,00	430 545,12	0,00	0,00	-101 830,12
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**11 483 979,00**	**7 256 476,74**	**5 091 968,04**	**0,00**	**-864 465,78**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6)***	***2 061 668,00***	***1 989 303,36***			***72 364,64***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*1 200 242,00*	*1 200 201,20*			*40,80*
796	*Transferts charges financières*	*861 426,00*	*789 102,16*			*72 323,84*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***2 061 668,00***	***1 989 303,36***			***72 364,64***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**13 545 647,00**	**9 245 780,10**	**5 091 968,04**	**0,00**	**-792 101,14**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**2 899 996,41**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N - ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.*
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**195 927,70**	**86 404,21**	**64 341,01**	**45 182,48**
2031	Frais d'études	179 301,70	54 110,54	64 341,01	60 850,15
2033	Frais d'insertion	0,00	1 170,00	0,00	-1 170,00
2051	Concessions et droits assimilés	16 626,00	31 123,67	0,00	-14 497,67
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**2 345 127,58**	**845 584,08**	**693 734,57**	**805 808,93**
2111	Terrains nus	100 889,00	93 045,10	0,00	7 843,90
21351	Aménagement Bâtiments d'exploitation	0,00	4 438,86	0,00	-4 438,86
21355	Aménagement Bâtiments administratifs	8 500,00	3 066,30	2 654,75	2 778,95
21532	Réseaux d'assainissement	1 128 001,71	193 684,71	443 343,51	490 973,49
21562	Service d'assainissement	316 847,41	131 571,89	52 344,58	132 930,94
2157	Aménagements matériels industriels	107,83	0,00	0,00	107,83
2182	Matériel de transport	649 243,90	359 199,32	186 275,93	103 768,65
2183	Matériel de bureau et informatique	49 745,09	22 823,57	3 403,97	23 517,55
2184	Mobilier	16 986,50	8 313,41	1 628,49	7 044,60
2188	Autres immobilisations corporelles	74 806,14	29 440,92	4 083,34	41 281,88
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**12 381 720,51**	**8 531 592,91**	**2 471 365,67**	**1 378 761,93**
2313	Constructions	4 965 041,03	4 955 041,03	0,00	10 000,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	7 416 679,48	3 464 403,09	2 471 365,67	1 480 910,72
238	Avances commandes immo. incorp.	0,00	112 148,79	0,00	-112 148,79
	Total des dépenses d'équipement	**14 922 775,79**	**9 463 581,20**	**3 229 441,25**	**2 229 753,34**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**19 574,00**	**0,00**	**0,00**	**19 574,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	19 574,00	0,00	0,00	19 574,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**8 363 365,00**	**8 360 420,36**	**0,00**	**2 944,64**
1641	Emprunts en euros	4 132 928,00	4 131 883,95	0,00	1 044,05
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	746 000,00	745 012,17	0,00	987,83
166	Refinancement de dette	3 292 437,00	3 292 436,90	0,00	0,10
1678	Autres dettes condit° particulières	87 000,00	86 828,96	0,00	171,04
1681	Autres emprunts	99 000,00	98 604,05	0,00	395,95
1687	Autres dettes	6 000,00	5 654,33	0,00	345,67
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**8 382 939,00**	**8 360 420,36**	**0,00**	**22 518,64**
4581003	OPÉRATIONS SOUS MANDAT-DÉPENSES (4)	8 206,00	3 022,80	0,00	5 183,20
4581004	OPÉRATIONS SOUS MANDAT-DÉPENSES (4)	48 295,54	28 977,54	19 317,10	0,90
4581006	OPÉRATIONS SOUS MANDAT-DÉPENSES (4)	604 537,31	261 871,98	289 541,64	53 123,69
4581007	OPERATION SOUS MANDAT DEPENSES (4)	4 863,00	0,00	0,00	4 863,00
4581009	OPERATIONS SOUS MANDAT RECETTE (4)	615 672,55	400 734,55	177 807,46	37 130,54
4581011	OPERATIONS SOUS MANDAT : RECETTES (4)	210 000,00	97 793,10	67 956,90	44 250,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**1 491 574,40**	**792 399,97**	**554 623,10**	**144 551,33**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**24 797 289,19**	**18 616 401,53**	**3 784 064,35**	**2 396 823,31**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (5)***	***2 061 668,00***	***1 989 303,36***		***72 364,64***
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	***1 200 242,00***	***1 200 201,20***		***40,80***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*723 453,00*	*847 722,95*		*-124 269,95*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*44 218,00*	*26 636,61*		*17 581,39*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*49 266,00*	*40 890,22*		*8 375,78*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*119 666,00*	*131 425,66*		*-11 759,66*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*2 087,00*	*2 086,66*		*0,34*
13915	*Sub. équipt cpte résult.Groupements*	*75,00*	*75,00*		*0,00*
13916	*Sub. équipt cpte résult. Autres EPL*	*24 606,00*	*1 237,00*		*23 369,00*
13917	*Sub. équipt cpte résult.Budget communaut*	*0,00*	*21 733,05*		*-21 733,05*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*236 871,00*	*128 394,05*		*108 476,95*
	Charges transférées	***861 426,00***	***789 102,16***		***72 323,84***
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*861 426,00*	*789 102,16*		*72 323,84*
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***50 000,00***	***40 189,20***		***9 810,80***
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*50 000,00*	*40 189,20*		*9 810,80*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***2 111 668,00***	***2 029 492,56***		***82 175,44***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		**26 908 957,19**	**20 645 894,09**	**3 784 064,35**	**2 478 998,75**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	**Subventions d'investissement**	**5 242 000,15**	**1 906 128,80**	**556 042,88**	**2 779 828,47**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	5 162 680,15	1 827 780,71	548 769,21	2 786 130,23
13118	Autres Subv. Équipt Etat	47 500,00	47 500,00	0,00	0,00
1313	Subv. équipt Départements	7 273,00	6 300,30	7 273,67	-6 300,97
1316	Subv. équipt Autres E.P.L.	12 201,00	12 201,41	0,00	-0,41
1318	Autres subventions d'équipement	12 346,00	12 346,38	0,00	-0,38
16	**Emprunts et dettes assimilées(hors 165)**	**9 428 545,91**	**6 949 040,32**	**1 182 500,00**	**1 297 005,59**
1641	Emprunts en euros	6 116 534,91	3 294 083,40	1 100 000,00	1 722 451,51
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,02	0,00	-0,02
166	Refinancement de dette	3 292 437,00	3 292 436,90	0,00	0,10
1678	Autres dettes condit° particulières	19 574,00	0,00	0,00	19 574,00
1681	Autres emprunts	0,00	362 520,00	82 500,00	-445 020,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**49 166,61**	**77 699,66**	**0,00**	**-28 533,05**
2313	Constructions	0,00	431,72	0,00	-431,72
2315	Installat°, matériel et outillage techni	49 166,61	1 392,16	0,00	47 774,45
238	Avances commandes immo. incorp.	0,00	75 875,78	0,00	-75 875,78
	Total des recettes d'équipement	**14 719 712,67**	**8 932 868,78**	**1 738 542,88**	**4 048 301,01**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**9 831,00**	**0,00**	**-9 831,00**
10222	FCTVA	0,00	9 831,00	0,00	-9 831,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**3 500,00**	**0,00**	**0,00**	**3 500,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	3 500,00	0,00	0,00	3 500,00
	Total des recettes financières	**3 500,00**	**9 831,00**	**0,00**	**-6 331,00**
4582003	OPÉRATIONS SOUS MANDAT-RECETTES (3)	43 219,30	3 022,80	0,00	40 196,50
4582004	OPÉRATIONS SOUS MANDAT-RECETTES (3)	48 236,59	36 032,55	12 203,14	0,90
4582006	OPÉRATIONS SOUS MANDAT - RECETTES (3)	652 509,58	261 871,98	171 473,30	219 164,30
4582007	OPERATION SOUS MANDAT RECETTES (3)	4 862,14	0,00	4 862,14	0,00
4582009	OPERATIONS SOUS MANDAT RECETTE (3)	615 672,55	80 672,55	497 869,46	37 130,54
4582011	OPERATIONS SOUS MANDAT : RECETTES (3)	210 000,00	0,00	192 857,40	17 142,60
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**1 574 500,16**	**381 599,88**	**879 265,44**	**313 634,84**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**16 297 712,83**	**9 324 299,66**	**2 617 808,32**	**4 355 604,85**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***2 710 237,56***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)***	***4 742 990,00***	***4 638 936,79***		***104 053,21***
1641	*Emprunts en euros*	*861 426,00*	*789 102,16*		*72 323,84*
2111	*Terrains nus*	*0,00*	*19 572,00*		*-19 572,00*
28031	*Frais d'études*	*2 060,00*	*19 305,32*		*-17 245,32*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*27 246,00*	*23 012,66*		*4 233,34*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*0,00*	*1 709,97*		*-1 709,97*
281311	*Bâtiments d'exploitation*	*1 140 931,00*	*741 868,30*		*399 062,70*
281351	*Aménagement Bâtiments d'exploitation*	*28 084,00*	*37 397,78*		*-9 313,78*
28138	*Aménagement Autres constructions*	*284 417,00*	*196 560,28*		*87 856,72*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*63 197,00*	*66 368,45*		*-3 171,45*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*0,00*	*602,14*		*-602,14*
281532	*Réseaux d'assainissement*	*1 597 134,00*	*1 832 686,93*		*-235 552,93*
28154	*Matériel industriel*	*2 292,00*	*8 787,64*		*-6 495,64*
28155	*Outillage industriel*	*33 141,00*	*34 833,13*		*-1 692,13*
281562	*Service d'assainissement*	*51 871,00*	*37 600,79*		*14 270,21*
28157	*Aménagement matériel industriel*	*274 328,00*	*288 960,91*		*-14 632,91*
2817311	*Bâtiments d'exploitation (mise à dispo)*	*0,00*	*29 391,68*		*-29 391,68*
281738	*Autres constructions (mise à dispo)*	*768,00*	*758,97*		*9,03*
281751	*Installat° complexes spécialisées (mad)*	*1 336,00*	*714,13*		*621,87*
2817531	*Réseaux d'adduction d'eau (mad)*	*1 336,00*	*1 336,54*		*-0,54*
2817532	*Réseaux d'assainissement (mad)*	*223 220,00*	*318 396,59*		*-95 176,59*
281757	*Aménagement matériel industriel (mad)*	*4 635,00*	*4 549,21*		*85,79*
281783	*Matériel bureau et info (mise à dispo)*	*473,00*	*472,51*		*0,49*
28181	*Installations générales, agencements*	*868,00*	*9 985,90*		*-9 117,90*
28182	*Matériel de transport*	*20 550,00*	*18 214,64*		*2 335,36*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*9 645,00*	*37 714,03*		*-28 069,03*
28184	*Mobilier*	*1 096,00*	*6 335,72*		*-5 239,72*
28188	*Autres*	*9 150,00*	*15 370,87*		*-6 220,87*
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*103 786,00*	*97 327,54*		*6 458,46*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***7 453 227,56***	***4 638 936,79***		***2 814 290,77***
041	***Opérations patrimoniales (6)***	***50 000,00***	***40 189,20***		***9 810,80***
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*50 000,00*	*40 189,20*		*9 810,80*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***7 503 227,56***	***4 679 125,99***		***2 824 101,57***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**23 800 940,39**	**14 003 425,65**	**2 617 808,32**	**7 179 706,42**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	**3 108 016,80**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Libellé (1)		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**12 836 273,88**	**6 259 237,79**	**5 437 747,99**	**15 675,00**	**1 123 613,10**
6063	Fournitures entretien et petit équipt	6 000,00	282,42	0,00	0,00	5 717,58
6066	Carburants	4 500,00	239,33	43,45	0,00	4 217,22
611	Sous-traitance générale	0,00	2 262,68	0,00	0,00	-2 262,68
6132	Locations immobilières	557 300,00	308 527,85	0,00	0,00	248 772,15
6135	Locations mobilières	0,00	726,15	0,00	0,00	-726,15
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	15 000,00	1 540,00	1 500,00	0,00	11 960,00
61523	Entretien, réparations réseaux	3 040,00	200,00	2 000,00	0,00	840,00
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	0,00	41,27	0,00	0,00	-41,27
61551	Entretien matériel roulant	0,00	304,19	0,00	0,00	-304,19
6156	Maintenance	20 000,00	0,00	4 250,00	15 675,00	75,00
6161	Multirisques	11 290,00	3 110,34	0,00	0,00	8 179,66
617	Etudes et recherches	11 265 555,00	5 036 217,00	5 427 542,37	0,00	801 795,63
618	Divers	16 388,88	605,00	0,00	0,00	15 783,88
6226	Honoraires	1 170,00	1 465,00	0,00	0,00	-295,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	5 000,00	2 184,13	2 412,17	0,00	403,70
6228	Divers	0,00	313,30	0,00	0,00	-313,30
6231	Annonces et insertions	0,00	106,00	0,00	0,00	-106,00
6236	Catalogues et imprimés	4 000,00	112,90	0,00	0,00	3 887,10
6251	Voyages et déplacements	11 000,00	962,12	0,00	0,00	10 037,88
6262	Frais de télécommunications	0,00	44,78	0,00	0,00	-44,78
627	Services bancaires et assimilés	0,00	5 996,00	0,00	0,00	-5 996,00
6287	Remboursements de frais	841 030,00	827 291,14	0,00	0,00	13 738,86
63512	Taxes foncières	70 000,00	64 072,00	0,00	0,00	5 928,00
6356	Redevances occupat° domaine public	5 000,00	2 634,19	0,00	0,00	2 365,81
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**897 284,00**	**897 284,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	897 284,00	897 284,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)	**13 733 557,88**	**7 156 521,79**	**5 437 747,99**	**15 675,00**	**1 123 613,10**
66	**Charges financières (b) (5)**	**953 000,00**	**550 388,31**	**387 004,24**	**0,00**	**15 607,45**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	983 000,00	976 126,31	0,00	0,00	6 873,69
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-30 000,00	-425 738,00	387 004,24	0,00	8 733,76
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**4 670 300,00**	**4 479 147,78**	**0,00**	**0,00**	**191 152,22**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	194 300,00	12 123,00	0,00	0,00	182 177,00
6742	Subventions exceptionnelles d'équipement	76 000,00	58 031,92	0,00	0,00	17 968,08
678	Autres charges exceptionnelles	4 400 000,00	4 408 992,86	0,00	0,00	-8 992,86
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**50 000,00**				
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f	**19 406 857,88**	**12 186 057,88**	**5 824 752,23**	**15 675,00**	**1 380 372,77**
023	***Virement à la section d'investissement***	***2 756 277,60***				
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)***	***4 294 612,00***	***4 286 752,75***			***7 859,25***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*4 281 612,00*	*4 273 825,21*			*7 786,79*
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*13 000,00*	*12 927,54*			*72,46*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	***7 050 889,60***	***4 286 752,75***			***2 764 136,85***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	***7 050 889,60***	***4 286 752,75***			***2 764 136,85***
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**26 457 747,48**	**16 472 810,63**	**5 824 752,23**	**15 675,00**	**4 144 509,62**
	Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1	**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	387 004,24
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	425 738,00
= Différence ICNE N - ICNE N-1	-38 733,76

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF						III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES						A2
Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	***16 842 178,00***	***12 057 691,03***	***8 048 187,79***	***0,00***	***-3 263 700,82***
704	Travaux	*35 000,00*	*37 347,51*	*0,00*	*0,00*	*-2 347,51*
70611	Redevance d'assainissement collectif	*15 500 000,00*	*9 468 394,06*	*7 867 721,61*	*0,00*	*-1 836 115,67*
70613	articipations assainissement collectif	*800 828,00*	*2 268 828,00*	*0,00*	*0,00*	*-1 468 000,00*
7068	Autres prestations de services	*151 500,00*	*102 655,28*	*0,00*	*0,00*	*48 844,72*
7087	Remboursement de frais	*354 850,00*	*180 466,18*	*180 466,18*	*0,00*	*-6 082,36*
73	**Produits issus de la fiscalité (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**138 000,00**	**189 349,20**	**0,00**	**0,00**	**-51 349,20**
741	Primes d'épuration	138 000,00	189 349,20	0,00	0,00	-51 349,20
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**16 980 178,00**	**12 247 040,23**	**8 048 187,79**	**0,00**	**-3 315 050,02**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**2 872,03**	**0,00**	**0,00**	**-2 872,03**
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	2 872,00	0,00	0,00	-2 872,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	0,03	0,00	0,00	-0,03
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**16 980 178,00**	**12 249 912,26**	**8 048 187,79**	**0,00**	**-3 317 922,05**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6)***	***1 651 005,00***	***1 181 037,72***			***469 967,28***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*1 651 005,00*	*1 181 037,72*			*469 967,28*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***1 651 005,00***	***1 181 037,72***			***469 967,28***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**18 631 183,00**	**13 430 949,98**	**8 048 187,79**	**0,00**	**-2 847 954,77**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**7 826 564,48**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N - ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.*
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF						III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES						B1
Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12		Crédits annulés (2)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**171 171,64**	**105 294,26**	**45 406,23**		**20 471,15**
2031	Frais d'études	170 371,64	100 598,09	45 406,23		24 367,32
2033	Frais d'insertion	0,00	1 620,00	0,00		-1 620,00
2051	Concessions et droits assimilés	800,00	3 076,17	0,00		-2 276,17
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**635 180,82**	**153 198,55**	**35 647,40**		**446 334,87**
2111	Terrains nus	2 748,00	0,00	2 748,00		0,00
2138	Autres constructions	28 109,56	26 454,56	0,00		1 655,00
21532	Réseaux d'assainissement	544 411,26	109 789,65	29 173,40		405 448,21
21562	Service d'assainissement	45 000,00	1 845,34	0,00		43 154,66
2182	Matériel de transport	5 362,00	0,00	3 726,00		1 636,00
2183	Matériel de bureau et informatique	4 050,00	15 109,00	0,00		-11 059,00
2188	Autres immobilisations corporelles	5 500,00	0,00	0,00		5 500,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**4 688 195,26**	**3 568 711,88**	**453 994,29**		**665 489,09**
2313	Constructions	183 943,57	107 893,56	0,00		76 050,01
2315	Installat°, matériel et outillage techni	4 458 086,35	3 414 652,98	453 994,29		589 439,08
238	Avances commandes immo. incorp.	46 165,34	46 165,34	0,00		0,00
Total des dépenses d'équipement		**5 494 547,72**	**3 827 204,69**	**535 047,92**		**1 132 295,11**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**3 624 000,00**	**3 621 852,10**	**0,00**		**2 147,90**
1641	Emprunts en euros	3 182 000,00	3 181 256,76	0,00		743,24
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	252 000,00	251 764,47	0,00		235,53
1678	Autres dettes condit° particulières	35 000,00	34 507,27	0,00		492,73
1681	Autres emprunts	155 000,00	154 323,60	0,00		676,40
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**				
Total des dépenses financières		**3 624 000,00**	**3 621 852,10**	**0,00**		**2 147,90**
4581004	OPÉRATIONS SOUS MANDAT-DÉPENSES (4)	383 057,36	296 671,31	57 238,38		29 147,67
4581007	OPERATION SOUS MANDAT DEPENSES (4)	548 756,80	537 757,80	0,00		10 999,00
4581008	OPERATION SOUS MANDAT DEPENSES (4)	310 663,58	270 656,08	0,00		40 007,50
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		**1 242 477,74**	**1 105 085,19**	**57 238,38**		**80 154,17**
TOTAL DEPENSES REELLES		**10 361 025,46**	**8 554 141,98**	**592 286,30**		**1 214 597,18**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (5)***	***1 651 005,00***	***1 181 037,72***			***469 967,28***
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	***1 651 005,00***	***1 181 037,72***			***469 967,28***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*740 382,00*	*574 008,79*			*166 373,21*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*390,00*	*390,13*			*-0,13*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*176 471,00*	*70 316,94*			*106 154,06*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*268 295,00*	*153 269,07*			*115 025,93*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*16 120,00*	*14 492,29*			*1 627,71*
13915	*Sub. équipt cpte résult.Groupements*	*34 538,00*	*19 096,22*			*15 441,78*
13917	*Sub. équipt cpte résult.Budget communaut*	*4 697,00*	*4 696,24*			*0,76*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*409 589,00*	*344 768,04*			*64 820,96*
13933	*Sub. transf cpte résult. P.A.E.*	*523,00*	*0,00*			*523,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***			***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***20 000,00***	***2 940,00***			***17 060,00***
2313	*Constructions*	*0,00*	*2 940,00*			*-2 940,00*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*20 000,00*	*0,00*			*20 000,00*
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		***1 671 005,00***	***1 183 977,72***			***487 027,28***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		**12 032 030,46**	**9 738 119,70**	**592 286,30**		**1 701 624,46**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**0,00**				

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	**Subventions d'investissement**	**765 279,00**	**819 750,29**	**69 766,51**	**-124 237,80**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	724 725,00	819 750,29	29 212,51	-124 237,80
1317	Subv. équipt Budget communautaire, FS	40 554,00	0,00	40 554,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées(hors 165)**	**330 133,21**	**381 000,00**	**0,00**	**-50 866,79**
1641	Emprunts en euros	330 133,21	0,00	0,00	330 133,21
1681	Autres emprunts	0,00	381 000,00	0,00	-381 000,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**154 797,00**	**155 819,07**	**0,00**	**-1 022,07**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	154 797,00	155 819,07	0,00	-1 022,07
	Total des recettes d'équipement	**1 250 209,21**	**1 356 569,36**	**69 766,51**	**-176 126,66**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582004	OPERATIONS SOUS MANDAT-RECETTES (3)	416 891,36	297 174,96	0,00	119 716,40
4582007	OPERATION SOUS MANDAT RECETTES (3)	548 456,80	537 757,80	0,00	10 699,00
4582008	OPERATION SOUS MANDAT RECETTES (3)	310 663,58	270 656,08	0,00	40 007,50
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**1 276 011,74**	**1 105 588,84**	**0,00**	**170 422,90**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**2 526 220,95**	**2 462 158,20**	**69 766,51**	**-5 703,76**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***2 756 277,60***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)***	***4 294 612,00***	***4 286 752,75***		***7 859,25***
2801	*Frais d'établissement*	*8 042,00*	*8 041,74*		*0,26*
28031	*Frais d'études*	*12 495,00*	*5 710,44*		*6 784,56*
28032	*Frais de recherche et de développement*	*24 835,00*	*24 834,83*		*0,17*
28033	*Frais d'insertion*	*3 803,00*	*2 844,95*		*958,05*
28121	*Aménagement Terrains nus*	*28 484,00*	*28 484,06*		*-0,06*
281311	*Bâtiments d'exploitation*	*737 296,00*	*737 265,45*		*30,55*
281351	*Aménagement Bâtiments d'exploitation*	*66 990,00*	*66 985,99*		*4,01*
28138	*Aménagement Autres constructions*	*145 976,00*	*145 969,30*		*6,70*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*40,00*	*40,23*		*-0,23*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*875,00*	*874,48*		*0,52*
281532	*Réseaux d'assainissement*	*2 975 118,00*	*2 975 117,54*		*0,46*
281562	*Service d'assainissement*	*194 382,00*	*194 381,50*		*0,50*
28157	*Aménagement matériel industriel*	*52 908,00*	*52 907,55*		*0,45*
28181	*Installations générales, agencements*	*27 796,00*	*27 795,62*		*0,38*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*2 572,00*	*2 571,53*		*0,47*
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*13 000,00*	*12 927,54*		*72,46*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***7 050 889,60***	***4 286 752,75***		***2 764 136,85***
041	***Opérations patrimoniales (6)***	***20 000,00***	***2 940,00***		***17 060,00***
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*20 000,00*	*2 940,00*		*17 060,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***7 070 889,60***	***4 289 692,75***		***2 781 196,85***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**9 597 110,55**	**6 751 850,95**	**69 766,51**	**2 775 493,09**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	**2 434 919,91**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Libellé (1)		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**633 899,87**	**316 853,29**	**62 547,42**	**6 116,97**	**248 382,19**
60226	Vêtements de travail	168,36	156,60	0,00	0,00	11,76
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	22 000,00	3 887,56	0,00	0,00	18 112,44
6063	Fournitures entretien et petit équipt	4 831,64	768,91	12,00	0,00	4 050,73
6064	Fournitures administratives	1 000,00	63,82	0,00	0,00	936,18
6066	Carburants	0,00	2 715,22	0,00	0,00	-2 715,22
6068	Autres matières et fournitures	1 000,00	19,90	0,00	0,00	980,10
611	Sous-traitance générale	355 691,68	245 879,01	25 363,31	0,00	84 449,36
6132	Locations immobilières	1 000,00	2 155,00	0,00	0,00	-1 155,00
6135	Locations mobilières	4 700,00	0,00	0,00	0,00	4 700,00
6137	Redevances, droits de passage, servitude	200,00	300,00	0,00	0,00	-100,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
61523	Entretien, réparations réseaux	17 919,20	1 639,20	0,00	576,44	15 703,56
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	3 648,00	7 049,07	735,67	0,00	-4 136,74
61551	Entretien matériel roulant	764,80	49,53	0,00	0,00	715,27
6156	Maintenance	21 767,80	4 551,00	0,00	0,00	17 216,80
6161	Multirisques	12 300,00	4 386,13	0,00	0,00	7 913,87
617	Etudes et recherches	58 007,20	-23 740,74	36 436,44	0,00	45 311,50
618	Divers	16 706,00	1 084,73	0,00	0,00	15 621,27
6226	Honoraires	75 540,53	59 177,89	0,00	5 540,53	10 822,11
6227	Frais d'actes et de contentieux	6 666,66	2 844,09	0,00	0,00	3 822,57
6228	Divers	1 000,00	121,00	0,00	0,00	879,00
6231	Annonces et insertions	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
6236	Catalogues et imprimés	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6238	Divers	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
6251	Voyages et déplacements	1 000,00	135,50	0,00	0,00	864,50
6256	Missions	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00
6257	Réceptions	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6261	Frais d'affranchissement	2 100,00	106,23	0,00	0,00	1 993,77
6262	Frais de télécommunications	3 000,00	2 067,84	0,00	0,00	932,16
627	Services bancaires et assimilés	1 438,00	1 423,80	0,00	0,00	14,20
6281	Concours divers (cotisations)	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
6287	Remboursements de frais	7 200,00	0,00	0,00	0,00	7 200,00
6288	Autres	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
63512	Taxes foncières	50,00	12,00	0,00	0,00	38,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**483 349,00**	**483 349,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement Autre personnel	478 349,00	483 349,00	0,00	0,00	-5 000,00
6218	extérieur	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
014	**Atténuations de produits (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**728 063,00**	**617 067,43**	**55 825,00**	**0,00**	**55 170,57**
6541	Créances admises en non-valeur	17 150,00	17 149,93	0,00	0,00	0,07
6542	Créances éteintes	428,00	427,70	0,00	0,00	0,30
658	Charges diverses de gestion courante	710 485,00	599 489,80	55 825,00	0,00	55 170,20
	TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)	**1 845 311,87**	**1 417 269,72**	**118 372,42**	**6 116,97**	**303 552,76**
66	**Charges financières (b) (5)**	**222 867,00**	**202 272,48**	**15 923,60**	**0,00**	**4 670,92**
66111	Intérêts réglés à l'échéance Intérêts - Rattachement des ICNE	228 390,00	226 985,80	0,00	0,00	1 404,20
66112		-5 523,00	-24 713,32	15 923,60	0,00	3 266,72
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**40 500,00**	**13 751,53**	**0,00**	**0,00**	**26 748,47**
6712	Amendes fiscales et pénales	0,00	10,31	0,00	0,00	-10,31
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	34 900,00	10 043,00	0,00	0,00	24 857,00
6742	Subventions exceptionnelles d'équipement	2 600,00	3 213,50	0,00	0,00	-613,50
678	Autres charges exceptionnelles	3 000,00	484,72	0,00	0,00	2 515,28
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**				
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f	**2 108 678,87**	**1 633 293,73**	**134 296,02**	**6 116,97**	**334 972,15**

023	*Virement à la section d'investissement*	*687 145,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)*	*3 428 270,00*	*3 402 706,76*			*25 563,24*
6688	*Autre*	*321 407,00*	*298 174,20*			*23 232,80*
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*3 060 079,00*	*3 060 051,21*			*27,79*
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*46 784,00*	*44 481,35*			*2 302,65*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	***4 115 415,00***	***3 402 706,76***			***712 708,24***
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (10)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	***4 115 415,00***	***3 402 706,76***			***712 708,24***
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**6 224 093,87**	**5 036 000,49**	**134 296,02**	**6 116,97**	**1 047 680,39**
	Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1	**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	15 923,60
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	24 713,32
= Différence ICNE N - ICNE N-1	-8 789,72

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	***3 954 500,00***	***4 020 517,84***	***908 497,19***	***0,00***	***-974 515,03***
70611	Redevance d'assainissement collectif	*2 944 500,00*	*2 909 520,67*	*845 524,06*	*0,00*	*-810 544,73*
706121	Redevance modernisation des réseaux	*0,00*	*16,48*	*0,00*	*0,00*	*-16,48*
70613	Participations assainissement collectif	*1 000 000,00*	*1 110 761,27*	*62 973,13*	*0,00*	*-173 734,40*
7064	Locations de compteurs	*0,00*	*219,42*	*0,00*	*0,00*	*-219,42*
7087	Remboursement de frais	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*10 000,00*
73	**Produits issus de la fiscalité (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**189 030,00**	**342 931,00**	**35 048,00**	**0,00**	**-188 949,00**
741	Primes d'épuration	182 330,00	336 193,00	0,00	0,00	-153 863,00
747	Subv. et participat° collectivités	6 700,00	6 738,00	0,00	0,00	-38,00
748	Autres subventions d'exploitation	0,00	0,00	35 048,00	0,00	-35 048,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**327 789,31**	**0,00**	**0,00**	**-327 789,31**
757	Redevances des fermiers, concession..	0,00	327 789,31	0,00	0,00	-327 789,31
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013	**4 143 530,00**	**4 691 238,15**	**943 545,19**	**0,00**	**-1 491 253,34**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**6 595,00**	**37 631,26**	**300,00**	**0,00**	**-31 336,26**
7711	Dédits et pénalités perçus	6 595,00	6 894,04	0,00	0,00	-299,04
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	1 379,03	0,00	0,00	-1 379,03
778	Autres produits exceptionnels	0,00	29 358,19	300,00	0,00	-29 658,19
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d	**4 150 125,00**	**4 728 869,41**	**943 845,19**	**0,00**	**-1 522 589,60**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6)***	***1 436 921,00***	***829 116,43***			***607 804,57***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul Transferts*	*1 115 514,00*	*530 942,23*			*584 571,77*
796	*charges financières*	*321 407,00*	*298 174,20*			*23 232,80*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***1 436 921,00***	***829 116,43***			***607 804,57***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)	**5 587 046,00**	**5 557 985,84**	**943 845,19**	**0,00**	**-914 785,03**
	Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1	**637 047,87**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N - ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.*
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES					B1
Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**326 315,41**	**90 081,34**	**139 230,51**	**97 003,56**
2031	Frais d'études	325 315,41	87 574,94	139 230,51	98 509,96
2051	Concessions et droits assimilés	1 000,00	2 506,40	0,00	-1 506,40
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**2 666 662,57**	**1 272 185,55**	**593 942,31**	**800 534,71**
21311	Bâtiments d'exploitation	736 814,46	291 929,99	280 868,42	164 016,05
21355	Aménagement Bâtiments administratifs	5 345,00	0,00	0,00	5 345,00
21532	Réseaux d'assainissement	1 617 107,63	949 387,53	286 116,49	381 603,61
21562	Service d'assainissement	296 200,00	10 975,80	22 486,20	262 738,00
2182	Matériel de transport	6 434,05	0,00	4 471,20	1 962,85
2183	Matériel de bureau et informatique	2 200,00	18 130,80	0,00	-15 930,80
2184	Mobilier	1 035,60	1 035,60	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	1 525,83	725,83	0,00	800,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**3 740 707,71**	**2 518 063,32**	**615 478,71**	**607 165,68**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	3 740 707,71	2 518 063,32	615 478,71	607 165,68
	Total des dépenses d'équipement	**6 733 685,69**	**3 880 330,21**	**1 348 651,53**	**1 504 703,95**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**12 026 606,00**	**12 025 254,48**	**0,00**	**1 351,52**
1641	Emprunts en euros	6 341 463,00	6 341 061,70	0,00	401,30
166	Refinancement de dette	5 431 143,00	5 431 142,87	0,00	0,13
1678	Autres dettes condit° particulières	90 000,00	89 052,76	0,00	947,24
1681	Autres emprunts	164 000,00	163 997,15	0,00	2,85
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**12 026 606,00**	**12 025 254,48**	**0,00**	**1 351,52**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**18 760 291,69**	**15 905 584,69**	**1 348 651,53**	**1 506 055,47**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (5)***	***1 436 921,00***	***829 116,43***		***607 804,57***
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	***1 115 514,00***	***530 942,23***		***584 571,77***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*487 920,00*	*178 980,55*		*308 939,45*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*7 864,00*	*7 863,87*		*0,13*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*98 736,00*	*41 982,75*		*56 753,25*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*428 145,00*	*243 398,07*		*184 746,93*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*16 529,00*	*42,86*		*16 486,14*
13915	*Sub. équipt cpte résult.Groupements*	*5 538,00*	*22 024,56*		*-16 486,56*
13916	*Sub. équipt cpte résult. Autres EPL*	*1 067,00*	*1 067,10*		*-0,10*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*69 715,00*	*35 582,47*		*34 132,53*
	Charges transférées	***321 407,00***	***298 174,20***		***23 232,80***
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*321 407,00*	*298 174,20*		*23 232,80*
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***1 219 028,00***	***1 096 535,98***		***122 492,02***
21311	*Bâtiments d'exploitation*	*0,00*	*56 884,76*		*-56 884,76*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*30 000,00*	*0,00*		*30 000,00*
2762	*Créances transfert droit déduct° TVA*	*1 189 028,00*	*1 039 651,22*		*149 376,78*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***2 655 949,00***	***1 925 652,41***		***730 296,59***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**21 416 240,69**	**17 831 237,10**	**1 348 651,53**	**2 236 352,06**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES					B2
Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	**Subventions d'investissement**	**619 266,98**	**343 700,33**	**297 438,01**	**-21 871,36**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	617 484,10	343 664,11	297 438,01	-23 618,02
1313	Subv. équipt Départements	1 782,88	36,22	0,00	1 746,66
16	**Emprunts et dettes assimilées(hors 165)**	**11 858 698,52**	**10 911 185,80**	**0,00**	**947 512,72**
1641	Emprunts en euros	6 427 555,52	5 431 442,93	0,00	996 112,59
166	Refinancement de dette	5 431 143,00	5 431 142,87	0,00	0,13
1681	Autres emprunts	0,00	48 600,00	0,00	-48 600,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**27,78**	**0,00**	**-27,78**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	27,78	0,00	-27,78
	Total des recettes d'équipement	**12 477 965,50**	**11 254 913,91**	**297 438,01**	**925 613,58**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**1 207 664,56**	**1 207 664,56**	**0,00**	**0,00**
1068	Autres réserves	1 207 664,56	1 207 664,56	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**1 239 668,41**	**196 941,49**	**874 925,38**	**167 801,54**
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	1 239 668,41	196 941,49	874 925,38	167 801,54
	Total des recettes financières	**2 447 332,97**	**1 404 606,05**	**874 925,38**	**167 801,54**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**14 925 298,47**	**12 659 519,96**	**1 172 363,39**	**1 093 415,12**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***687 145,00***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)***	***3 428 270,00***	***3 402 706,76***		***25 563,24***
1641	*Emprunts en euros*	*321 407,00*	*298 174,20*		*23 232,80*
28031	*Frais d'études*	*19 457,00*	*81 654,23*		*-62 197,23*
28033	*Frais d'insertion*	*1 593,00*	*0,00*		*1 593,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*	*249,30*		*-249,30*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*0,00*	*1 440,00*		*-1 440,00*
28121	*Aménagement Terrains nus*	*464,00*	*0,00*		*464,00*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*0,00*	*982,32*		*-982,32*
281311	*Bâtiments d'exploitation*	*433 653,00*	*1 066 909,31*		*-633 256,31*
281315	*Bâtiments administratifs*	*76 541,00*	*15 599,23*		*60 941,77*
281351	*Aménagement Bâtiments d'exploitation*	*363,00*	*362,50*		*0,50*
28138	*Aménagement Autres constructions*	*428 053,00*	*781 055,38*		*-353 002,38*
281532	*Réseaux d'assainissement*	*1 698 926,00*	*462 191,71*		*1 236 734,29*
28155	*Outillage industriel*	*790,00*	*789,50*		*0,50*
281562	*Service d'assainissement*	*72 914,00*	*29 446,10*		*43 467,90*
28157	*Aménagement matériel industriel*	*20 412,00*	*0,00*		*20 412,00*
281728	*Autres terrains (mise à disposition)*	*0,00*	*103,10*		*-103,10*
2817311	*Bâtiments d'exploitation (mise à dispo)*	*74 630,00*	*74 630,32*		*-0,32*
2817351	*Aménagt Bât. d'exploitation (mad)*	*0,00*	*49,29*		*-49,29*
281738	*Autres constructions (mise à dispo)*	*0,00*	*91 477,50*		*-91 477,50*
2817531	*Réseaux d'adduction d'eau (mad)*	*0,00*	*21 443,88*		*-21 443,88*
2817532	*Réseaux d'assainissement (mad)*	*224 116,00*	*396 319,93*		*-172 203,93*
2817562	*Service d'assainissement (mad)*	*0,00*	*225,23*		*-225,23*
281757	*Aménagement matériel industriel (mad)*	*0,00*	*279,96*		*-279,96*
28181	*Installations générales, agencements*	*418,00*	*61,00*		*357,00*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*12 744,58*		*-12 744,58*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*7 706,00*	*18 718,34*		*-11 012,34*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*1 494,80*		*-1 494,80*
28188	*Autres*	*43,00*	*1 823,70*		*-1 780,70*
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*46 784,00*	*44 481,35*		*2 302,65*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***4 115 415,00***	***3 402 706,76***		***712 708,24***
041	***Opérations patrimoniales (6)***	***1 219 028,00***	***1 096 535,98***		***122 492,02***
2031	*Frais d'études*	*98 224,00*	*25 163,88*		*73 060,12*
21311	*Bâtiments d'exploitation*	*125 013,00*	*59 739,14*		*65 273,86*
21531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*1 140,00*	*0,00*		*1 140,00*
21532	*Réseaux d'assainissement*	*141 060,00*	*279 355,28*		*-138 295,28*
21562	*Service d'assainissement*	*0,00*	*5 529,60*		*-5 529,60*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*823 591,00*	*669 863,32*		*153 727,68*
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*30 000,00*	*56 884,76*		*-26 884,76*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***5 334 443,00***	***4 499 242,74***		***835 200,26***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**20 259 741,47**	**17 158 762,70**	**1 172 363,39**	**1 928 615,38**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	**1 156 499,22**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**241 429,05**	**46 873,28**	**45 369,87**	**3 000,00**	**146 185,90**
60226	Vêtements de travail	1 301,10	339,30	0,00	0,00	961,80
60228	Autres fournitures consommables	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	1 455,00	0,00	0,00	0,00	1 455,00
6062	Produits de traitement	45,00	45,00	0,00	0,00	0,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	5 181,36	1 464,17	280,42	0,00	3 436,77
6064	Fournitures administratives	2 850,00	729,37	0,00	0,00	2 120,63
6066	Carburants	8 500,00	1 316,08	0,00	0,00	7 183,92
6068	Autres matières et fournitures	600,00	16,58	256,02	0,00	327,40
611	Sous-traitance générale	126 532,59	14 751,79	30 640,00	3 000,00	78 140,80
6132	Locations immobilières	1 180,00	7 704,00	0,00	0,00	-6 524,00
6135	Locations mobilières	1 350,00	1 444,63	65,87	0,00	-160,50
6137	Redevances, droits de passage, servitude	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00
61551	Entretien matériel roulant	10 000,00	3 234,33	0,00	0,00	6 765,67
61558	Entretien autres biens mobiliers	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6156	Maintenance	20 646,00	-3 020,00	3 020,00	0,00	20 646,00
6161	Multirisques	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
6162	Assurance obligatoire dommage construct°	0,00	7,82	0,00	0,00	-7,82
6168	Autres	0,00	1 085,79	0,00	0,00	-1 085,79
617	Etudes et recherches	1 600,00	0,00	600,00	0,00	1 000,00
618	Divers	9 789,00	2 854,00	1 575,00	0,00	5 360,00
6222	Commissions recouvrement redevance	15 000,00	8 613,33	0,00	0,00	6 386,67
6226	Honoraires	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6228	Divers	800,00	0,00	0,00	0,00	800,00
6231	Annonces et insertions	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6236	Catalogues et imprimés	950,00	157,30	160,00	0,00	632,70
6238	Divers	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00
6251	Voyages et déplacements	4 300,00	295,06	54,00	0,00	3 950,94
6257	Réceptions	500,00	13,47	0,00	0,00	486,53
6261	Frais d'affranchissement	7 300,00	2 968,17	718,56	0,00	3 613,27
6262	Frais de télécommunications	3 804,00	1 686,33	0,00	0,00	2 117,67
6281	Concours divers (cotisations)	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6287	Remboursements de frais	10 545,00	1 166,76	8 000,00	0,00	1 378,24
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**400 000,00**	**385 965,53**	**0,00**	**0,00**	**14 034,47**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement Autre personnel	397 496,00	385 965,53	0,00	0,00	11 530,47
6218	extérieur	2 504,00	0,00	0,00	0,00	2 504,00
014	**Atténuations de produits (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**5 500,00**	**2 578,77**	**0,00**	**0,00**	**2 921,23**
6541	Créances admises en non-valeur Créances éteintes	5 000,00	2 488,52	0,00	0,00	2 511,48
6542		500,00	90,25	0,00	0,00	409,75
	TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)	**646 929,05**	**435 417,58**	**45 369,87**	**3 000,00**	**163 141,60**
66	**Charges financières (b) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**105 492,00**	**96 435,39**	**0,00**	**0,00**	**9 056,61**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion Titres annulés (sur	94 392,00	94 392,00	0,00	0,00	0,00
673	exercices antérieurs Subventions exceptionnelles	5 350,00	524,68	0,00	0,00	4 825,32
6742	d'équipement Autres charges exceptionnelles	750,00	0,00	0,00	0,00	750,00
678		5 000,00	1 518,71	0,00	0,00	3 481,29
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**32 500,00**				
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f	**784 921,05**	**531 852,97**	**45 369,87**	**3 000,00**	**204 698,21**

023	***Virement à la section d'investissement***	***104 757,95***				
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)***	***60 371,00***	***57 157,00***			***3 214,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*60 371,00*	*57 157,00*			*3 214,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	***165 128,95***	***57 157,00***			***107 971,95***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	***165 128,95***	***57 157,00***			***107 971,95***
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**950 050,00**	**589 009,97**	**45 369,87**	**3 000,00**	**312 670,16**
	Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1			**0,00**		

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N - ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF						III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES						A2
Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	***427 000,00***	***516 565,91***	***194 780,01***	***0,00***	***-284 345,92***
7062	Redevances assainissement non collectif	*366 000,00*	*314 086,55*	*192 012,71*	*0,00*	*-140 099,26*
7068	Autres prestations de services	*61 000,00*	*202 479,36*	*2 767,30*	*0,00*	*-144 246,66*
73	**Produits issus de la fiscalité (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**10 098,31**	**7 950,00**	**0,00**	**3 600,00**	**-1 451,69**
747	Subv. et participat° collectivités	10 098,31	0,00	0,00	0,00	10 098,31
748	Autres subventions d'exploitation	0,00	7 950,00	0,00	3 600,00	-11 550,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**437 098,31**	**524 515,91**	**194 780,01**	**3 600,00**	**-285 797,61**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**357,14**	**0,00**	**0,00**	**-357,14**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	102,42	0,00	0,00	-102,42
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	109,72	0,00	0,00	-109,72
778	Autres produits exceptionnels	0,00	145,00	0,00	0,00	-145,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**437 098,31**	**524 873,05**	**194 780,01**	**3 600,00**	**-286 154,75**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**437 098,31**	**524 873,05**	**194 780,01**	**3 600,00**	**-286 154,75**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**512 951,69**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N - ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.*
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES					B1
Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**96 702,50**	**796,93**	**800,00**	**95 105,57**
2051	Concessions et droits assimilés	96 702,50	796,93	800,00	95 105,57
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**76 176,00**	**11 139,97**	**17 840,94**	**47 195,09**
2181	Install at° générales, agencements	15 000,00	0,00	8 000,00	7 000,00
2182	Matériel de transport	26 176,00	11 139,97	9 840,94	5 195,09
2183	Matériel de bureau et informatique	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
2184	Mobilier	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**342 874,50**	**0,00**	**0,00**	**342 874,50**
2318	Autres immo. corporelles en cours	342 874,50	0,00	0,00	342 874,50
	Total des dépenses d'équipement	**515 753,00**	**11 936,90**	**18 640,94**	**485 175,16**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**3 500,00**	**3 500,00**	**0,00**	**0,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	3 500,00	3 500,00	0,00	0,00
020	**Dépenses imprévues**	**26 500,00**			
	Total des dépenses financières	**30 000,00**	**3 500,00**	**0,00**	**26 500,00**
4581007	OPERATION SOUS MANDAT DEPENSES (4)	8 400,00	8 400,00	0,00	0,00
4581008	OPERATION SOUS MANDAT DEPENSES (4)	21 000,00	16 800,00	0,00	4 200,00
4581009	OPERATIONS SOUS MANDAT RECETTE PAYS DE SOULE (4)	50 320,00	50 320,00	0,00	0,00
4581012	OPERATIONS SOUS MANDAT-DEPENSES (4)	33 600,00	16 800,00	16 800,00	0,00
4581013	OPERATION SOUS MANDAT DEPENSES RECETTES (4)	67 200,00	25 200,00	42 000,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**180 520,00**	**117 520,00**	**58 800,00**	**4 200,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**726 273,00**	**132 956,90**	**77 440,94**	**515 875,16**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (5)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***		***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		**726 273,00**	**132 956,90**	**77 440,94**	**515 875,16**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES					B2
Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées(hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582002	OPERATIONS SOUS MANDAT-RECETTES (3)	1 350,00	0,00	0,00	1 350,00
4582007	OPERATION SOUS MANDAT RECETTES (3)	8 400,00	8 400,00	0,00	0,00
4582008	OPERATION SOUS MANDAT RECETTES (3)	0,00	16 800,00	0,00	-16 800,00
4582009	OPERATIONS SOUS MANDAT RECETTE PAYS DE SOULE (3)	50 320,00	50 320,00	0,00	0,00
4582012	OPERATIONS SOUS MANDAT-RECETTES (3)	33 600,00	21 000,00	12 600,00	0,00
4582013	OPERATIONS SOUS MANDAT DEPENSES RECETTES (3)	0,00	46 200,00	21 000,00	-67 200,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**93 670,00**	**142 720,00**	**33 600,00**	**-82 650,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**93 670,00**	**142 720,00**	**33 600,00**	**-82 650,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***104 757,95***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)(3)***	***60 371,00***	***57 157,00***		***3 214,00***
28031	*Frais d'études*	*27 971,00*	*7 059,54*		*20 911,46*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*413,29*		*-413,29*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*1 200,00*	*1 172,50*		*27,50*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*0,00*	*5 202,60*		*-5 202,60*
281355	*Aménagement Bâtiments administratifs*	*12 500,00*	*12 420,65*		*79,35*
281562	*Service d'assainissement*	*3 500,00*	*0,00*		*3 500,00*
281738	*Autres constructions (mise à dispo)*	*0,00*	*2 674,46*		*-2 674,46*
2817532	*Réseaux d'assainissement (mad)*	*200,00*	*111,00*		*89,00*
2817562	*Service d'assainissement (mad)*	*200,00*	*111,00*		*89,00*
281788	*Autres immos corpo (mise à disposition)*	*0,00*	*2 219,37*		*-2 219,37*
28182	*Matériel de transport*	*8 600,00*	*7 853,71*		*746,29*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*6 100,00*	*17 918,88*		*-11 818,88*
28188	*Autres*	*100,00*	*0,00*		*100,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***165 128,95***	***57 157,00***		***107 971,95***
041	***Opérations patrimoniales (6)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***165 128,95***	***57 157,00***		***107 971,95***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**258 798,95**	**199 877,00**	**33 600,00**	**25 321,95**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		**467 474,05**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

ANNEXE 4 - NOTE D'INFORMATION
RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

eau GRAND SUD-OUEST
AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement

L'article L.2224-5 du code général des collectivités territoriales, modifié par la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 - art.31, impose au **maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale** l'obligation de présenter à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable destiné notamment à l'information des usagers. Ce rapport est présenté au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale y joint la note établie chaque année par l'agence de l'eau ou l'office de l'eau sur les redevances figurant sur la facture d'eau des abonnés et sur la réalisation de son programme pluriannuel d'intervention.

Édition mars 2021
CHIFFRES 2020

L'agence de l'eau vous informe

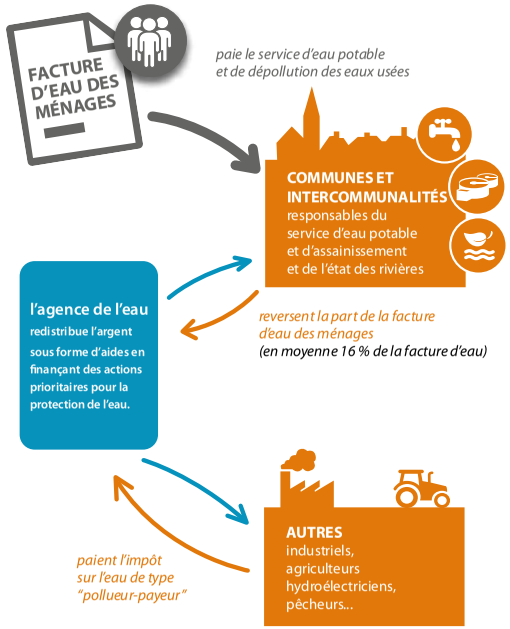
LE SAVIEZ-VOUS ?

Le prix moyen de l'eau dans le bassin Adour-Garonne est de 4,19 euros TTC/m³. Pour un foyer consommant 120 m³ par an, cela représente une dépense de 503 euros par an et une mensualité de 42 euros en moyenne
(estimation Adour-Garonne d'après SISPEA • données agrégées disponibles - 2018).

Les composantes du prix de l'eau sont :

- le service de distribution de l'eau potable (abonnement, consommation),
- le service de collecte et de traitement des eaux usées,
- les redevances de l'agence de l'eau qui représentent en moyenne 16 % du montant de la facture d'eau,
- les contributions aux organismes publics (VNF…) et l'éventuelle TVA.

Pour obtenir une information précise sur votre collectivité, rendez-vous sur www.services.eaufrance.fr



POURQUOI DES REDEVANCES ?

Les redevances des agences de l'eau sont des recettes fiscales environnementales perçues auprès de ceux qui utilisent l'eau et qui en altèrent la qualité et la disponibilité (consommateurs, activités économiques).

Les agences de l'eau redistribuent cet argent collecté sous forme d'aides pour mettre aux normes les stations d'épuration, fiabiliser les réseaux d'eau potable, économiser l'eau, protéger les captages d'eau potable des pollutions d'origine agricole, améliorer le fonctionnement naturel des rivières…

Au travers du prix de l'eau, chaque habitant contribue à ces actions au service de l'intérêt commun et de la préservation de l'environnement et du cadre de vie.

Suivez l'actualité de l'agence de l'eau Adour-Garonne : **https://www.eau-grandsudouest.fr/**

COMBIEN ONT COÛTÉ LES REDEVANCES 2020 ?

En 2020, le montant global des redevances (tous usages de l'eau confondus) perçues par l'agence de l'eau Adour-Garonne s'est élevé à environ 306 millions d'euros dont 255 millions en provenance de la facture d'eau payée par les ménages et les industriels dont les activités de production sont assimilées domestiques (APAD).

recettes / redevances

Qui a payé quoi à l'agence de l'eau pour 100 € de redevances en 2020 ?
(valeurs résultant d'un pourcentage pour 100 €) - source agence de l'eau Adour-Garonne

- **0,10 €** de redevance de pollution payé par les éleveurs concernés
- **2,20 €** de redevance de pollution payés par les industriels *(y compris réseaux de collecte)* et les activités économiques concernés
- **70,30 €** de redevance de pollution domestique payés par les abonnés *(y compris réseaux de collecte)*
- **6,10 €** de redevance de pollutions diffuses payés par les distributeurs de produits phytosanitaires et répercutés sur le prix des produits
- **100 € de redevances perçues par l'agence de l'eau en 2020**
- **1,80 €** de redevance pour la protection du milieu aquatique et cynégétique payé par les usagers concernés *(pêcheurs)*
- **2,20 €** de redevance de prélèvement payés par les irrigants
- **4,30 €** de redevance de prélèvement payés par les activités économiques *(hors irrigants)*
- **13 €** de redevance de prélèvement payés par les collectivités pour l'alimentation en eau

À QUOI ONT SERVI LES REDEVANCES EN 2020 ?

Grâce à ces redevances, les agences de l'eau apportent, dans le cadre de leurs programmes d'intervention, des concours financiers (subventions, prêts) aux personnes publiques (collectivités territoriales...) ou privées (acteurs industriels, agricoles, associatifs...) qui réalisent des actions ou projets d'intérêt commun au bassin ayant pour finalité la gestion équilibrée des ressources en eau. Ces aides réduisent d'autant l'impact des investissements des collectivités, en particulier, sur le prix de l'eau. En 2020, elles ont représenté environ **265 millions d'euros** sur le plan de mesures incitatives.

interventions / aides

Comment se sont réparties les aides pour la protection des ressources en eau pour 100 € d'aides en 2020 ? *
(valeurs résultant d'un pourcentage pour 100 € d'aides en 2020) • source agence de l'eau Adour-Garonne

- **4,70 €** aux acteurs économiques pour la dépollution industrielle et le traitement de certains déchets dangereux pour l'eau
- **7,40 €** pour l'animation des politiques de l'eau *(études, connaissances, réseaux de surveillance eaux, éducation, information)*
- **38,40 €** aux collectivités pour l'épuration des eaux usées urbaines et rurales
- **11,40 €** aux exploitants concernés pour des actions de dépollution dans l'agriculture
- **100 € d'aides accordées par l'agence de l'eau en 2020**
- **9,50 €** aux collectivités pour la protection et la restauration de la ressource en eau potable
- **12,20 €** aux collectivités et acteurs économiques pour la gestion quantitative de la ressource en eau
- **15,90 €** principalement aux collectivités pour la restauration et la protection des milieux aquatiques *(en particulier des cours d'eau -renaturation, continuité écologique- et des zones humides).*
- **0,50 €** pour la solidarité internationale

* S'y ajoute la contribution aux opérateurs de la biodiversité et le fonctionnement de l'Agence.

Rapport annuel du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement
NOTE D'INFORMATION DE L'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE

ACTIONS AIDÉES
PAR L'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE EN 2020

En 2020, l'Agence a mis en place un plan de soutien pour relancer une dynamique de projets d'investissement malgré le contexte particulier de la crise sanitaire. Les mesures essentielles de ce plan ont été la bonification des taux d'aide, l'assouplissement de certaines conditions d'éligibilité et le lancement de plusieurs appels à projets dans différents domaines. Au total, 65 M€ d'aide ont été attribués dans le cadre de ce plan de soutien sur le bassin Adour Garonne, principalement pour l'assainissement et l'eau potable.
En 2021, l'Agence poursuit son accompagnement renforcé en contribuant au plan France Relance.

POUR ACCOMPAGNER L'ADAPTATION DES USAGES AUX CONSÉQUENCES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Plus de **160 M€** ont été consacrés de façon directe ou indirecte à l'adaptation au changement climatique. Les solutions fondées sur la nature qui visent à protéger, gérer de manière durable et restaurer des écosystèmes en représentent la plus grande part, il s'agit notamment des opérations de restauration de cours d'eau ou des aides à la conversion à l'agriculture biologique.

POUR RÉDUIRE LES POLLUTIONS DIFFUSES EN ENCOURAGEANT LES PRATIQUES LES PLUS FAVORABLES À L'ENVIRONNEMENT

Plus de **30 M€** ont été consacrés en 2020 à la lutte contre les pollutions diffuses, dont par exemple :

- plus de **12 M€** pour l'agriculture biologique pour 9 300 hectares,
- **5,6 M€** d'aide dans le cadre d'investissements,
- **61** captages d'eau potable dits prioritaires (captage Grenelle ou conférence environnementale) bénéficient d'une démarche de plan d'actions territorial (PAT) mise en œuvre
- **19** collectifs d'agriculteurs engagés dans une transition vers des systèmes agro-écologiques à faible dépendance en pesticides ont été aidés (dispositif dit « groupe 30 000 »),
- **6,5 M€** pour les paiements pour services environnementaux, pour valoriser les pratiques existantes d'une agriculture de qualité qui protège l'eau, les sols, les milieux et la biodiversité sur nos territoires. **30** démarches territoriales ont permis d'attribuer 856 PSE.

POUR PROMOUVOIR UNE GESTION QUANTITATIVE DURABLE ET ÉCONOME DE LA RESSOURCE EN EAU

- **32 M€** ont été consacrés en 2020 à la gestion quantitative de la ressource et aux économies d'eau,
- grâce à ces aides, **4,1** millions de m³ ont été économisés ou substitués au travers des projets aidés,
- **9** projets de territoire pour la gestion de l'eau sont en cours d'élaboration ou de mise en œuvre sur le bassin Adour-Garonne.

POUR ACCOMPAGNER LES TERRITOIRES LES PLUS FRAGILES DANS LA GESTION DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT

86 M€ ont permis d'accompagner des communes situées dans des zones défavorisées pour des travaux d'assainissement et d'eau potable.
L'Agence souhaite en effet soutenir particulièrement les communes rurales en proposant des modalités susceptibles de pérenniser les travaux engagés.

POUR ACCOMPAGNER LA PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ ET LA RESTAURATION DES MILIEUX AQUATIQUES

En 2020, plus de **42 M€** ont été consacrés à la protection des milieux aquatiques, ainsi :

- **662 km** de cours d'eau ont été aidés pour accompagner la restauration de leur fonctionnalité hydromorphologique,
- **57 ouvrages** du bassin ont été équipés afin d'assurer la continuité écologique (possibilité de circulation des espèces animales et bon déroulement du transport des sédiments),
- l'Agence a accompagné la restauration, l'entretien ou l'acquisition de plus de **35 000 ha** de ZH.

POUR RECONQUÉRIR LA QUALITÉ DE L'EAU EN RÉDUISANT LES POLLUTIONS PONCTUELLES

- **2,8 M€** ont permis d'améliorer le fonctionnement des systèmes d'assainissement par temps de pluie, ainsi environ **7,3 hectares** ont été désimperméabilisés ou déraccordés du réseau public.
- **83 M€** ont été consacrés en 2020 aux investissements de dépollution domestique principalement sur des masses d'eau en mauvais état subissant une pression domestique forte,
- pour réduire les pollutions dispersées des petites entreprises, des démarches collectives ont été encouragées par l'Agence : 165 entreprises de peinture ont été mises en conformité. 371 kg de substances dangereuses ont été supprimées.

LA CARTE D'IDENTITÉ DU BASSIN ADOUR-GARONNE

Le bassin Adour-Garonne couvre les bassins versants des cours d'eau qui, depuis les Charentes, le Massif Central et les Pyrénées, s'écoulent vers l'Atlantique (115 000 km², soit 1/5e du territoire national).
Il compte 120 000 km de cours d'eau, d'importantes ressources souterraines et un littoral d'environ 630 km.
Sur ses 7,8 millions d'habitants, 30 % vivent en habitats épars. C'est un bassin essentiellement rural : sur les quelques 7 000 communes, 35 comptent plus de 20 000 habitants, ces dernières rassemblant 28 % de la population.

Agence de l'eau Adour-Garonne
Siège
90 rue du Férétra - CS 87801
31078 Toulouse Cedex 4
Tél. : 05 61 36 37 38

Les 7 bassins hydrographiques métropolitains

Délégations territoriales :
Atlantique-Dordogne
4 rue du Professeur André-Lavignolle
33049 Bordeaux Cedex
Tél. : 05 56 11 19 99
Départements 16 • 17 • 33 • 47 • 79 • 86
et
94 rue du Grand Prat
19600 Saint-Pantaléon-de-Larche
Tél. : 05 55 88 02 00
Départements 15 • 19 • 23 • 24 • 63 • 87

Adour et côtiers
7 passage de l'Europe - BP 7503
64075 Pau Cedex
Tél. : 05 59 80 77 90
Départements 40 • 64 • 65

Garonne Amont
Rue de Bruxelles - Bourran - BP 3510
12035 Rodez Cedex 9
Tél. : 05 65 75 56 00
Départements 12 • 30 • 46 • 48
et
97 rue Saint Roch - CS 14407
31405 Toulouse Cedex 4
Tél. : 05 61 43 26 80
Départements 09 • 11 • 31 • 32 • 34 • 81 • 82

DU 1ER MARS
AU 1ER SEPTEMBRE 2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

eau GRAND SUD-OUEST
AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE

Donnez votre avis !

consultation nationale
sur la politique de l'eau

Donnez votre avis sur

Rendez-vous sur
eau-grandsudouest.fr

L'eau

Tous concernés, tous mobilisés
pour notre patrimoine commun, l'eau !

Communauté Pays Basque
Direction Eau, littoral et milieux naturels

15 avenue Foch - CS 88507 - 64185 Bayonne Cedex

gureura@communaute-paysbasque.fr

GLOSSAIRE

AEAG L'**Agence de l'Eau Adour-Garonne** est l'une des six agences françaises chargées de la lutte contre la pollution et de la protection des milieux aquatiques. En tant qu'établissement public du ministère chargé du développement durable, elle a pour mission de contribuer à la réduction de toutes les pollutions de l'eau et de protéger les ressources. Elle exerce ses missions sur le territoire du bassin versant Adour-Garonne.

ARS Dans chaque région, l'**Agence Régionale de la Santé** met en œuvre la politique de santé publique en liaison avec les services chargés de la santé au travail, de la santé scolaire et universitaire, de la protection maternelle et infantile. Elle assure notamment le suivi sanitaire de l'eau potable mis en distribution.

BO Un **Bassin d'Orage** a pour mission de recueillir les eaux drainées par la voirie lors d'un orage, de les stocker temporairement et de réguler les flux dirigés vers la station d'épuration.

DBO5 La **Demande Biologique en Oxygène** est une unité de mesure de la quantité de matière organique biodégradable contenue dans une eau. Elle est exprimée en milligramme d'oxygène. Elle correspond à la consommation d'oxygène nécessaire à la dégradation de la matière organique contenue dans un litre d'eau pendant cinq jours.

DCO La **Demande Chimique en Oxygène** est une unité de mesure de la quantité de toute la matière organique contenue dans une eau. Cette donnée est donc utilisée pour assurer un meilleur suivi de la performance des stations de traitement des eaux usées.

DDTM La **Direction Départementale des Territoires et de la Mer** met en œuvre dans le département des Pyrénées-Atlantiques les orientations de l'État relatives au développement et à l'équilibre des territoires. Ses services assurent la fonction de police de l'eau relatives aux systèmes d'assainissement et aux milieux.

DO Le **Déversoir d'Orage** est un ouvrage de délestage du réseau pour évacuer les sur-volumes d'eau par surverse vers le milieu naturel en temps d'orage et de fortes pluies.

DSP La **Délégation de Service Public** est un contrat administratif qui permet à une personne morale de droit public de confier à un délégataire, personne publique ou privée, la gestion d'un service public dont elle a normalement la responsabilité (article L1411-1 du Code général des collectivités territoriales). Le délégataire est rémunéré par l'exploitation du service public dont il a la charge et non pas par un prix versé l'administration comme dans les marchés publics.

DUP La **Déclaration d'Utilité Publique** est une procédure administrative qui permet de réaliser une opération d'aménagement sur un terrain privé pour cause d'utilité publique. Cette opération peut avoir lieu à l'issue d'une enquête d'utilité publique.

EH L'**Équivalent-Habitant** est une notion utilisée en assainissement, notamment pour quantifier la pollution potentiellement émise dans un système d'assainissement et la capacité des stations d'épuration. Une directive européenne du 21 mai 1991 définit l'Équivalent-Habitant comme étant « la charge organique biodégradable ayant une demande biochimique en oxygène en cinq jours (DBO5) de 60 grammes d'oxygène par jour ».

ERU Les **Eaux Résiduaires Urbaines** désignent les eaux usées provenant des activités domestiques normales telles que les eaux fécales, de nettoyage, de cuisine, d'hygiène, etc. La directive européenne du 21 mai 1991, dite directive ERU, impose aux agglomérations d'être équipées d'un système de collecte et d'un système de traitement de ces eaux avant leur rejet dans le milieu naturel.

ERI Les **Eaux Résiduaires Industrielles** désignent les eaux usées provenant des activités industrielles. En plus des matières organiques, azotées ou phosphorées, elles peuvent également contenir des produits toxiques, des solvants, des métaux lourds, des micropolluants organiques, des hydrocarbures. Certaines d'entre elles font l'objet d'un prétraitement de la part des industriels avant d'être rejetées dans les réseaux de collecte.

ICP L'**Indice de Connaissance et de gestion Patrimoniale des réseaux** (codifié par le SISPEA P103.2 pour l'eau potable et P202.2B en assainissement) évalue sur une échelle de 0 à 120 : le niveau de connaissance du réseau et des branchements, mais aussi l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'eau potable.

ILC L'**Indice Linéaire de Consommation** est égal au rapport entre, d'une part, le volume moyen journalier consommé par les usagers et les besoins du service (volume autorisé), augmenté des ventes d'eau à d'autres services, exprimé en mètres cubes, et, d'autre part, le linéaire de réseaux hors branchements exprimé en kilomètre.

IMOANC L'**Indice de Mise en Œuvre de l'Assainissement Non Collectif** (codifié par le SISPEA D302.0) évalue sur une échelle de 0 à 140 la mise en œuvre des éléments obligatoires attendus par le service public (100 points) et des prestations facultatives (40 points).

IPR L'**Indice de protection de la ressource** (codifié par le SISPEA P108.3) est un pourcentage composé à 80 % de l'analyse de l'Agence Régionale de Santé (ARS) et 20 % des analyses de la Communauté Pays Basque. Il traduit l'avancement des démarches administratives et de terrain mises en œuvre pour protéger les points de captage.

GEMAPI La compétence **Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations** a été créée par la loi du 27 janvier 2014 afin de clarifier l'exercice de missions existantes – souvent dispersées – en regroupant en une compétence spécifique : la gestion de l'eau, des milieux aquatiques et de la prévention des inondations. Elle est confiée sur chaque territoire à un niveau de collectivité bien identifié, de taille suffisante et disposant des ressources permettant d'en assumer la charge.

LEMA La **Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques** promulguée le 30 décembre 2006 a apporté deux avancées conceptuelles majeures : la reconnaissance du droit à l'eau pour tous et la prise en compte de l'adaptation au changement climatique dans la gestion des ressources en eau.

M49 Le plan de comptes **M49** est une adaptation du plan comptable général intégrant certaines spécificités des services d'eau et d'assainissement (conformément à l'article 52 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962). Il est présenté selon une structure décimale en huit classes de compte.

MES Les **Matières En Suspension** désignent une mesure physique déterminant la quantité de matières (exprimée en poids sec) contenues dans l'eau et retenues par un filtre de porosité donnée (ou séparées de l'eau dans des conditions de centrifugation données). Plus simplement, elles correspondent à l'ensemble des matières solides insolubles visibles à l'œil nu présentes en suspension dans un liquide.

PAPI Le **Plan d'Actions de Prévention des Inondations** a pour objet de promouvoir une gestion intégrée des risques d'inondation en vue de réduire leurs conséquences dommageables sur la santé humaine, les biens, les activités économiques et l'environnement. Outil de contractualisation entre l'État et les collectivités, le dispositif PAPI permet la mise en œuvre d'une politique globale, pensée à l'échelle du bassin de risque.

RPQS Le **Rapport sur le Prix et la Qualité du Service** est un document public réglementaire qui répond à une exigence de transparence interne et externe pour les usagers. Il informe de la bonne gestion du service, notamment des services publics et industriels d'eau potable et d'assainissement.

SAGE Issu d'une initiative locale et élaboré de manière collective, le **Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau** constitue un outil privilégié pour répondre localement aux objectifs de la Directive cadre sur l'eau et travailler à l'échelle d'un sous-bassin en vue d'une gestion équilibrée des milieux aquatiques et de la ressource en eau.

SANDRE Le **Service d'Administration National des Données et Référentiels sur l'Eau** est un service national qui a pour mission d'établir et de mettre à disposition les référentiels des données sur l'eau. Il définit notamment les formats type des données d'eau et d'assainissement, ce qui permet de mieux partager et analyser les informations collectées dans ce domaine.

SCOT Le **Schéma de Cohérence Territoriale** est un document d'urbanisme français qui détermine, à l'échelle de plusieurs communes ou groupements de communes, un projet de territoire visant à mettre en cohérence les politiques publiques en matière d'habitat, de mobilité, d'aménagement commercial, d'environnement et de paysage.

SIG Le **Système d'Information Géographique** est un outil informatique permettant de représenter et d'analyser tous les types de données spatiales et géographiques.

SISPEA Le **Système d'Information des Systèmes Publics d'Eau et d'Assainissement** est une plateforme ouverte de données. Les collectivités doivent la renseigner de manière obligatoire. Chaque indicateur y est défini de manière exhaustive. Les données des prix de l'eau, de performance sont calculées annuellement.

SPIC Un **Service Public Industriel et Commercial** est une forme de gestion de service public. Ses ressources proviennent principalement de recettes issues en proportion du service rendu. L'article L.2224-11 du code général des collectivités territoriales dispose que : « les services publics d'eau et d'assainissement sont financièrement gérés comme des services à caractère industriel et commercial ».

STEP Une **Station d'Épuration** des eaux usées reçoit et traite les eaux usées des habitants et des industriels raccordés au réseau d'assainissement ainsi que les eaux pluviales (pour les réseaux non séparatifs). Elle rejette dans le milieu naturel une eau épurée, conforme aux valeurs limites définies par arrêté préfectoral.

GURE L'EAU DU PAYS BASQUE URA

Communauté D'AGGLOMERATION PAYS BASQUE

EUSKAL HIRIGUNE Elkargoa

Design graphique : Michaël Barret - Octobre 2021